

DIVISION DES DROITS DES PALESTINIENS

DOUZIEME SEMINAIRE DES NATIONS UNIES SUR LA QUESTION DE PALESTINE

Thème : "Les droits inaliénables du peuple palestinien"

New York, 8 et 9 juillet 1985

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. Rapport du douzième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine	1
II. Déclaration du représentant du Secrétaire général, M. William B. Buffum, secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale	8
III. Déclaration de Son Excellence M. Oscar Oramas-Oliva, représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies et vice-président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien	10
IV. Message de M. Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, lu par M. Zehdi L. Terzi, observateur permanent de l'Organisation de libération de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies	13
V. Déclaration de Son Excellence M. N. Krishnan, représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies, au nom du Président du Mouvement des pays non alignés	17
VI. Déclaration de Son Excellence M. Clovis Maksoud, observateur permanent de la Ligue des Etats arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies	20
VII. Déclaration de M. Mamoudou Kane, secrétaire exécutif adjoint de l'Organisation de l'unité africaine	24
VIII. Déclaration de M. Youssouf Sylla, observateur permanent de l'Organisation de la Conférence islamique	26
IX. Déclaration de M. Ben Mokwena au nom de l'African National Congress d'Afrique du Sud	30
X. Documents présentés lors du Séminaire	32
A. Le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine	32
1. M. Ibrahim Abu-Lughod, professeur de sciences politiques à Northwestern University, Evanston (Illinois), Etats-Unis d'Amérique	32

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
8. Conférence internationale sur le Moyen-Orient et nécessité de tenir cette conférence; chances de faire prévaloir une issue favorable, efforts en ce sens et bénéfices à en attendre ...	42
1. M. Victor J. Gauci, observateur permanent de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies et Rapporteur du Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien	42
2. M. Naseer H. Aruri, professeur de sciences politiques, Southeastern Massachusetts University, North Dartmouth, Massachusetts, Etats-Unis	50
3. W. Thomas Mallison (Etats-Unis d'Amérique), professeur de droit et directeur du Programme de droit international et comparé à l'Université George Washington, Washington, D.C., et Sally V. Mallison, chargée de recherche dans le cadre de ce programme	57
4. Igor Petrovich Belyaev, membre du Comité soviétique de solidarité avec les peuples d'Afrique et d'Asie et correspondant de la revue <u>Literaturnaya Gazeta</u> , spécialisé dans les affaires du Moyen-Orient	75
XI. Déclarations de représentants d'organismes des Nations Unies ...	84
A. Conseil des Nations Unies pour la Namibie	84
B. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	86
C. Comité spécial contre l' <u>apartheid</u>	88
XII. Liste des participants et des observateurs	90

I. RAPPORT DU DOUZIEME SEMINAIRE DES NATIONS UNIES SUR LA QUESTION DE PALESTINE

1. Le douzième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine, qui avait pour thème principal "Les droits inaliénables du peuple palestinien", s'est tenu au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, les 8 et 9 juillet 1985, en application des dispositions de la résolution 38/58 B de l'Assemblée générale. Ont été tenues quatre séances, auxquelles cinq intervenants ont présenté des documents sur divers aspects de la question de Palestine.

2. M. Oscar Oramas-Oliva (Cuba), vice-président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a assuré la présidence du Séminaire, et M. Boris Tarasyuk (RSS d'Ukraine) en a été le rapporteur. En l'absence du Président, M. Farid Zarif (Afghanistan), vice-président du Comité, a assuré l'intérim.

Déclarations liminaires

3. Lors de la séance d'ouverture du Séminaire, le 8 juillet 1985, M. William B. Buffum, secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, a pris la parole. En souhaitant la bienvenue aux participants au nom du Secrétaire général, M. Buffum a déclaré que la tenue du Séminaire faisait ressortir l'importance qu'accordait la communauté internationale au règlement de la question de Palestine, qui constituait le coeur même du conflit du Moyen-Orient. Cette déclaration montrait en outre que le fait de laisser la situation demeurer si critique qu'elle en mettait en danger la paix et la sécurité internationales avait des effets négatifs non seulement sur les Etats et les peuples de la région mais également sur la communauté internationale tout entière.

4. Au fil des ans, les efforts déployés sans relâche par l'Organisation des Nations Unies avaient au moins permis d'obtenir un consensus sur les éléments fondamentaux nécessaires à un règlement global du problème du Moyen-Orient. L'appel lancé en faveur de la tenue d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient et les efforts renouvelés dans ce sens ne pouvaient pas être considérés simplement comme la reconnaissance du fait qu'un règlement global devait être conclu par la voie de négociations avec la participation des parties intéressées, sous les auspices des Nations Unies. Toute solution devait tenir compte des intérêts et des préoccupations de tous les Etats et peuples de la région, y compris ceux du peuple palestinien.

5. Dans son allocution de bienvenue, M. Oscar Oramas-Oliva a rappelé l'importance que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien accordait à la question de Palestine et son attachement à trouver une solution au problème. Il a ensuite rendu brièvement compte des travaux du Comité et souligné qu'il importait d'informer le public de tous les faits se rapportant à la question de Palestine afin de bien les faire comprendre.

6. Le Comité s'associait pleinement à la majorité des Etats pour demander la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, qui

constituerait une étape appréciable dans la recherche de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région. C'est la raison pour laquelle il avait centré ses travaux sur ce point en 1985 et l'un des groupes de travail du Séminaire s'était consacré exclusivement à cette question. Le Comité espérait que les vues exprimées lors du Séminaire contribueraient à promouvoir la convocation de cette importante conférence.

7. M. Zedhi L. Terzi, observateur permanent de l'Organisation de libération de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, a transmis un message de M. Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine et commandant en chef des forces de la révolution palestinienne. Dans son message, le président Arafat a remercié les participants au Séminaire pour les efforts incessants qu'ils déployaient pour la défense des droits inaliénables du peuple palestinien.

8. La politique d'agression poursuivie par Israël, appuyée par les gouvernements américains successifs, avait fait entrer la cause palestinienne dans une phase dangereuse. Malgré des obstacles considérables, les Palestiniens n'en poursuivaient pas moins leur lutte et leur résistance. Les dures épreuves qu'ils devaient traverser n'altéreraient pas leur détermination à persévérer dans leur lutte, qui bénéficiait du soutien des peuples du monde.

9. L'Organisation de libération de la Palestine n'avait laissé passer aucune occasion de rechercher la paix et poursuivrait ses efforts pour réaliser un plan politique arabe commun visant à contribuer à trouver une solution globale, juste et durable au conflit du Moyen-Orient.

10. Il fallait souligner le fait que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien organisait deux activités distinctes - le Séminaire et un colloque. Le message adressé par les organisations non gouvernementales (ONG) du Canada et des Etats-Unis d'Amérique s'attachait à souligner l'attitude négative de ces deux Etats à propos de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient et exprimait l'espoir qu'il susciterait une réaction positive de leur part.

11. Le président Arafat a adressé ses vifs remerciements aux représentants des ONG pour les efforts acharnés qu'ils déployaient en vue de mobiliser l'opinion publique en faveur du processus de paix, comme notamment lors de la campagne internationale de signatures lancée le 29 novembre 1984.

12. A la séance d'ouverture, ont également pris la parole : M. Natarajan Krishnan, au nom du Mouvement des pays non alignés; M. Jonathan Mataa Sibitwa Lichilana, au nom du Conseil des Nations Unies pour la Namibie; M. Gennady Oudovenko, au nom du Comité spécial contre l'apartheid (ONU); M. Ahmad Farouk Arnouss, au nom du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (ONU); M. Clovis Maksoud, au nom de la Ligue des Etats arabes; M. Mamoudou Kane, au nom de l'Organisation de l'unité africaine, et M. Youssouf Sylla au nom de l'Organisation de la Conférence islamique. A la 4ème séance, M. Ben Mokwena a pris la parole au nom de l'African National Congress d'Afrique du Sud.

13. Au cours du Séminaire, deux tables rondes ont été tenues pour examiner les deux aspects de la question de Palestine; on en trouvera ci-après l'intitulé, ainsi que les auteurs des documents présentés sur ces sujets :

a) Le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine - Pr Ibrahim Abu-Lughod (Palestinien);

b) La Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, la nécessité de tenir une telle conférence, les efforts à déployer, les perspectives de succès et les avantages qui en découleraient - Pr Naseer Aruri, M. Victor J. Gaudi, Pr W. Thomas Mallison, M. Igor Petrovich Belyaev.

14. Etant donné le caractère approfondi et très documenté des études qui ont été présentées au Séminaire et conformément à la pratique suivie précédemment, le texte de ces études sera publié in extenso, en même temps que le rapport du Séminaire, ce qui contribuera à mieux faire comprendre la question de Palestine. Le rapport du Séminaire ne devrait faire état que des points saillants des débats.

Le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine

15. Une analyse du rôle joué par l'Organisation de libération de la Palestine a été présentée au Séminaire. On a noté qu'aujourd'hui les Palestiniens ne jouissaient pas de droits politiques ni n'en exerçaient en tant que tels nulle part dans le monde. Malgré de nombreuses entraves, ils n'en restaient pas moins déterminés à normaliser leur situation politique, comme en témoignait leur lutte pour recouvrer leurs droits nationaux, notamment leur droit à l'indépendance et à la souveraineté en Palestine, retrouver leur identité nationale et être représentés par les mandataires qu'ils se sont choisis, à savoir l'Organisation de libération de la Palestine.

16. L'Organisation de libération de la Palestine et le peuple palestinien ne constituaient pas deux entités distinctes et il n'était donc pas possible de traiter avec l'un sans traiter avec l'autre. L'évolution de l'Organisation de libération de la Palestine découlait directement de l'évolution des institutions sociales, économiques et politiques du peuple palestinien, et en particulier de leur conscience sociale et politique. Aussi l'OLP avait-elle assumé la responsabilité du développement culturel, économique, social et politique du peuple palestinien.

17. L'Organisation de libération de la Palestine considérait que la lutte du peuple palestinien était celle d'une population colonisée contre une forme de colonialisme dit de peuplement. Dans ce sens, Israël était considéré comme un Etat fondé sur un peuplement de type colonial, établi sur une partie du territoire national arabe avec l'appui actif et conjoint des puissances européennes et américaines. Pour obtenir justice, les Palestiniens devraient bénéficier du soutien des Etats qui rejettent le colonialisme du point de vue idéologique, structurel et culturel.

18. L'Organisation de libération de la Palestine avait défini la nature des droits nationaux des Palestiniens dans le cadre général de l'autodétermination. C'était cet ensemble de droits nationaux palestiniens qu'affirmait essentiellement

l'Organisation des Nations Unies lorsqu'elle défendait les droits des Palestiniens à l'indépendance et au retour dans leurs foyers.

19. Depuis 1968, l'Organisation de libération de la Palestine avait lutté pour la création d'un Etat démocratique non sectaire. En envisageant la coexistence pacifique avec le peuple juif au sein d'un Etat unitaire, l'OLP reconnaissait qu'il était difficile de faire accepter pareille solution, non seulement par Israël mais également par d'autres Etats. Elle avait dès lors conçu une solution provisoire qui prévoyait la possibilité de la coexistence de facto de deux Etats en Palestine, l'un principalement judéo-israélien et l'autre arabo-palestinien. Cette proposition lui avait valu l'hostilité tant d'Israël et du sionisme que des intérêts américains et en faisait en quelque sorte l'avant-garde de la lutte anti-impérialiste dans le monde arabe. D'autre part, la structure de l'organisation s'était avérée capable de résister non seulement aux pressions politiques, mais encore, et surtout, aux agressions militaires.

20. Au cours de ses 21 années d'existence, l'Organisation de libération de la Palestine avait traversé diverses épreuves et difficultés et était à présent très largement reconnue comme le seul représentant légitime du peuple palestinien et comme une force active avec laquelle il fallait compter sur la scène politique du Moyen-Orient. A cet égard, elle avait exercé une influence fondamentale dans la recherche d'une solution à la question de Palestine, ainsi qu'au problème du Moyen-Orient en général.

La Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient

21. Le Séminaire a achevé ses délibérations en examinant de manière approfondie la question de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Il a été noté que, bien que 40 années se soient écoulées depuis que l'Assemblée générale des Nations Unies avait adopté la résolution 181 (II), qui recommandait la création de deux Etats - un Etat arabe et un Etat juif - cette résolution n'avait été appliquée qu'en ce qui concernait la création de l'Etat d'Israël. Un des premiers objectifs de la communauté internationale était de veiller à rétablir le peuple palestinien dans ses droits, y compris son droit à l'autodétermination et à créer son propre Etat indépendant en Palestine. On a constaté que les principes énoncés par l'Organisation des Nations Unies recueillaient l'adhésion universelle et qu'ils devaient à ce titre être appuyés en ce qui concerne la recherche d'une solution globale au conflit israélo-arabe. La question de Palestine représentait une responsabilité continue de l'Organisation des Nations Unies et de tous ses Membres, qui étaient attachés aux buts et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, et qui respectaient les décisions prises sur la question à l'Organisation des Nations Unies et auxquelles ils avaient adhéré.

22. A cet égard, on a réaffirmé fermement que la question de Palestine était au coeur de ce conflit, qui lui-même était un problème à multiples facettes. Au fil des ans, un large consensus international s'était dégagé sur la nécessité d'une solution globale, juste et durable. Ce consensus a été défini dans la Déclaration de Genève adoptée par la Conférence internationale sur la question de Palestine en 1983 et appuyé également par la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale des Nations Unies qui demandait la convocation d'une conférence internationale de la

paix sur le Moyen-Orient. On a noté que la Conférence internationale sur la question de Palestine, tenue à Genève du 29 août au 7 septembre 1983 et qui avait adopté la Déclaration de Genève, représentait la première occasion où une tribune internationale aussi importante se penchait sur la question palestinienne. Pas moins de 117 pays avaient participé à la Conférence à part entière et 20 autres en qualité d'observateurs; de plus, pour la toute première fois, on avait invité à cette occasion une centaine d'organisations non gouvernementales et de nombreuses personnalités éminentes. Plusieurs des ONG venaient d'Israël, prouvant ainsi par leur présence qu'il existait dans ce pays un groupe de personnes éprises de paix qui, elles aussi, oeuvraient en faveur d'une paix juste et durable au Moyen-Orient.

23. La Déclaration de Genève adoptée par la Conférence internationale sur la question de Palestine envisageait que la Conférence de la paix serait convoquée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. L'ONU, en plus de la mission sacrée et de la responsabilité qu'elle assumait à l'égard du peuple palestinien, constituait la seule instance de négociation susceptible de faciliter la rencontre de toutes les parties au conflit. Les procédures actuelles de l'Organisation des Nations Unies permettaient une participation de toutes les parties concernées.

24. Aux termes de la Déclaration de Genève, on demandait également la participation de toutes les parties au conflit, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, ainsi que les Etats-Unis d'Amérique, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et d'autres Etats concernés sur un pied d'égalité et que la conférence prenne comme principes directeurs les diverses propositions en accord avec les principes du droit international.

25. Les principes directeurs, adoptés par acclamation par la Conférence et entérinés par l'Assemblée générale des Nations Unies, étaient les suivants :

a) La réalisation des droits légitimes inaliénables du peuple palestinien, y compris le droit au retour, le droit à l'autodétermination et le droit de créer son propre Etat indépendant en Palestine;

b) Le droit de l'Organisation de libération de la Palestine, représentant du peuple palestinien, de participer sur un pied d'égalité avec les autres parties à tous les efforts, délibérations et conférences intéressant le Moyen-Orient;

c) La nécessité de mettre fin à l'occupation israélienne des territoires arabes, conformément au principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et, par conséquent, la nécessité d'obtenir le retrait d'Israël des territoires occupés depuis 1967, y compris Jérusalem;

d) La nécessité de résister et d'opposer un refus à toute politique et pratique israélienne dans les territoires occupés, y compris Jérusalem, et à toute situation de fait créée par Israël, qui sont contraires au droit international et aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier l'implantation de colonies de peuplement, car ces politiques et pratiques constituent des obstacles majeurs à l'instauration de la paix au Moyen-Orient;

e) La nécessité de déclarer à nouveau nulles et non avenues toutes les mesures législatives et administratives prises par Israël, la puissance occupante, qui ont modifié ou visé à modifier le caractère et le statut de la Ville sainte de

Jérusalem, y compris l'expropriation de terres et de biens sis sur ces terres, en particulier la prétendue "Loi fondamentale" sur Jérusalem et la proclamation de Jérusalem comme capitale d'Israël;

f) Le droit à l'existence de tous les Etats de la région, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues, dans la justice et la sécurité pour tous, ce qui présuppose, comme conditions sine qua non, la reconnaissance et la réalisation des droits légitimes inaliénables du peuple palestinien, comme il est indiqué à l'alinéa a) ci-dessus.

26. Ces principes directeurs étaient importants et appropriés car ils mettaient l'accent sur les questions centrales et reconnaissaient en même temps que les droits inaliénables du peuple palestinien restaient fondamentaux à toute solution. Ces principes se fondaient sur la reconnaissance du rôle indispensable du droit si l'on voulait réaliser la plus grande mesure possible de justice et de sécurité tant pour les Israéliens que pour les Palestiniens. Le droit n'était pas seulement la base d'une solution juste, il donnait la seule solution pratique. On a soutenu que la justice et la coercition étaient nécessaires pour les règlements de paix, et que là où la justice était moins utilisée, la coercition devait l'être davantage.

27. Une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient pourrait déboucher sur l'établissement d'une paix juste et durable dans la région et la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien, et garantir l'existence et la sécurité de tous les Etats de la région, y compris Israël; conduire au renforcement des liens économiques entre tous les pays du monde et les pays arabes et Israël, mener à des accords qui satisferaient toutes les parties concernées, mettre un terme aux guerres continuelles entre Arabes et Israéliens, et par conséquent faire disparaître une menace constante à la paix et à la sécurité internationales. De plus, cette conférence rétablirait l'autorité de l'Organisation des Nations Unies et referait d'elle une force puissante pour le maintien de la paix.

28. Le Séminaire a estimé que le fait que la majorité des Etats de la communauté internationale ainsi que plusieurs organisations intergouvernementales importantes se soient fermement déclarés en faveur de la tenue de la conférence était un facteur significatif et témoignait de l'importance vitale de cette conférence. La tâche principale de celle-ci serait de mettre en oeuvre le droit qu'a légalement le peuple palestinien de disposer de lui-même. Le Séminaire a demandé instamment aux Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et d'Israël de revoir leur attitude négative à l'égard du processus de paix en cours au sein du système des Nations Unies.

29. On espérait également que tous les partisans de la Conférence, qui constituaient la majorité écrasante de la communauté internationale, s'uniraient pour surmonter les obstacles posés par le refus d'Israël et des Etats-Unis d'Amérique d'y participer. Le refus de ces deux Etats était le seul obstacle à la réalisation des progrès que souhaitait la communauté internationale. Si les autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies agissaient sans hésitation pour assumer la direction du processus de réalisation d'un règlement pacifique dans le cadre du droit, cette attitude aurait un effet considérable sur les Etats-Unis d'Amérique et les ramènerait à leur adhésion de principe et à leur appui pratique à l'autodétermination du peuple palestinien, qu'ils avaient reconnue au moment de l'adoption de la résolution sur le partage (résolution 181 (II) de l'Assemblée générale).

30. Dans le même ordre d'idées, le Séminaire s'est félicité de la cohérence et de la continuité de la politique de l'Union des Républiques socialistes soviétiques en ce qui concerne un règlement au Moyen-Orient, qui ont été illustrées à nouveau par les dernières propositions avancées par ce pays le 29 juillet 1984, intitulées "Propositions présentées par l'Union soviétique concernant un règlement au Moyen-Orient", et qui tenaient compte des intérêts fondamentaux de toutes les parties au conflit, y compris l'OLP en tant que seul représentant légitime du peuple palestinien, et suggéraient que la convocation d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient soit l'instrument d'un tel règlement.

31. Dans la ligne des efforts qu'il déploie en vue de promouvoir le progrès et de maintenir l'impulsion d'espoir, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a décidé d'oeuvrer sans relâche pour que la Conférence proposée soit convoquée aussitôt que possible. Aussi le Comité a-t-il fait de cet élément le point essentiel de son programme de travail en 1985. En conséquence, dans tous les séminaires et colloques organisés cette année, un groupe s'occupera exclusivement de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. De plus, le Comité a décidé d'envoyer une délégation formée par ses membres dans un certain nombre de pays de son choix et, en particulier, les pays membres du Conseil de sécurité, dans le but de promouvoir la convocation de la Conférence internationale de la paix dans les meilleurs délais.

32. Le Séminaire estimait donc qu'il était extrêmement important que la communauté internationale intensifiât et unît ses efforts pour assurer la convocation sans délai de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, en tant qu'instrument pour assurer l'établissement d'une paix juste et globale, de la sécurité et de la stabilité au Moyen-Orient, tout en assurant la réalisation et l'exercice, car il est plus que temps, des droits inaliénables du peuple palestinien.

33. Le Séminaire a remercié le président Arafat de l'Organisation de libération de la Palestine de son message et a exprimé son appui à la juste cause du peuple palestinien. Il a aussi exprimé son soutien sans réserve à la tenue prochaine de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient avec la participation des membres permanents du Conseil de sécurité, et aussi des parties les plus directement impliquées dans le conflit, particulièrement l'Organisation de libération de la Palestine, seul représentant légitime du peuple palestinien, comme mesure positive et constructive dans la recherche d'une solution à la question de Palestine.

II. DECLARATION DU REPRESENTANT DU SECRETAIRE GENERAL,
M. WILLIAM B. BUFFUM, SECRETAIRE GENERAL ADJOINT
AUX AFFAIRES POLITIQUES ET AUX AFFAIRES DE
L'ASSEMBLEE GENERALE

C'est pour moi un grand privilège de vous souhaiter, au nom du Secrétaire général, la bienvenue au douzième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine.

La tenue de ce séminaire, qui sera le deuxième pour la région de l'Amérique du Nord, conformément à la résolution 38/58 B de l'Assemblée générale, et est organisé par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, fait ressortir l'importance qu'accorde la communauté internationale au règlement de la question de Palestine, qui est au coeur même du conflit du Moyen-Orient. Elle souligne également le fait que les efforts visant à trouver une solution à cette question demeurent l'une des principales préoccupations de l'Organisation des Nations Unies.

L'Organisation des Nations Unies se préoccupe du sort des Palestiniens pour ainsi dire depuis sa création. L'Organisation mondiale n'a consacré autant de temps et d'efforts à aucun autre problème international. S'il n'a pas été possible en 38 ans de trouver une solution à ce problème, le danger permanent que représente la poursuite du conflit dans la région fait ressortir la nécessité d'y trouver un règlement juste, global et durable. De ce fait, l'on reconnaît désormais que le maintien d'une situation si critique qu'elle met en danger la paix et la sécurité internationales a des effets négatifs non seulement sur les Etats et les peuples de la région mais aussi sur la communauté internationale tout entière. L'intérêt que portent à la question plusieurs commissions de l'Assemblée générale et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies témoigne de l'importance que la communauté internationale y attache.

Les efforts déployés sans relâche par l'Organisation ont, au fil des années, au moins permis de parvenir à un consensus sur les éléments fondamentaux nécessaires à un règlement global du problème du Moyen-Orient. Ce règlement présuppose le retrait des forces israéliennes des territoires occupés; le respect et la reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chacun des Etats de la région et de leur droit de vivre en paix, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri des menaces et des démonstrations de force et enfin un règlement juste du problème palestinien fondé sur la reconnaissance et l'exercice des droits légitimes du peuple palestinien, notamment l'autodétermination. A cet égard, la question de Jérusalem reste d'une importance capitale.

Dans sa quête d'une solution à la question de Palestine qui est au coeur même du conflit du Moyen-Orient, la Conférence internationale sur la question de Palestine, qui s'est tenue en août et septembre 1983, demandait la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. L'Assemblée générale, à sa trente-huitième session, a souscrit à cette idée, et elle a réaffirmé sa position à sa trente-neuvième session. Les efforts soutenus demandés à nouveau à cette fin ne peuvent être considérés simplement comme la

reconnaissance du fait qu'un règlement global devra être conclu par la voie de négociations, avec la participation des parties intéressées et sous les auspices des Nations Unies. Toute solution devra tenir compte des intérêts et des préoccupations de tous les Etats et peuples de la région, y compris ceux du peuple palestinien. Espérons que tous les obstacles restants disparaîtront bientôt et qu'il sera possible de tenir des négociations menant à une paix globale, juste et durable.

Les diplomates, spécialistes et experts réunis à l'occasion de ce séminaire jouissent d'un très grand renom. C'est là un témoignage éclatant de l'importance de l'objectif recherché et de la nécessité urgente de trouver une solution équitable à ce qui jusqu'ici s'est malheureusement révélé être un problème insoluble.

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a été créé par l'Assemblée générale à sa trentième session afin d'établir un programme de mise en oeuvre permettant au peuple palestinien d'exercer ses droits énoncés dans la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale. Malgré la complexité des tâches dont il doit s'acquitter, le Comité n'a cessé de déployer tous ses efforts pour remplir son mandat sous l'éminente direction de son président, l'ambassadeur Massamba Sarré et d'un bureau des plus compétents comprenant notre actuel Président, l'ambassadeur Oramas-Oliva.

Je pense que les efforts du Comité ont réellement permis d'appeler l'attention sur les droits inaliénables du peuple palestinien et fait connaître autant que faire se pouvait les faits se rapportant à ces droits.

L'un de vos groupes s'occupera exclusivement, lors de ce séminaire, de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Les vues qui seront exprimées et les suggestions qui seront faites au cours des discussions contribueront assurément à faciliter la convocation dans les plus brefs délais de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Au moment où vous entamez ces délibérations si importantes, j'aimerais, au nom du Secrétaire général et en mon nom propre, souhaiter au Séminaire un plein succès dans ses travaux.

III. DECLARATION DE SON EXCELLENCE M. OSCAR ORAMAS-OLIVA,
REPRESENTANT PERMANENT DE CUBA AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES ET VICE-PRESIDENT DU COMITE POUR
L'EXERCICE DES DROITS INALIENABLES DU PEUPLE PALESTINIEN

J'ai le plaisir, au nom du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, de vous souhaiter la bienvenue au douzième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine. J'aimerais également saisir cette occasion pour remercier sincèrement le représentant du Secrétaire général, M. William B. Buffum.

En convoquant ce séminaire, le Comité continue à s'acquitter du mandat que lui a confié l'Assemblée générale. Les résultats de nos précédents séminaires nous ont convaincus de l'utilité des échanges de vues du type de ceux que nous allons avoir et de l'importance de la contribution qu'apporteront nos délibérations à une meilleure compréhension du problème palestinien.

L'Organisation des Nations Unies se préoccupe de la tragédie du peuple palestinien pour ainsi dire depuis sa création. Près de 40 ans se sont écoulés depuis que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 181 (II), qui recommandait la création de deux Etats - un Etat arabe et un Etat juif - mais jusqu'à présent, cette résolution n'a été appliquée qu'en ce qui concerne la création de l'Etat d'Israël. La lutte du peuple palestinien pour l'auto-détermination et l'indépendance qu'on lui a injustement refusées n'a pas seulement provoqué un conflit dans la région, elle constitue également un danger permanent pour la paix et la sécurité internationales.

C'est à cause de ce danger que toutes les nations de chacune des régions du monde se sentent aujourd'hui concernées par les rebondissements de cette question difficile et complexe de Palestine et en sont de plus en plus conscientes. En fait, les éléments de base de la question sont si étroitement interdépendants que tout règlement partiel ou inéquitable ne pourrait qu'aggraver les obstacles que l'on rencontre sur la voie d'une solution. Cette situation tragique comporte cependant un autre élément. Alors que des efforts acharnés ont été faits pour sortir de l'impasse, la situation déjà complexe s'est encore compliquée par certains événements intervenus dans la région - mesures d'oppression prises par la Puissance occupante à l'encontre des Palestiniens de la rive occidentale et de la bande de Gaza occupées, implantation illégale de colonies de peuplement israéliennes dans ces zones et application de politiques, également en contravention directe avec les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et le droit international, et qui, en y exacerbant les tensions, ne peuvent qu'entraver la recherche d'une solution pacifique.

Les mesures prises par le Gouvernement israélien et son refus persistant de respecter le droit international et les conventions internationales engendrent une détérioration quotidienne de la situation et soulignent à quel point il est urgent de trouver une solution juste au problème palestinien, dont la communauté internationale s'accorde à dire qu'il est au coeur du conflit au Moyen-Orient.

C'est parce que l'on a reconnu que la question de Palestine était au coeur du conflit au Moyen-Orient et parce que la communauté internationale a pris

conscience du fait qu'il n'existerait de solution au problème que lorsque le peuple palestinien aurait le droit d'exercer ses droits inaliénables que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a été créé en 1975.

Le Comité s'est vu confier la tâche d'étudier et de recommander à l'Assemblée générale des Nations Unies un programme de mise en oeuvre devant permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits inaliénables, lesquels avaient été auparavant définis par l'Assemblée générale comme étant :

- a) Le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure;
- b) Le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationales;
- c) Le droit des Palestiniens de retourner dans leurs foyers.

L'Assemblée générale a immédiatement souscrit à un programme d'action, établi en 1976, et a réaffirmé sa validité et son utilité à chacune de ses sessions ultérieures.

Cependant, l'application de ce programme s'est toujours heurtée à l'opposition intransigeante de l'Etat israélien qui persiste à dénier aux Palestiniens leur droit inaliénable à un foyer national, encouragé en cela, il faut le dire, par ce qui se passe au Conseil de sécurité, l'organe chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales que l'exercice du droit de veto par l'un de ses membres permanents a empêché jusqu'ici d'approuver les recommandations du Comité.

Cette situation est des plus décourageantes. Tout progrès important est donc compromis et le Comité a estimé qu'il était nécessaire de prendre toutes les mesures pouvant permettre de sortir de cette impasse.

Le Comité a toujours pensé qu'il était nécessaire de diffuser des informations objectives sur la question de Palestine afin de faire connaître la situation à l'opinion publique et de présenter de façon impartiale les événements dans la région, accélérant ainsi la recherche d'une solution qui se fonderait sur les résolutions des Nations Unies. Nous pensons sincèrement qu'il est essentiel de présenter tous les faits se rapportant à la question de Palestine car il est certain qu'une fois que ces faits seront connus, il sera plus facile de convaincre ceux qui, au sein de la communauté internationale, n'en sont pas encore convaincus, de la justesse de la cause du peuple palestinien.

C'est pour cette raison que le Comité a pris l'initiative d'organiser des séminaires tels que celui auquel nous assistons aujourd'hui ainsi que des colloques destinés aux organisations non gouvernementales et des rencontres de journalistes; en fait, c'est pour cette même raison que le Comité a décidé de convoquer la Conférence internationale sur la question de la Palestine qui a eu lieu il y a deux ans.

Cette conférence, à laquelle ont participé 137 nations, établissait un certain nombre de principes de base, y compris le droit à l'existence de tous les Etats de la région, y compris, bien entendu, un futur Etat palestinien, à l'intérieur de

frontières sûres et internationalement reconnues, dans la justice et la sécurité pour tous. Elle recommandait également la convocation d'une Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient organisée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et à laquelle participeraient sur un pied d'égalité toutes les parties au conflit israélo-arabe, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques. La Conférence exprimait par là la conviction que la meilleure façon de sortir de l'impasse était de réunir toutes les parties intéressées autour de la même table et que l'Organisation des Nations Unies constituait l'instance la plus appropriée à cet effet.

Notre Comité, de même que la majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, reconnaît pleinement l'importance d'une conférence de la paix de ce type. Il faut en effet que la communauté internationale intensifie et unisse ses efforts pour assurer la convocation sans délai de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, en tant qu'un instrument pour assurer l'établissement d'une paix juste et globale, de la sécurité et de la stabilité au Moyen-Orient tout en garantissant la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien. Le Comité a par conséquent décidé qu'il ferait cette année de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient le pivot de son programme de travail.

C'est la raison pour laquelle nous disposons pour ce séminaire et en fait pour tous nos autres séminaires et colloques de l'année d'un groupe s'occupant exclusivement de la Conférence de la paix. Nous avons également essayé de mobiliser toutes les organisations non gouvernementales du monde qu'intéresse la question de Palestine afin, nous l'espérons, de donner plus de poids aux efforts visant à convoquer une conférence de la paix.

En traitant avec les organisations non gouvernementales, nous avons souligné à plusieurs reprises l'importance de la conférence de la paix et ces organisations non gouvernementales elles-mêmes ont pris l'initiative de lancer, le 29 novembre dernier, une campagne de signatures mondiale en faveur de cette conférence de la paix. Plusieurs milliers de signatures ont déjà été réunies. Nous espérons que ceux qui se trouvent ici aujourd'hui participeront activement à cette campagne de signatures dans leurs pays et permettront d'en faire un succès complet.

Le Comité est convaincu que ce séminaire sensibilisera l'opinion publique internationale à la question de Palestine et permettra aux Palestiniens d'être un jour en mesure d'exercer leurs droits civils et politiques sur leur propre sol. Au moment où nous commençons nos travaux, nous pouvons avoir la certitude que notre tâche est une tâche noble et dont nous pouvons tous à juste titre être fiers.

Au nom du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, j'aimerais saisir cette occasion pour remercier tous ceux qui sont ici avec nous aujourd'hui ainsi que ceux qui ont pris le temps d'établir des rapports qui contribueront au succès de ce séminaire.

IV. MESSAGE DE M. YASSER ARAFAT, PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF DE
L'ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE, LU PAR
M. ZEHDİ L. TERZI, OBSERVATEUR PERMANENT DE L'ORGANISATION
DE LIBERATION DE LA PALESTINE AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

C'est pour moi un grand plaisir, en ce jour d'ouverture du Séminaire sur les droits du peuple palestinien, de vous adresser, au nom du peuple arabe palestinien, au nom de mes frères membres du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine et en mon nom propre, nos salutations révolutionnaires les plus chaleureuses.

Nous tenons à vous témoigner notre grande estime et notre profonde reconnaissance pour vos efforts en faveur de la lutte légitime de notre peuple et pour votre appui indéfectible à la réalisation des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien, y compris son droit au retour, son droit à l'auto-détermination sans ingérence extérieure et son droit de créer son Etat indépendant.

C'est aussi pour moi un très grand plaisir de vous dire combien nous sommes fiers des efforts inlassables que vous déployez pour défendre les droits inaliénables du peuple palestinien et en faveur de la paix, dans une des régions les plus dangereuses, les plus tendues et les plus explosives du monde.

Nous savons fort bien que notre cause palestinienne traverse aujourd'hui une phase difficile, à la suite de l'intensification de la politique agressive d'Israël appuyée par les gouvernements américains successifs.

Le Gouvernement de l'ennemi sioniste israélien intensifie la répression et l'oppression du peuple palestinien, déchaîne contre lui la terreur, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre patrie occupée, et persiste à imposer des pratiques racistes illégitimes en privant les Palestiniens de leurs droits de l'homme fondamentaux, en paralysant la vie civile, en détruisant l'économie palestinienne, en expropriant les terres et accaparant les ressources en eau, en implantant des colonies paramilitaires de peuplement dans les territoires occupés, en encourageant, en appuyant et en finançant les gangs terroristes sionistes qui dirigent leurs agissements criminels contre notre peuple.

Tous ces actes sont perpétrés dans le seul but de déloger par la force et de l'expulser de ses terres et de ses foyers notre peuple, pour appliquer le plan israélien de judaïsation des zones palestiniennes occupées et parvenir en fin de compte à les annexer à l'entité sioniste ennemie.

Les partis sionistes font de la surenchère dans leur hostilité au peuple palestinien et leur racisme extrémiste en protégeant et en préservant des lois et règlements fondés sur l'idéologie raciste sioniste.

Il faut en outre compter avec la politique déclarée d'Israël de ne pas se retirer des territoires arabes palestiniens occupés, de ne pas reconnaître et de ne pas respecter le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, de ne pas rendre Jérusalem à la souveraineté palestinienne, d'empêcher la création d'un Etat palestinien en Palestine et de faire fi de la volonté du peuple palestinien et

de son droit de désigner son représentant - l'Organisation de libération de la Palestine.

Par ailleurs, le Gouvernement des Etats-Unis intensifie sa politique hostile et persiste dans sa position défavorable à l'égard du peuple palestinien : il apporte un appui sans cesse croissant à l'entité ennemie israélienne et à sa politique expansionniste (agressive) en forgeant avec elle une alliance militaire stratégique qui prend pour cible le peuple palestinien et les peuples de la nation arabe.

Le Gouvernement des Etats-Unis a également créé une zone de libre-échange avec l'entité israélienne en vue d'épauler son économie, essentiellement consacrée à la guerre, à l'expansionnisme et à l'établissement de colonies de peuplement, qui se trouve en bien mauvaise passe. Ceci vient s'ajouter à l'aide financière et militaire fournie à Israël sous forme de dons, et à l'appui moral, politique et diplomatique que lui prête le Gouvernement des Etats-Unis à tous les niveaux de la vie internationale en entravant l'application des dispositions adoptées par la communauté internationale et en empêchant la condamnation des crimes et des actes d'agression auxquels se livre Israël contre le peuple palestinien soumis à l'occupation.

Le Gouvernement des Etats-Unis dénie aussi les droits inaliénables de notre peuple tels qu'ils ont été affirmés et réaffirmés par les résolutions de la communauté internationale tout entière, cherche systématiquement à écarter l'Organisation de libération de la Palestine, seul représentant légitime du peuple palestinien, et essaie par tous les moyens d'en présenter une image déformée.

Malgré ces immenses difficultés, notre peuple poursuit néanmoins sa lutte et sa résistance contre la politique israélienne d'oppression et d'agression et contre la politique hostile des Etats-Unis.

Les épreuves et l'adversité n'arriveront pas à infléchir ou entraver la volonté de lutte de notre peuple qui rencontre l'appui des peuples du monde, et de leurs forces démocratiques et éprises de paix et de justice.

A l'instar de ces forces, l'Organisation de libération de la Palestine n'a épargné aucun effort dans sa quête pour la paix. Elle fonde cette quête sur la ferme conviction qu'il est nécessaire, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales, d'instaurer la justice, la paix, la stabilité et le développement dans notre région explosive.

C'est ce sentiment de responsabilité qui a prévalu dans notre peuple et chez ses représentants dans les différents conseils nationaux palestiniens qui ont à maintes reprises réaffirmé la détermination du peuple palestinien d'instaurer une paix juste fondée sur la réalisation et l'exercice de ses droits inaliénables, y compris son droit au retour, son droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure, et son droit de créer son Etat indépendant palestinien en Palestine.

Sur la base des résolutions des diverses sessions du Conseil national palestinien, et en particulier des seizième et dix-septième sessions, ainsi que des principes du Sommet de Fès qui reflètent la volonté de paix de notre nation

arabe, et conformément aux résolutions internationales, l'Organisation de libération de la Palestine poursuit ses efforts en vue de parvenir à un plan politique arabe conjoint permettant de trouver une solution d'ensemble, juste et durable au conflit du Moyen-Orient.

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien organise deux activités distinctes, mais indissociables, Le Séminaire, auquel participent des personnalités illustres, sera suivi d'un colloque pour ce qu'il est convenu d'appeler "la base", les représentant sdes organisations non gouvernementales. Ce sont eux, les militants, qui se chargeront de porter le message à l'Amérique du Nord, en particulier au Canada et aux Etats-Unis d'Amérique, et nous espérons sincèrement qu'il sera entendu par les gouvernements de Washington et d'Ottawa. Le message soulignera notamment l'attitude de deux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ont choisi de voter contre la recommandation de l'Assemblée générale prévoyant une modalité, un processus, un mécanisme pour parvenir à une paix d'ensemble, juste et durable au Moyen-Orient. Le Comité n'a pas hésité à faire savoir qu'il "regrettait l'attitude négative d'Israël et des Etats-Unis" et a décidé de "poursuivre ses efforts en vue de la convocation, dans les meilleurs délais, de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient".

L'Assemblée générale a presque unanimement (Canada, Israël et Etats-Unis exceptés) réaffirmé qu'elle faisait sienne l'idée de convoquer la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, conformément aux dispositions de ses résolutions antérieures. Malheureusement, la position des Etats-Unis et du Canada a été négative. A notre connaissance, ils n'ont même pas répondu à l'appel de la communauté internationale "demandant instamment à tous les gouvernements de faire de nouveaux efforts constructifs afin que la conférence puisse se réunir sans retard et atteindre les objectifs pacifiques qui sont les siens".

A ce point, j'aimerais adresser aux représentants des organisations non gouvernementales nos sincères remerciements pour l'activité inlassable qu'ils mènent afin de mobiliser l'opinion publique et faire entendre leur voix en faveur du processus de paix. Leurs efforts se manifestent concrètement dans l'appel lancé par la communauté internationale.

Au nom des peuples qui souffrent de la terrible épreuve de la guerre, de l'oppression et de l'occupation et qui s'efforcent d'instaurer la paix, au nom du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, et en mon nom propre, je voudrais vous faire part de notre profonde reconnaissance pour les efforts si utiles déployés par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et pour l'organisation de colloques et de la conférence internationale, qui ont grandement contribué à clarifier et à démontrer la justesse de la cause palestinienne, à informer les peuples du monde de la légitimité de la lutte de libération palestinienne et à leur inspirer le respect et l'estime pour le combat livré par notre peuple.

J'aimerais ici remercier en particulier M. Javier Pérez de Cuéllar, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. l'Ambassadeur Massamba Sarré, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du

peuple palestinien, et tous ceux qui ont contribué au succès de ces séminaires et colloques au service de la juste cause palestinienne.

Je vous adresse mes vœux les plus sincères pour que les travaux de ce séminaire et ceux du Colloque des ONG soient couronnés de succès.

La révolution jusqu'à la victoire.

V. DECLARATION DE SON EXCELLENCE M. N. KRISHNAN, REPRESENTANT
PERMANENT DE L'INDE AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS
UNIES, AU NOM DU PRESIDENT DU MOUVEMENT DES PAYS NON ALIGNES

C'est pour moi un privilège de participer au douzième Séminaire régional nord-américain sur les droits inaliénables du peuple palestinien, convoqué en application de la résolution 38/58 B de l'Assemblée générale. J'aimerais remercier le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien d'avoir invité le Mouvement des pays non alignés, que j'ai l'honneur de représenter aujourd'hui, à prendre la parole à ce séminaire.

Les pays non alignés - dont, bien sûr, le Gouvernement et le peuple indiens - se sont toujours sentis liés au peuple palestinien par une fraternité particulière. Depuis leur première réunion au sommet, tenue à Belgrade en 1961, la question de Palestine s'est trouvée au premier plan de leurs délibérations et de leurs activités. Les pays non alignés ont déployé une grande activité pour mobiliser la communauté internationale en faveur des droits inaliénables des Palestiniens et contre les agissements d'Israël dans les territoires occupés. C'est en grande partie à leur initiative qu'ont été adoptées la majorité des résolutions de l'Organisation des Nations Unies à ce sujet. L'appui du Mouvement des pays non alignés à la juste cause palestinienne et leur solidarité avec le peuple palestinien ont été incessants, fermes, et inébranlables, et le Mouvement est unanime sur les principes de base concernant la Palestine et l'Asie occidentale.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, réunis à New Delhi en mars 1983, ont eu l'occasion d'examiner à nouveau de façon exhaustive la question de Palestine. Ils ont affirmé - et je cite :

"Il ne saurait y avoir de paix juste et durable au Moyen-Orient sans le retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires palestiniens et autres territoires arabes qu'il occupe depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans que soit apportée une solution juste au problème de la Palestine sur la base du recouvrement et de l'exercice en Palestine des droits inaliénables du peuple palestinien, ... y compris le droit de créer l'Etat indépendant palestinien sur sa terre, la Palestine."

Les ministres et chefs de délégation des pays non alignés participant à la trente-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies ont réaffirmé, à leur réunion d'octobre 1983, leur soutien sans réserve aux droits légitimes inaliénables du peuple palestinien, y compris son droit à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant en Palestine, et leur détermination à oeuvrer à la prompte réalisation de ces droits. Les ministres ont repris à leur compte la Déclaration et le Programme d'action adoptés à la Conférence internationale sur la question de Palestine, qui s'est tenue à Genève en août et septembre 1983, et ont demandé l'application rapide des recommandations contenues dans la Déclaration en question. Ils ont notamment appuyé l'appel à une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, qui serait organisée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et à laquelle participeraient, sur un pied d'égalité et à part entière, toutes les parties au conflit, y compris l'OLP, ainsi que les Etats-Unis, l'Union soviétique et les autres Etats concernés.

Ils ont en outre souligné que la responsabilité de prendre les dispositions institutionnelles appropriées en vue de garantie et de faire exécuter tout accord qui pourrait découler d'une telle conférence internationale de la paix incombait au premier chef au Conseil de sécurité.

Le Sommet de New Delhi a également décidé de constituer un Comité des Huit, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, pour appuyer les droits du peuple arabe palestinien, conformément au droit international et à la volonté des pays non alignés et de leurs peuples, dans le but précis d'oeuvrer à l'instauration d'une paix d'ensemble, juste et durable au Moyen-Orient, qui permette au peuple palestinien d'exercer ses droits en toute liberté et souveraineté dans sa patrie indépendante.

Le Comité des Huit a tenu plusieurs réunions au niveau des ministres et des hauts responsables au cours des deux dernières années et a examiné les mesures qu'il faudrait prendre tenu de la détérioration rapide de la situation dans la région. A sa récente réunion au niveau ministériel, tenue à New Delhi le 20 avril 1985, le Comité des Huit a examiné la situation eu égard notamment à la résolution 39/49 D de l'Assemblée générale des Nations Unies, laquelle a réaffirmé qu'elle faisait sienne la proposition de convoquer une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Les ministres ont hautement apprécié les efforts déployés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en vue de convoquer la conférence de la paix et ont déploré la réponse négative de certains gouvernements à la conférence proposée. Ils ont décidé de poursuivre activement leurs efforts collectifs et individuels, et de ne rien épargner pour faire appliquer les résolutions de l'Assemblée générale et assurer la convocation de la conférence de la paix à laquelle seraient invitées toutes les parties au conflit arabo-israélien, y compris l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien. Les ministres ont été d'avis que la convocation de cette conférence, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et avec la participation active du Conseil de sécurité, constituait la meilleure, sinon la seule, voie permettant d'avancer vers le recouvrement et l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et l'instauration d'une paix d'ensemble, juste et durable au Moyen-Orient.

Les ministres et chefs de délégation des pays non alignés participant à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, réunis à New York en octobre 1984, ont insisté à nouveau sur la nécessité de convoquer dans les plus brefs délais la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Ils ont souligné qu'il fallait tout faire pour encourager et soutenir le Secrétaire général pour qu'il poursuive ses consultations en vue de la convocation d'une Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Les participants à la réunion ont réaffirmé que la question de Palestine était au coeur du problème du Moyen-Orient et à l'origine du conflit arabo-israélien. Par conséquent, une solution partielle ou une solution se limitant à certains aspects du conflit, à l'exclusion des autres, ne serait pas possible. Les ministres ont en outre déclaré qu'"une paix juste dans la région ne pouvait être fondée sur le retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967; ... l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force; le recouvrement par le peuple palestinien de tous ses droits inaliénables, y compris le droit au retour, le droit à l'autodétermination sans intervention étrangère et le droit de créer son propre Etat indépendant et souverain sur son territoire national".

Si je me suis quelque peu étendu sur les activités menées par le Mouvement des pays non alignés en faveur de la cause palestinienne, ce n'est que pour souligner que notre solidarité avec nos frères et soeurs palestiniens, et notre appui à leur cause ont été une caractéristique fondamentale de notre mouvement.

J'aimerais saisir cette occasion pour rendre hommage au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien dans sa recherche d'une solution juste à la question de Palestine. A cet égard, la contribution du Comité a été très importante. Le programme de recouvrement des droits inaliénables du peuple palestinien établi par le Comité a été entériné à maintes reprises par l'Assemblée générale à une grande majorité. Le Comité a déployé des efforts inlassables pour convoquer rapidement la Conférence de la paix et mobiliser l'opinion publique en faveur de la cause palestinienne. Je suis convaincu que ce douzième Séminaire régional contribuera grandement aux efforts du Comité. Je vous souhaite le plus grand succès dans vos délibérations.

L'appui de l'Inde aux Arabes palestiniens s'inscrit dans notre politique étrangère depuis ses débuts. Leur lutte peut être longue et difficile; mais nous sommes convaincus que la victoire finale leur appartiendra. L'Inde a toujours soutenu qu'une solution juste et globale aux problèmes de l'Asie occidentale devrait comprendre l'exercice par le peuple palestinien de ses droits naturels et humains inaliénables, y compris le droit de créer un Etat indépendant sur son territoire, le retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires occupés depuis 1967, y compris la ville de Jérusalem, et la garantie pour tous les Etats de la région, y compris la Palestine, de vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

En conclusion, j'aimerais citer un extrait du message prononcé par Son Excellence M. Rajiv Gandhi, Premier Ministre indien et Président du Mouvement des pays non alignés, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, le 29 novembre 1984 :

"L'Inde a toujours vu dans la lutte palestinienne la poursuite de la révolution inachevée qui a commencé avec les grands mouvements de libération contre l'impérialisme et la domination coloniale du début du siècle. Alors que presque tous les pays autrefois colonisés ont accédé à l'indépendance, les Palestiniens cherchent encore un foyer national.

Le Mouvement des pays non alignés a reconnu l'Organisation de libération de la Palestine comme seul représentant légitime du peuple palestinien. C'est une dure lutte qui nous attend. Pour remporter des succès, il nous faudra rester fermes et unis. L'Inde quant à elle continuera d'entreprendre tout ce qui est dans son pouvoir pour défendre la cause de nos frères palestiniens."

VI. DECLARATION DE SON EXCELLENCE M. CLOVIS MAKSOUD, OBSERVATEUR
PERMANENT DE LA LIGUE DES ETATS ARABES AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

Je souhaiterais vous transmettre, ainsi qu'à l'Ambassadeur Sarré et au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, les compliments et le soutien de la Ligue des Etats arabes. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est membre à part entière de la Ligue des Etats arabes et l'ensemble des pays arabes se sont engagés à réaliser les objectifs légitimes auxquels est consacré ce séminaire.

Ce séminaire régional s'adresse, comme on le sait, à l'Amérique du Nord, c'est-à-dire aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada, deux pays qui se sont toujours montrés opposés à la réalisation par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination. En agissant ainsi, ils ont évoqué toutes sortes de raisons. Etant donné que ces deux pays ont été visés par ce séminaire régional afin de mobiliser et d'éveiller la conscience des peuples américain et canadien, il serait peut-être utile au cours de ces débats que la Ligue des Etats arabes essaie de définir clairement certains sujets de discussion qui sont nécessaires pour contester les raisons pour lesquelles les Etats-Unis, en particulier, et le Canada adoptent une attitude aussi hostile.

Nous avons été chargés à ce séminaire régional de mobiliser et de sensibiliser l'opinion publique. Cela signifie que nous devons définir clairement certains sujets de discussion. En d'autres termes, nous devons accomplir deux tâches simultanément. L'une est de contester et d'affronter la politique des Etats-Unis d'Amérique sur la question de Palestine. La deuxième est de trouver le moyen de persuader les peuples de ces deux grands pays d'exposer la situation au grand jour et de s'attaquer au parti-pris qui caractérise la politique des Etats-Unis d'Amérique à l'égard du peuple palestinien. L'objectif, tel que nous le concevons, de ce séminaire régional, est de décider de quelle façon l'Organisation des Nations Unies, grâce à notre action, peut modifier l'opinion des peuples américain et canadien. Cela implique sans aucun doute une stratégie d'information et la mise au point de mécanismes et de modalités qui permettraient à l'Organisation des Nations Unies de faire mieux connaître les objectifs fondamentaux de la communauté internationale et des résolutions de l'Organisation des Nations Unies concernant le droit des Palestiniens à l'autodétermination.

L'optique que nous envisageons est l'approche, le mécanisme, les modalités et les instruments qui permettront à l'Organisation des Nations Unies de mieux faire accepter ses résolutions par de plus vastes secteurs de l'opinion publique américaine et canadienne. Nous savons tous ce que souhaite la communauté internationale et nous savons tous ce qu'il faut faire. Il importe de se demander comment cela peut être fait, en particulier devant les difficultés et les problèmes ardues que l'on rencontre aux Etats-Unis d'Amérique.

C'est ainsi que nous devrions, à mon avis, définir certains des sujets de discussion qui nous permettront d'examiner, de contester et d'affronter certains comportements qui sont propres au Gouvernement des Etats-Unis et, malheureusement, à un grand nombre de ceux qui façonnent l'opinion et de responsables aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada.

Nous ne nous contenterons pas au départ de réaffirmer nos convictions et d'indiquer la portée de notre engagement à l'égard de nos opinions et de nos convictions, mais, et c'est ce qui importe davantage, nous traduirons ces convictions en prises de position concrètes, en points à débattre, en raisonnements, en persuasion et, en fin de compte, peut-être, en sanctions si nécessaires. Nous essaierons d'éviter les sanctions car ceux qui sont désireux d'établir un dialogue avec les Etats-Unis et le Canada doivent persuader ces derniers de se joindre au consensus international. Nous devrions donc définir clairement certaines de nos convictions et trouver le meilleur moyen de les transmettre.

Premièrement, qu'est-ce que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)? L'OLP a été définie et reconnue comme le seul représentant légitime du peuple palestinien. Cela est vrai, l'Organisation des Nations Unies le sait. Le monde entier le sait, même les Etats-Unis d'Amérique. Le problème ne réside pas dans la constatation de cette réalité juridique, politique et nationale; le problème est de savoir pourquoi les Etats-Unis d'Amérique refusent de se joindre à la communauté internationale et d'accorder à l'OLP le statut juridique, politique et national auquel elle a droit. La réponse est que nous devons faire comprendre aux peuples américain et canadien que l'OLP n'est pas seulement le représentant du peuple palestinien qui conduit la lutte pour la libération nationale et l'autodétermination : c'est le cadre de l'édification de la nation palestinienne et c'est, de surcroît, pour les Palestiniens, un état d'esprit en l'absence d'un Etat.

En conséquence, toute tentative visant à éluder la représentativité de l'OLP ou à tergiverser à propos de son rôle et des aspirations élevées qu'elle a pour le peuple palestinien qui vit sous régime d'occupation et pour les Palestiniens qui ont été dispersés doit être considérée par des sociétés aussi pragmatiques que celles des Etats-Unis d'Amérique et du Canada comme, en fin de compte, un exercice futile s'il est vrai que ces Etats se sont sérieusement engagés à contribuer à l'instauration d'une paix globale, durable et juste au Moyen-Orient.

Il est donc important de faire connaître, dans la mesure du possible, les faits et les réalités concernant le rôle de l'OLP et la façon dont elle est perçue par le peuple palestinien. On a soutenu qu'il y avait au sein de l'OLP des divergences d'opinions qui entraînaient quelquefois de graves différends. Nous devons dire à l'opinion publique américaine et canadienne que les différends qui opposent les Palestiniens ont trait à la capacité de convaincre les Etats-Unis de se joindre au consensus international.

La plupart des Palestiniens croient encore, tout comme de nombreux Etats arabes, qu'il est possible de convaincre les Etats-Unis d'Amérique de ce que certains obstacles et certaines contraintes, concernant la reconnaissance de l'OLP et les contacts avec cette dernière, qui ont été imposés par l'ancien Secrétaire d'Etat et qui existent encore, peuvent disparaître. Une minorité croissante pense que le Gouvernement des Etats-Unis et ses dirigeants ne pourront jamais en être persuadés et qu'ils continueront de chercher à saper la crédibilité, l'efficacité et la représentativité de l'OLP.

Le rôle de ce séminaire régional est donc, à mon avis, de décider de la façon dont on pourrait convaincre ces personnes, aux Etats-Unis d'Amérique et

parmi la communauté palestinienne, du fait que persuader l'opinion publique américaine n'est pas, en dernière analyse, un exercice futile.

Deuxièmement, je voudrais parler de la Conférence internationale organisée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Quels peuvent être les sujets de discussion à ce niveau? Premièrement, l'objectif des Palestiniens, ainsi que des Etats arabes, comme en témoignent les résolutions de la Conférence au sommet de la Ligue des Etats arabes qui s'est tenue à Fès, est de permettre à l'Organisation des Nations Unies de jouer un rôle constructif en vue de l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient.

Nous ne voulons pas, et je pense qu'un nombre croissant de personnes aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada ne le veulent pas non plus, considérer le règlement du conflit et de la crise au Moyen-Orient traité sous l'angle du conflit Est-Ouest ou de la guerre froide. Il est donc essentiel que l'un des sujets de discussion que ce séminaire régional examinera permette à l'opinion publique américaine et canadienne de bien comprendre que le règlement de la crise et du conflit au Moyen-Orient est dans leur propre intérêt, à savoir l'instauration de la détente et la coexistence entre les superpuissances.

Au lieu de faire du règlement de la crise au Moyen-Orient une manifestation de plus de l'affrontement des superpuissances et d'autres intérêts internationaux, nous pensons, comme le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies l'a clairement dit dans son appel en vue d'une conférence internationale, qu'elle faciliterait le règlement du conflit au Moyen-Orient tout en contribuant à la détente internationale et à la coexistence. Et si les dirigeants de l'Union soviétique et des Etats-Unis d'Amérique ont l'intention de se réunir, réunion que nous saluons, à Genève, en novembre prochain, il nous incombe à présent d'intensifier nos efforts au sein de l'Organisation des Nations Unies pour associer la Conférence internationale aux perspectives d'effets positifs sur la situation au Moyen-Orient en vue de réaliser ces deux objectifs fondamentaux.

Aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada, on s'est livré pendant longtemps à un faux débat, qui malheureusement a été diffusé par les médias et selon lequel les Palestiniens engageraient des conversations avec les Etats-Unis. C'est un faux débat par lequel on cherche à nouveau à éluder la question. Il n'y a jamais eu d'exemple dans l'histoire de la diplomatie moderne d'un adversaire essayant de choisir le négociateur. Même s'il entendait le faire, il ne trouverait personne parmi la communauté palestinienne. Si on trouvait un négociateur, il ne serait pas en mesure de se prononcer sur un engagement quelconque pris au cours du processus de négociation. Ce ne serait donc pas seulement un exercice futile, mais aussi une tentative délibérée de passer outre à la volonté du peuple palestinien et à ses espoirs légitimes de voir s'instaurer un processus de négociation, où qu'il se déroule.

Tout en rendant hommage aux efforts et aux travaux de ce séminaire régional, nous espérons qu'il ne se contentera pas de réaffirmer les engagements et les positions existants, et qu'il s'efforcera de mettre nettement au point les sujets de discussion pour que l'Organisation des Nations Unies, par ses centres d'information aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada, et par un engagement direct à ne pas considérer ce séminaire uniquement comme un séminaire régional de plus,

informe l'opinion publique de la région, en particulier, du fait que la gageure a atteint son point culminant et que nous nécessitons pour cela une mobilisation maximale. A cet égard, Monsieur le Président, la Ligue des Etats arabes, son département palestinien et les missions de la Ligue auprès des Etats-Unis d'Amérique et de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que ses centres d'information aux Etats-Unis et au Canada, se tiennent à votre disposition, compte tenu des suggestions que vous pourriez faire.

VIII. DECLARATION DE M. MAMOUDOU KANE, SECRETAIRE EXECUTIF ADJOINT
DE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

Je voudrais tout d'abord, au nom de l'Organisation de l'unité africaine, vous remercier de l'invitation à participer au douzième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine. L'OUA est heureuse de voir se poursuivre ce genre de rencontres internationales très importantes, organisées par l'Organisation des Nations Unies à travers son Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, afin de sensibiliser et de mobiliser l'opinion publique internationale sur le drame que vit depuis bientôt 40 ans le peuple martyr de Palestine. Je saisis cette occasion pour dire toute l'appréciation de l'OUA aux efforts inlassables que déploie le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, en vue du rétablissement de ce peuple dans ses droits. Les membres de ce comité et à leur tête l'éminent Ambassadeur Sarré du Sénégal méritent d'en être félicités.

A sa vingtième session ordinaire, tenue en novembre 1984 à Addis-Abeba, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA a adopté la résolution 123 sur la situation au Moyen-Orient dont le paragraphe 11 du dispositif stipule : "LANCE UN APPEL PRESSANT à la communauté internationale pour qu'elle exerce sur Israël une pression réelle et efficace afin de l'obliger à se conformer aux décisions de la communauté internationale et REITERE sa demande au Conseil de sécurité de prendre les mesures nécessaires pour obliger Israël à mettre un terme à son occupation des territoires arabes et palestiniens, et à permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits nationaux conformément aux recommandations adoptées par le Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien".

Vous comprendrez donc que les nombreuses résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies, le Mouvement des pays non alignés et l'OUA, ainsi que par d'autres organisations internationales, sont toutes restées à ce jour lettre morte du fait du refus d'Israël de s'y conformer, défiant ainsi la volonté de la communauté internationale dans son ensemble. Tel est le triste constat qu'on ne peut s'empêcher de faire aujourd'hui.

Israël s'est employé depuis sa création à placer le monde devant des faits accomplis. En effet, il s'est lancé depuis lors dans une politique dangereuse d'expansionnisme, à grande échelle, en annexant systématiquement les territoires palestiniens, en y installant des colons dont le nombre est estimé aujourd'hui à des dizaines de milliers, déracinant ainsi le peuple palestinien de sa terre, l'expropriant et le poussant à l'exil. Ces méthodes terroristes d'acquisition de la terre par la force, pratiquées par Israël, contrairement aux règles du droit international, sont celles-là mêmes auxquelles a recouru le régime raciste en Afrique du Sud et en Namibie contre les populations de ces pays. En effet, au pays de l'apartheid aussi, la population noire est dépossédée de ses terres, spoliée, harcelée et privée de sa nationalité. Ici et là on assiste au même déni des droits fondamentaux de l'homme, à la même terreur et à la même répression sauvage qui obligent des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à fuir leur pays et à s'exiler. Le peuple palestinien, comme les peuples d'Afrique du Sud et de Namibie, endurent les mêmes souffrances et connaissent un drame semblable du fait de l'existence de deux doctrines raciste et sioniste qui

constituent une menace réelle contre la paix et la sécurité internationales, et qui ont été qualifiées respectivement, et à juste titre, par l'Organisation des Nations Unies, comme crime contre l'humanité et comme constituant une forme de racisme et de discrimination raciale. La nature similaire des régimes raciste et sioniste en Afrique du Sud et en Israël les a amenés à collaborer dans des domaines variés, afin de perpétuer leur domination sur les peuples palestinien et africain. L'OUA a très vite été consciente du danger que constitue cette collusion et l'a énergiquement condamnée. C'est pour cela qu'à sa douzième Conférence au sommet, tenue en 1975 à Kampala (Ouganda), l'OUA a adopté une résolution où il est dit que le régime raciste en Palestine occupée et le régime en Afrique du Sud ont une origine impérialiste commune, qu'ils forment un tout, qu'ils ont la même structure raciste et qu'ils sont liés organiquement dans leur politique tendant à la répression de la dignité et de l'intégrité de l'être humain.

L'appui de la communauté internationale à la juste cause du peuple palestinien et à la lutte qu'il mène sous la direction de l'OLP, son seul représentant légitime et authentique, pour recouvrer ses droits nationaux en Palestine, est un devoir pour tous les peuples épris de paix, de liberté et de justice. Pour les Etats membres de l'OUA, le soutien indéfectible à la cause palestinienne est un devoir qu'exige la solidarité afro-arabe. Nos deux mondes sont, en effet, unis par des liens historiques de fraternité et de solidarité et pour cette raison la cause palestinienne est, pour l'OUA, tant une cause arabe qu'africaine.

Au moment où la communauté internationale s'apprête à commémorer le quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, il convient de rappeler que le peuple de Palestine a déjà enduré et continue d'endurer des souffrances indicibles. Il est temps, grand temps que ce peuple martyr puisse enfin jouir, lui aussi, de ses droits nationaux inaliénables : son droit au retour dans sa patrie, la Palestine, son droit à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant sur la terre de ses ancêtres. Il est temps que la communauté internationale mette enfin un terme à la conspiration contre ce peuple qui connaît les massacres, l'émigration et l'exil. Il est donc urgent que la pression la plus énergique soit exercée sur Israël afin de l'obliger à se conformer à la Charte des Nations Unies. Cette pression est d'autant plus nécessaire qu'Israël vient une fois de plus de démontrer sa mauvaise foi en rejetant l'idée de l'organisation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, idée retenue par la Conférence internationale de Genève sur la question de Palestine, organisée par l'Organisation des Nations Unies en 1983, et approuvée par une résolution de l'Assemblée générale à sa trente-huitième session.

Les Etats membres de l'OUA qui ont fait leur cette résolution sont d'avis que toute recherche d'une solution globale et durable du conflit du Moyen-Orient, dont la question palestinienne est le coeur même, excluant la pleine participation de l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien, ne sera que vaine entreprise.

Avant de terminer, je tiens à rappeler la ferme détermination de l'OUA d'oeuvrer et de faire tout ce qui est en son pouvoir pour qu'une solution juste et durable soit trouvée à la question palestinienne.

La cause palestinienne est une cause juste. Elle finira par triompher : à l'OUA, nous en sommes certains.

VIII. DECLARATION DE M. YOUSSEF SYLLA, OBSERVATEUR PERMANENT DE
L'ORGANISATION DE LA CONFERENCE ISLAMIQUE

C'est pour moi un grand privilège de participer au douzième Séminaire sur la Palestine au nom du Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique, qui m'a chargé de vous transmettre ses compliments et son appui à toutes les mesures prises par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Je voudrais ici saisir cette occasion pour exprimer la reconnaissance de l'Organisation de la Conférence islamique aux organisateurs de cet important séminaire. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est membre à part entière de l'Organisation et nous appuyons et défendons chaque fois qu'il y a lieu ses intérêts, matériels et autres.

L'Organisation de la Conférence islamique a, depuis sa création, appuyé la cause palestinienne. Cet appui s'est exprimé dans les nombreuses déclarations et résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'Etat et des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la Conférence islamique et ses prises de position ont sans doute joué un rôle dans les efforts entrepris par la communauté internationale en vue de trouver une solution juste et durable à cette question difficile et vitale pour la paix et la sécurité internationales qu'est la question de Palestine.

La question de Palestine est sans conteste le coeur du problème du Moyen-Orient et constitue le problème le plus important, et le plus dangereux, du monde pendant la deuxième moitié du XXème siècle. Comme on le sait, cette région a subi une série de guerres destructrices qui visaient fondamentalement à aliéner la sécurité et la liberté de la région et qui ont eu pour origine la persistance de l'entité sioniste à priver le peuple palestinien de son droit à l'auto-détermination et à une patrie.

Les aspects historiques et juridiques du problème palestinien constituent les thèmes principaux des délibérations durant ce séminaire; aspects au demeurant importants qui devraient continuer d'être mis en lumière au fil des ans. Néanmoins, les précédentes conférences auront permis une étude suffisamment exhaustive, et auront fait ressortir des arguments juridiques suffisamment solides pour qu'il ne fasse aujourd'hui plus aucun doute que le peuple palestinien a été chassé de sa terre après y avoir vécu depuis des temps immémoriaux. Cette terre a toujours fait partie intégrante de la région, des points de vue physique et ethnique, de par des affinités géographiques, linguistiques et sociologiques, matérialisées par des traditions et des coutumes communes. Il ne fait plus de doute non plus que c'est le sionisme qui, avec l'appui des grandes puissances, a chassé les Palestiniens de leur foyer et qui a implanté en Palestine occupée une entité qui, dès le départ, s'est posée en ennemi avoué des nations arabes et des musulmans.

Nous nous devons donc de rendre hommage ici à ce séminaire et à d'autres conférences, organisées par des institutions régionales, pour la contribution qu'elles ont apportée à une meilleure perception de la cause palestinienne par l'opinion mondiale. L'un des résultats les plus évidents en est cette ferme conviction, que nous pouvons constater aujourd'hui partout dans le monde, quant à la légitimité de cette cause et au droit du peuple palestinien de retourner dans

sa patrie, de décider librement de son propre sort et de créer un Etat indépendant sur la terre de ses aïeux.

On ne saurait nier qu'à mesure que se renforce cette conviction et que se multiplient les résolutions au sein de l'Organisation des Nations Unies, l'occupation israélienne en Palestine persiste, hélas! De nouvelles colonies sont implantées par l'entité sioniste et de nouvelles agressions sont commises dans la région. La plus grave aura été l'invasion d'un pays arabe souverain, le Liban. Les pressions exercées sur ce pays pour le contraindre à conclure des traités abusifs, les massacres sans précédent dans l'histoire, perpétrés dans les camps de Sabra et de Chatila, le bombardement de la centrale nucléaire iraquienne, les sacrilèges commis dans les lieux saints d'Al-Qods et bien d'autres actes de guerre visaient tous à estomper les caractéristiques palestiniennes. Chaque jour, la presse mondiale annonce des faits de ce genre.

Le monde a plus d'une fois proclamé son appui aux droits du peuple palestinien et son indignation face à l'agression continue d'Israël contre ce peuple combattant et contre les peuples voisins. Le plus surprenant c'est qu'Israël, qui se trouve à l'heure actuelle dans un isolement presque total, n'hésite pas le moins du monde à continuer de défier la communauté internationale en poursuivant une politique que celle-ci a pourtant dénoncée et condamnée à maintes reprises. Que faut-il en déduire? Israël a-t-il les moyens suffisants pour affronter le monde entier? Ou bien est-ce en raison du manque de sérieux et d'efficacité des méthodes suivies jusqu'ici par la communauté mondiale pour face face à l'intransigence d'Israël?

Tout le monde sait qu'Israël est une entité artificielle qui ne dispose pas des moyens nécessaires pour faire front toute seule à la communauté internationale sur les plans politique, économique et militaire. Elle ne peut se contenter uniquement de son propre potentiel; elle puise l'essentiel de sa force dans l'appui continu que les Etats-Unis lui apportent politiquement, économiquement et militairement. Et c'est donc sur cet appui qu'elle table, en violant toutes les lois et tous les usages. Elle table aussi, disons-le, sur le caractère passif des prises de position verbales concernant le peuple palestinien et sa lutte pour ses droits, prises de position qui, du reste, ne l'ont pas une seule fois dissuadée d'aller de l'avant dans l'exécution de son plan expansionniste et agressif, soigneusement conçu.

Telle est la réalité amère et combien périlleuse à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés; une réalité qui se sera matérialisée par l'agression criminelle dont est victime le Liban et face à laquelle le monde est resté impassible, malgré les résolutions du Conseil de sécurité réclamant le retrait inconditionnel des troupes étrangères de ce pays pacifique et paisible. Cette résolution est demeurée, comme à l'accoutumée, lettre morte. Pis encore, l'une des superpuissances, qui assume une énorme responsabilité sur la scène mondiale, a aidé à conclure un accord entre le Liban et Israël, contenant des clauses qui n'ont fait que compliquer davantage la situation et envenimer le conflit, au lieu de résoudre le problème. Comment l'Organisation des Nations Unies et, plus particulièrement, les Etats-Unis pourraient-ils dans ces conditions conserver leur crédibilité à l'heure où les Etats-Unis se comportent d'une manière aussi arbitraire et aussi abusive en violant le droit international et à l'heure où les résolutions du Conseil de sécurité ne sont pas suivies d'effet?

Comment ne pas rappeler le carnage de Sabra et de Chatila qui sera commémoré dans quelques jours et face auquel l'Organisation des Nations Unies n'aura rien fait pour établir la culpabilité d'Israël dans cet abominable crime? Comment ne pas citer aussi les attentats perpétrés contre les fidèles en prière à Al-Khalil, là aussi au vu et au su du monde entier? Aucune mesure n'a été prise pour empêcher l'agresseur de récidiver.

Telle est la situation que vit aujourd'hui la cause palestinienne : un peuple dont la moitié est apatride, tandis que l'autre moitié est quotidiennement menacée d'extermination par une entité artificielle qui défie la communauté internationale, communauté qui a appuyé les droits du peuple palestinien mais qui n'a rien fait jusqu'ici pour tenter de réprimer la frénésie criminelle d'Israël. Quels sont donc les moyens positifs qu'aurait pu utiliser la communauté internationale pour exercer des pressions sur les Etats-Unis d'Amérique dans le cadre du droit international reconnu par tous? La réponse est fort claire. Les instances internationales se sont simplement contentées d'apaiser leur conscience pour préserver leurs intérêts immédiats dans les pays arabes et islamiques, en se bornant à des professions de foi et à des exclamations d'indignation. L'impact psychologique de ces professions de foi s'estompe peu à peu et seule subsiste la réalité, concrète celle-là, de la persistance des plans belliqueux et criminels d'Israël. C'est pourquoi la Conférence des chefs d'Etat et des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la Conférence islamique, à maintes reprises, a réaffirmé la cause première des musulmans, et elle a insisté sur le fait que la paix ne pourrait être réalisée au Moyen-Orient que par le rétablissement du peuple palestinien dans ses droits pleins et entiers, et par un règlement juste et global du problème palestinien, avec la participation des principaux intéressés, en conformité avec les principes du Plan de paix de Fès et ceux énoncés par la Conférence internationale sur la question de Palestine, qui s'est tenue à Genève, et approuvés par l'Organisation des Nations Unies.

Une fois de plus, nous devons rappeler au monde entier que l'entité sioniste, loin de se contenter d'ignorer les résolutions internationales et l'opinion publique mondiale, qui reconnaissent et appuient les droits historiques du peuple palestinien, s'est attachée depuis sa création à recourir à toutes les formes de terrorisme, d'oppression et de répression à l'encontre de ce peuple et de sa terre, dans le but d'en modifier la composition et de la judaïser avant de l'annexer par la force. Au nom des millions de musulmans disséminés de par le monde, l'Organisation de la Conférence islamique condamne les agressions sionistes fascistes contre les lieux saints islamiques et la population palestinienne de la rive occidentale et de Gaza, et en proclamant son refus total du plan de judaïsation de la ville sainte d'Al-Qods, de la politique de peuplement colonialiste et de l'annexion de territoires par la force, réaffirme sa solidarité et son soutien sans réserve à la lutte du peuple palestinien, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et salue les soulèvements et les révoltes des défenseurs d'Al-Aqsa, d'Al-Ibrahima et de tous les sanctuaires des territoires occupés.

En définitive, l'on ne saurait suffisamment insister sur les points fondamentaux des différentes résolutions de l'OCI, à savoir que le peuple palestinien a : droit à sa patrie; droit au retour à sa patrie, la Palestine, et à la restitution de ses biens, conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies; droit à l'autodétermination et à la protection contre toute

intervention extérieure; droit au libre exercice de sa souveraineté sur le sol de Palestine et droit de disposer de ses ressources naturelles; droit à créer un Etat national, indépendant et souverain en Palestine, avec sa capitale, la ville d'Al-Qods Al Charif, sous l'égide de l'Organisation de libération de la Palestine.

Tous les peuples musulmans, conscients de l'importance des Etats-Unis d'Amérique, doivent prier pour que justice soit rendue au peuple palestinien, conformément au droit international et aux résolutions adoptées au sein d'instances internationales et doivent attendre patiemment de voir si les Etats-Unis empruntent enfin la voie que leur dictent leurs propres principes en matière de droits de l'homme et de droits des peuples à décider librement de leur destin.

Ils invitent aussi les pays européens et la communauté internationale à assumer leurs responsabilités et à adopter les mesures qui s'imposent pour mettre fin à l'arrogance sioniste et à la politique de peuplement, évacuer les territoires arabes occupés et reconnaître les droits inaliénables du peuple palestinien et, en particulier, son droit à créer un Etat palestinien indépendant, sous la conduite de l'Organisation de libération de la Palestine, son unique représentant légitime.

IX. DECLARATION DE M. BEN MOKWENA AU NOM DE L'AFRICAN NATIONAL
CONGRESS D'AFRIQUE DU SUD

L'African National Congress d'Afrique du Sud (ANC) est fier de pouvoir exprimer ici sa solidarité inébranlable avec le peuple palestinien et de réaffirmer également à cette réunion sa position concernant le conflit du Moyen-Orient. Notre sentiment de fierté provient de ce que nous appuyons une juste cause.

L'ANC a toujours considéré et continue de considérer la lutte des Palestiniens sous la direction de leur organisation authentique de libération, l'Organisation des libération de la Palestine (OLP), comme une juste lutte pour l'autodétermination. Pour l'ANC, le droit des Palestiniens à l'autodétermination fait partie de leurs droits inaliénables et il n'est donc pas négociable.

Ce qui doit être négocié c'est la façon dont on pourrait mettre un terme à l'agression israélienne au Moyen-Orient, à sa politique de déstabilisation et de violation des droits des Palestiniens. Il ne fait aucun doute pour l'ANC que l'origine du conflit dans cette région est le régime brutal de Tel Aviv dont l'objectif principal est d'évincer les Palestiniens de leurs foyers et d'en faire des étrangers sur la terre où ils sont nés. Tel Aviv espère que ces agissements lui permettront de s'établir en tant que puissance régionale, politique et militaire et qu'elles lui donneront ainsi un pouvoir illimité sur les richesses minérales de toute la région. Ce sont des plans impérialistes, des plans d'hégémonie de ce genre que l'ANC condamne fermement.

Nous espérons qu'aucun doute ne subsiste sur l'identité du responsable au Moyen-Orient. Israël est le problème, et non pas ceux qui luttent pour leur droit et leur liberté.

Nous souhaiterions également dire que le conflit du Moyen-Orient se complique et se poursuit du fait de l'appui total que les Etats-Unis d'Amérique continuent d'apporter au régime de Tel Aviv. L'aide militaire et financière fournie par les Etats-Unis à Tel Aviv a de toute évidence durci la position d'Israël à l'égard de la question de l'autodétermination palestinienne. C'est cette aide qui a permis à Israël d'occuper des territoires arabes et d'exécuter ses plans d'expansionnisme général. Tant que le régime de Tel Aviv bénéficiera de cet appui, tant qu'il sera assuré de la protection politique et diplomatique du gouvernement de ce pays, Israël continuera de faire obstacle à tous les efforts internationaux dans la recherche d'un règlement pacifique durable.

L'ANC soutient donc que le retrait de l'aide militaire, financière et diplomatique fournie à Tel Aviv est un facteur essentiel si l'on veut que les efforts de paix soient encouragés et couronnés de succès.

Nous appuyons pleinement la proposition en vue de la convocation d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient, conférence qui selon nous sera essentielle pour trouver une véritable solution. Nous pensons qu'une telle conférence aidera également à mettre en relief le problème sous-jacent de cette région, ce qui permettra aux peuples épris de paix du monde entier de mettre en commun des ressources et d'élaborer de nouvelles stratégies et actions contre le régime intransigeant de Tel Aviv.

Noutefois, nous devons souligner que le succès de cette conférence dépendra en partie du degré de coopération que les forces de la paix reçoivent des Etats-Unis d'Amérique. Cela dépendra de l'acceptation, par les Etats-Unis, du fait que c'est la politique du régime de Tel Aviv, et non l'OLP, qui est la source du conflit dans ce régime.

En conclusion, j'aimerais citer un passage du message qu'a adressé le Président de l'ANC en 1985 au peuple d'Afrique du Sud en ce qui concerne le problème palestinien :

"Nous félicitons nos frères et soeurs palestiniens d'avoir su contrecarrer les tentatives faites pour étouffer la lutte palestinienne. Nous appuyons l'appel lancé par l'OLP pour une conférence internationale en vue de poursuivre le combat pour une patrie palestinienne souveraine."

X. DOCUMENTS PRESENTES LORS DU SEMINAIRE

A. Le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine

1. M. Ibrahim Abu-Lughod, professeur de sciences politiques à Northwestern University, Evanston (Illinois), Etats-Unis d'Amérique

Ils sont aujourd'hui un peu plus de quatre millions et demi de Palestiniens, ceux qui sont nés en Palestine et leurs enfants nés dans les autres régions où leur peuple est dispersé, qui n'ont actuellement aucun droit politique, en principe ou en pratique, du fait qu'ils sont Palestiniens dans quelque pays du monde où qu'ils se trouvent. Or, ils ressentent une profonde obligation politique de régulariser leur statut politique comme l'atteste la lutte qu'ils mènent pour rentrer dans leur droit national à disposer d'eux-mêmes, à exercer leur souveraineté dans une Palestine indépendante, à recouvrer leur identité nationale et être représentés par leur propre représentant. Au cours des trois dernières décennies, les Palestiniens ont, dans l'ensemble, réussi à préserver cette identité, en dépit des opérations de force visant à la détruire, et aussi à choisir leur propre représentant : l'Organisation de libération de la Palestine. Tout en conservant leur identité et en réussissant à désigner et soutenir leur propre représentant, ils ont cherché, de différentes façons, à réunir les autres conditions nécessaires à leur accession à l'autodétermination. Jusqu'ici, leur entreprise n'a rencontré qu'un succès politique partiel. Malgré bien des adversités, les Palestiniens se montrent aujourd'hui absolument résolus à réclamer leurs droits.

La réalité de l'existence actuelle des Palestiniens trouve son origine dans un fait historique précis : le partage de la Palestine en mai 1948. L'édification d'Israël dans une portion de la Palestine a eu deux conséquences. Il y eut tout d'abord l'expulsion des Palestiniens vivant dans les terres désormais sous administration et juridiction israéliennes, qui devinrent alors pour la communauté internationale les réfugiés palestiniens. A cette époque, ils étaient environ 800 000 et aujourd'hui ils sont un peu plus de deux millions. La responsabilité de la promotion sociale, éducative et économique des réfugiés fut partagée entre l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), créé par l'Organisation des Nations Unies en 1950, les Etats d'accueil arabes et, plus tard, l'Organisation de libération de la Palestine. Vint ensuite l'incorporation juridique ou administrative des régions de Palestine restantes à la Jordanie et à l'Egypte. La portion de la Palestine tombée sous contrôle jordanien fut finalement dotée d'un statut légitime par le Parlement jordanien en 1950 et entra dans la postérité sous le nom de rive occidentale; la partie méridionale de la Palestine tomba elle sous l'autorité et l'administration de l'Egypte et s'appelle la bande de Gaza. Ces deux territoires devaient être occupés par Israël en 1967. Ainsi, l'ensemble du territoire sous mandat de la Palestine est maintenant sous l'autorité exclusive d'Israël.

Entre 1948 et 1967, la Palestine cessa d'exister en temps qu'entité politique et administrative. Seule la bande de Gaza pouvait être appelée Palestine sans encourir l'opprobre politique ou des sanctions. Israël déplaça les habitants de

sa portion de la Palestine; la Jordanie cessa peu à peu de parler de la Palestine, lui préférant le terme de rive occidentale. Seule la bande de Gaza conserva, avec l'approbation de l'administration égyptienne, l'appellation Palestine utilisée dans les discours politiques et culturels. L'abandon du terme Palestine répondait à un objectif politique, juridique et social. Les Palestiniens qui continuaient à résider et à vivre dans le territoire sous mandat de Palestine acquérèrent, à la faveur d'une série de décrets, une nouvelle désignation juridique. Israël, en vertu de la loi sur la nationalité et la naturalisation, permit aux Palestiniens physiquement présents dans leur lieu de résidence coutumier lors du premier recensement israélien de 1949 d'acquérir la nationalité israélienne. Ce sont les Israéliens arabes d'aujourd'hui. Bon nombre des Palestiniens physiquement présents sur le territoire lors de l'incorporation à Israël mais pas physiquement présents dans leur lieu de résidence habituel lors du recensement furent alors connus de la loi et de la politique israéliennes comme les Palestiniens "présents-absentéistes". Les Palestiniens vivant sur la rive occidentale, quelle qu'était leur région d'origine, furent naturalisés conformément à la loi jordanienne; les Palestiniens réfugiés sur la rive orientale du Jourdain reçurent le même privilège. Ceux de la bande de Gaza ou réfugiés en Syrie, au Liban, en Iraq ou en Egypte devinrent apatrides tout en étant soumis à l'autorité et aux lois du pays dans lesquels ils résidaient. Un petit nombre d'individus appartenant à cette dernière catégorie parvinrent finalement à obtenir la nationalité du pays dans lequel ils vivaient. Mais aujourd'hui encore la grande majorité de ces Palestiniens demeurent apatrides. Ils sont sans aucun doute plus d'un million aujourd'hui. Le tableau suivant donne une idée générale du statut national actuel des Palestiniens :

Statut national des Palestiniens, 1985

Jordaniens de la Jordanie, de la rive occidentale et autres	2 652 000
Nationalités arabes	106 900
Israéliens	578 000
Autres nationalités	158 620
Apatrides	1 182 060
Total	<u>4 677 580</u>

L'éparpillement des Palestiniens, leur statut politique séparé et distinct, ainsi que le type d'autorité politique et judiciaire exercée sur eux eurent des conséquences concrètes sur leur vie. En tant que peuple, ils cessèrent d'avoir une autorité nationale qui guide, dirige et préserve leur vie nationale. Leurs institutions culturelles, sociales et économiques n'étaient pas soumises à leur propre contrôle ou volonté. Dans le domaine du travail et des libertés individuelles, ils ne jouissaient de droits sociaux, économiques et politiques que pour les avoir acquis grâce à leur nouveau statut.

Ainsi, sur le plan politique, il était proscrit, jusqu'en 1967, aux Palestiniens résidant ailleurs qu'à Gaza de former des partis politiques, de présenter une plateforme palestinienne durant les campagnes politiques et il leur était impossible de choisir des dirigeants politiques palestiniens qui soient les porte-parole ou les représentants de l'ensemble de la communauté politique palestinienne. Aujourd'hui encore, alors que l'Organisation de libération de la

Palestine a pris la direction du peuple palestinien, les activités politiques spécifiquement palestiniennes en vue de promouvoir les droits sociaux, économiques ou culturels sont interdites dans la plupart des Etats où résident des Palestiniens. Compte tenu de ces contraintes extérieures qu'ils subissent, les Palestiniens tendent, lorsqu'ils désirent s'organiser en vue d'une action nationale palestinienne, à le faire dans la semi-légalité ou l'illégalité. Aujourd'hui, les mouvements palestiniens regroupés dans le Conseil national palestinien et généralement reconnus comme faisant partie de l'Organisation de libération de la Palestine sont essentiellement organisés dans le but précis de libérer la Palestine et, dans la plupart des cas, opèrent à la limite de la légalité dans les Etats où ils sont établis. Dans la Palestine sous occupation israélienne, toute association à une organisation ou à un objectif national spécifiquement palestiniens, conformément à la charte nationale palestinienne, est contraire à la loi israélienne ou, le cas échéant, aux décrets des forces d'occupation militaire israéliennes de la rive occidentale et de la bande de Gaza.

Les interdictions décrites ci-dessus n'ont pas empêché les Palestiniens d'être actifs dans le domaine politique. Leur activité est essentiellement motivée par deux considérations générales : il s'agit, d'une part, de poursuivre la lutte pour recouvrer leurs droits nationaux qui les a conduits à l'action politique nationale palestinienne; ensuite, de tirer parti des possibilités politiques existantes pour améliorer leur condition sociale, économique et leur niveau d'instruction. Compte tenu de ces deux considérations, les Palestiniens insistèrent pour que soit créée une autorité nationale palestinienne qui s'intéresse à leurs droits nationaux.

Ce projet se réalisa finalement avec la naissance de l'Organisation de libération de la Palestine qui eut lieu vers 1964, au lendemain du Congrès national palestinien qui se tint en mai à Jérusalem. Le Congrès, convoqué en grande partie à l'initiative d'un dirigeant national palestinien autrefois actif, M. Ahmed Choukairy, avec la bénédiction du Gouvernement égyptien dirigé alors par le Président Gamal Abdel Nasser, décida de créer l'Organisation de libération de la Palestine et lui confia pour mandat de mobiliser le peuple palestinien en vue de libérer la Palestine (à cette époque simplement Israël). De ces débuts très modestes et controversés, l'Organisation de libération de la Palestine devait, en temps et en heure, acquérir sa légitimité grâce au consensus palestinien qui permit aux Etats arabes de la reconnaître tous ensemble au sommet de Rabat en 1974 comme représentant légitime du peuple palestinien. Elle devait par la suite être également reconnue de la majorité des Etats du monde. Une fois cette démarche accomplie, son acceptation par l'Organisation des Nations Unies comme représentant du peuple palestinien constituait l'étape suivante. Elle eut lieu également en 1974 lorsque l'Assemblée générale adopta une résolution /3210 (XXIX)/ invitant l'Organisation de libération de la Palestine à participer aux délibérations de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'observateur. L'OLP obtint le même statut auprès de toutes les institutions spécialisées des Nations Unies. A présent, l'OLP a des missions diplomatiques et des centres d'information dans toutes les institutions spécialisées des Nations Unies et dans les capitales de quelque 90 pays.

La charte nationale palestinienne, adoptée en 1964 par le Congrès national palestinien, donnait un aperçu des idées et des principes généraux qui devaient

guider l'action palestinienne. Elle définissait en outre de façon très ambiguë la voie permettant d'aboutir à l'objectif déclaré : libérer la Palestine (qui s'appliquait alors uniquement à Israël). La session du Conseil national de 1968 et celles qui suivirent proposaient à la question de Palestine une solution qui soit conforme à la volonté palestinienne d'autodétermination ainsi qu'à la réalité de la présence israélienne juive en Palestine/Israël. De même, ce projet traitait sans détour du statut anormal de la rive occidentale et de Gaza. Sous la conduite du groupe de militants hautement organisés qui composait l'OLP, la création d'un Etat palestinien laïc et démocratique était envisagée. Cette conception rejetait par essence tout sectarisme ou nationalisme dans le futur Etat palestinien, et reposait sur l'existence concrète de deux peuples sur la même terre, l'un arabe palestinien, l'autre juif israélien. L'affiliation nationale des Palestiniens au peuple arabe n'avait aucune incidence sur l'organisation politique de la Palestine telle qu'elle était envisagée; de même, l'affinité religieuse des Israéliens avec les Juifs d'autres pays ne devait entraîner aucun droit ou obligation politique spécial. Au lieu de voir dans les deux peuples des communautés séparées et hostiles, cette conception de l'Etat séculier démocratique reposait sur l'hypothèse que la Palestine regrouperait des personnes dont les droits individuels étaient primordiaux et égaux. La formule séculière et démocratique mettait les Juifs israéliens et les Arabes palestiniens au défi d'accepter de coexister dans le même Etat sur un pied d'égalité totale.

Le mouvement palestinien de libération nationale, sous sa forme organisée, était parfaitement conscient de ce que cet objectif était contraire au sionisme et à l'existence d'Israël qui en est l'incarnation. De plus, le mouvement considérait Israël comme un prolongement de l'impérialisme européen/américain qui mobiliserait par conséquent ses ressources pour s'opposer à la nouvelle formule. L'Organisation de libération de la Palestine adhéra donc au second principe : que l'Etat palestinien, laïc et démocratique, ne pourrait être instauré que par la lutte armée des masses palestiniennes. A cet effet, l'OLP redoubla d'efficacité pour mobiliser les Palestiniens et organiser leur lutte, recruta des cadres militaires et obtint un appui matériel et politique en vue de ce programme. Ce faisant, l'Organisation de libération de la Palestine réussit à réorganiser le peuple palestinien, à regagner sa loyauté ainsi qu'à remettre en cause la légitimité de l'autorité que les Etats arabes exerçaient sur les Palestiniens qui étaient sous leur juridiction. L'OLP entreprit également de défier la mainmise israélienne sur la rive occidentale et Gaza par tous les moyens, notamment l'action militante, et fournit un appui matériel, politique et économique aux Palestiniens qui y vivaient en vue de résister à l'occupation israélienne. Finalement, en tant qu'organisation porte-parole et représentante du peuple palestinien partout dans le monde, l'OLP estimait qu'il lui incombait d'organiser les communautés palestiniennes où que ce soit et de leur fournir appui, sécurité et protection.

Pour traduire ces projets et objectifs dans les faits, l'OLP dut mettre en place une structure organisée viable en vue de leur réalisation programmée et concrète; ainsi furent créées les structures bureaucratiques de l'Organisation de libération de la Palestine dans le but de répondre aux multiples besoins du peuple qu'elle représente.

On peut maintenant indiquer quels grands rôles l'Organisation de libération de la Palestine a joué sur le plan national, régional et international. Car il faut préciser, après une lecture attentive de la charte nationale palestinienne,

que l'OLP, conçue comme l'autorité nationale principale du peuple palestinien, était appelée à s'acquitter des fonctions qui lui revenaient dans trois domaines différents : auprès de la communauté palestinienne où qu'elle se trouve; dans la région, auprès de pays arabes où vit maintenant la majorité des Palestiniens et qui sont unis aux Palestiniens à la fois par des liens nationaux et politiques; et sur le plan international. La dimension internationale de la question de Palestine a, depuis longtemps, été reconnue par les Palestiniens puisqu'il est tout à fait évident que le succès du mouvement sioniste est dû à son affiliation avec les puissances américano-européennes; à la suite de la transformation de l'ordre mondial et de l'apparition du système socialiste et des Etats non alignés, les Palestiniens ont senti que ces pays pourraient leur apporter un soutien important dans leur lutte pour l'autodétermination, l'indépendance et la souveraineté en Palestine. L'OLP est donc, aujourd'hui, comme lors de sa création en 1964, active et consciente de son rôle dans ces trois domaines.

Aujourd'hui, l'Organisation de libération de la Palestine constitue l'embryon d'un Etat et Gouvernement palestiniens. Dans ce sens, son rôle premier est celui d'un Etat doublé d'un gouvernement. En tant qu'Etat, sa base électorale comprend l'ensemble du peuple palestinien qui, à la suite de son évolution historique, de sa rencontre avec le pouvoir israélien et de sa dispersion, a vu grandir en lui un sentiment d'identité et de particularité nationales. Au fil des années, l'idée que les Palestiniens avaient d'eux-mêmes en tant que communauté nationale distincte en est venue à justifier leur statut de nation assujettie ou déplacée. L'OLP, le représentant de cette nation, trouve son origine dans le droit qu'a cette communauté nationale de décider de son destin. Aussi, ces considérations trouvent-elles leur expression formelle dans le Conseil national palestinien, qui est l'organe directeur suprême de l'Organisation de libération de la Palestine. A ce jour, le Conseil compte environ 400 membres, censés représenter tous les secteurs de la population palestinienne, sur le plan géographique et fonctionnel. Le Conseil a réservé certains sièges aux Palestiniens des territoires occupés mais le contrôle exercé par Israël empêche ces membres d'assister régulièrement aux sessions du Conseil. Siègent au Conseil trois catégories distinctes : les organisations militantes (El Fath, Front populaire de libération de la Palestine, Front démocratique et population de libération de la Palestine, etc.) en fonction de leur importance réelle ou présumée; les associations populaires telles que les syndicats d'enseignants, les associations féminines, d'étudiants, d'écrivains, de travailleurs, etc.; et les indépendants, c'est-à-dire les individus qui ne sont affiliés à aucun des mouvements mentionnés précédemment ou apparentés. Si la représentation n'est pas seulement fondée sur les principes de la répartition géographique, la géographie joue effectivement un rôle important dans la désignation des membres du Conseil. Ainsi, les membres appartenant à chacune des trois catégories mentionnées ci-dessus sont généralement choisis dans les secteurs géographiques où des Palestiniens vivent en grands nombres. En somme, la fonction, la géographie et la politique jouent un rôle important dans la désignation des membres du Conseil. D'un autre point de vue, le Conseil, en tant que représentant du peuple palestinien, témoigne du pluralisme palestinien. Le Conseil regroupe toute une gamme de partis et reflète toutes les tendances politiques actuelles de l'échiquier politique palestinien.

Le Conseil examine toutes les questions palestiniennes à ses réunions annuelles. En règle générale, ces réunions durent environ une semaine, à la fin

de laquelle deux séries de mesures sont adoptées : la première comprend les politiques complexes que le Comité exécutif devra mettre en oeuvre durant la période à venir. Ces politiques ont trait aux finances, aux activités militaires, à la stratégie politique ou aux fonctions de programmation telles que la création des départements fonctionnels : éducation, protection sociale, culture, etc. A ce propos, il convient peut-être de signaler que les grands programmes politiques n'acquièrent force obligatoire pour le Comité exécutif que lorsque le Conseil lui en confie le mandat. Par exemple, la modification du programme palestinien visant à créer un Etat laïc démocratique s'est faite au sein du Conseil à trois sessions séparées : tout d'abord, à sa réunion de 1974, le Conseil a adopté un programme provisoire qui acceptait de facto l'autorité palestinienne sur la rive occidentale et Gaza en cas de retrait d'Israël, qui fut ensuite amendé en 1977 pour exiger la création d'un Etat palestinien indépendant sous l'autorité de l'Organisation de libération de la Palestine. Ce fut conformément à ce programme modifié que le Comité directeur demande à l'Organisation des Nations Unies, en 1981, d'appuyer la création d'une Palestine indépendante, précisément sur la rive occidentale et à Gaza.

Le Conseil a pour deuxième fonction d'élire le Comité exécutif et son président. Jusqu'ici, l'usage a consisté à élire, au scrutin secret, 15 personnes qui constituent dans la pratique le cabinet palestinien. Le Comité est responsable de la mise en oeuvre administrative, politique et militaire des mesures adoptées par le Conseil. Le Comité élit son président qui, depuis 16 ans, est M. Yasser Arafat. Il est essentiellement investi des fonctions de président et de premier ministre; chaque membre du Comité exécutif est responsable d'un département fonctionnel particulier. Ces départements sont chargés de la promotion des intérêts sociaux, économiques, culturels, éducatifs et militaires du peuple palestinien. Au fil des ans, une bureaucratie palestinienne distincte a été mise en place pour s'acquitter des différentes tâches et fonctions incombant à ces départements; elle est soumise aux règles et dispositions de service approuvées par le Conseil national palestinien. Sans compter les cadres militaires de l'Organisation de libération de la Palestine, la bureaucratie palestinienne compte quelque 5 000 personnes qui tirent de leur appartenance à l'administration palestinienne au sein de l'OLP travail et moyens d'existence.

Le Conseil a créé aussi d'autres autorités en vue de recouvrer les droits nationaux palestiniens. Il a créé des conseils supérieurs pour l'enseignement, la culture, l'alphabétisation, le développement économique, un fonds national palestinien (réunissant le trésor public et le commerce), une société palestinienne du Croissant rouge (santé publique), etc. Il a reconnu des associations syndicales et professionnelles. De ce point de vue, il joue le rôle d'un gouvernement. En tant que gouvernement, il dirige l'Armée de libération de la Palestine et d'autres groupes militants; il a le pouvoir de lever des impôts, il assure le fonctionnement de l'administration palestinienne; il envoie et reçoit des ambassadeurs; il dispose d'un appareil judiciaire, etc. De même, en sa qualité de gouvernement, il doit répondre de ses actes devant le Parlement : le Conseil national de la Palestine. L'organigramme ci-après illustre la structure et les composants de l'OLP (en annexe au texte de la déclaration).

Son deuxième rôle, idéologique, implicitement reconnu dans ce qui précède, est peut-être le plus important. Il faut comprendre par là que l'OLP défend un

certain nombre d'idées qui visent à bien définir les objectifs pour lesquels elle lutte au nom du peuple palestinien. Sur le plan idéologique, l'OLP a conceptualisé la nature de la question de Palestine. Fidèle aux principes de la charte nationale, l'OLP considère le peuple palestinien comme une communauté nationale indivisible - rejetant par conséquent la dispersion forcée et la fragmentation nationale actuelles - implantée dans une terre donnée : la Palestine. De plus, elle estime que le peuple palestinien fait partie intégrante de la nation arabe, tout en voyant dans la Palestine 1) le territoire national du peuple arabe palestinien et 2) une partie du territoire national arabe. Ainsi, l'OLP s'efforcera de préserver la culture arabe palestinienne, de la préserver et de contribuer à son progrès et à sa promotion par différents moyens institutionnels. Elle s'emploiera également à conserver la base culturelle de la Palestine proprement dite en tant que partie de la nation arabe. La politique suivie actuellement par Israël qui entend effacer la base culturelle arabe de la Palestine ou transformer son caractère se heurtera donc à une opposition; de même, les efforts tentés par Israël pour miner la base culturelle de la vie palestinienne seront contrecarrés par tous les moyens.

Deuxièmement, l'OLP voit dans Israël l'aboutissement de la tentative européenne en vue de coloniser une partie du monde afro-asiatique et considère donc la question de Palestine comme une question de libération nationale. En bref, l'OLP estime que la lutte du peuple palestinien est celle d'une population colonisée contre une forme de colonialisme connue sous le nom de colonisation de peuplement. Ainsi, Israël est perçu comme un Etat colon impérialiste implanté sur une partie du territoire national arabe avec l'appui et le soutien actifs du pouvoir américano-européen. Pour obtenir gain de cause, les Palestiniens devront obtenir l'appui des Etats qui rejettent le colonialisme pour des raisons idéologiques, structurelles et culturelles.

Troisièmement, l'OLP a su définir la nature des droits palestiniens. L'OLP a tout simplement défini les droits nationaux grâce à la notion d'autodétermination. Une fois ce concept formulé, la signification du droit palestinien à l'autodétermination est apparue clairement : le terme, tel que le peuple palestinien l'a accepté et la communauté internationale l'a ratifié, signifie que les Palestiniens ont droit à leur identité nationale, à un Etat souverain et indépendant en Palestine, à être représentés par leur seul représentant légitime, l'Organisation de libération de la Palestine, et au retour dans leur terre d'origine. C'est cette définition des droits nationaux palestiniens - formulée d'abord dans la charte nationale de 1964 et développée plus avant par la suite - qui a été adoptée pour l'essentiel par l'Organisation des Nations Unies lorsque cette dernière a affirmé le droit du peuple palestinien à l'indépendance et au retour.

Le quatrième rôle, idéologique, et peut-être le plus difficile à remplir, est celui qui consiste à trouver une solution au conflit entre les Arabes palestiniens et les Juifs israéliens. Bien qu'elle affirme que la Palestine est la patrie naturelle du peuple palestinien qui fait partie du territoire national arabe et que les colons juifs européens sont des intrus colonialistes, l'OLP reconnaît la nécessité de prendre en considération la communauté juive de Palestine désormais connue sous le nom d'Israël. En tant qu'Etat fondé sur le sionisme et, par conséquent, Etat d'apartheid où les Palestiniens et les Arabes sont en butte à la violence, à l'oppression et à l'agression, il doit être combattu mais le peuple

juif de Palestine peut lui cohabiter avec les Arabes palestiniens dans un climat pacifique et fructueux; cette coexistence étant possible dans le cadre d'un Etat unitaire exempt de considérations religieuses ou ethniques et reposant sur l'égalité entière des droits individuels. Cette conceptualisation est devenue la clef de voûte de l'Etat non sectaire et démocratique pour lequel l'Organisation de libération de la Palestine lutte depuis 1968. Après être parvenue à cette solution, l'Organisation a reconnu qu'il était difficile de la faire accepter non seulement par Israël mais aussi par les autres Etats. Sans renoncer entièrement à cette solution idéale à son avis, l'OLP a élaboré une solution provisoire sur laquelle elle fonde désormais ses initiatives diplomatiques et politiques. Elle a envisagé la possibilité d'une coexistence de fait des deux Etats sur le sol historique de la Palestine, l'un essentiellement juif et l'autre arabe palestinien. Cette formulation lui a permis d'accepter la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale en date de 1974, affirmant le droit des Palestiniens à l'indépendance et à la souveraineté en Palestine. Les réunions du Conseil national palestinien de 1977 et de 1981 sont allées plus loin en acceptant expressément le principe de l'instauration d'un Etat sur la rive occidentale et à Gaza encore que l'OLP n'ait jamais réellement abandonné l'idée d'un Etat non sectaire et démocratique en Palestine comme base d'une paix durable et équitable entre les Arabes palestiniens et les Juifs israéliens.

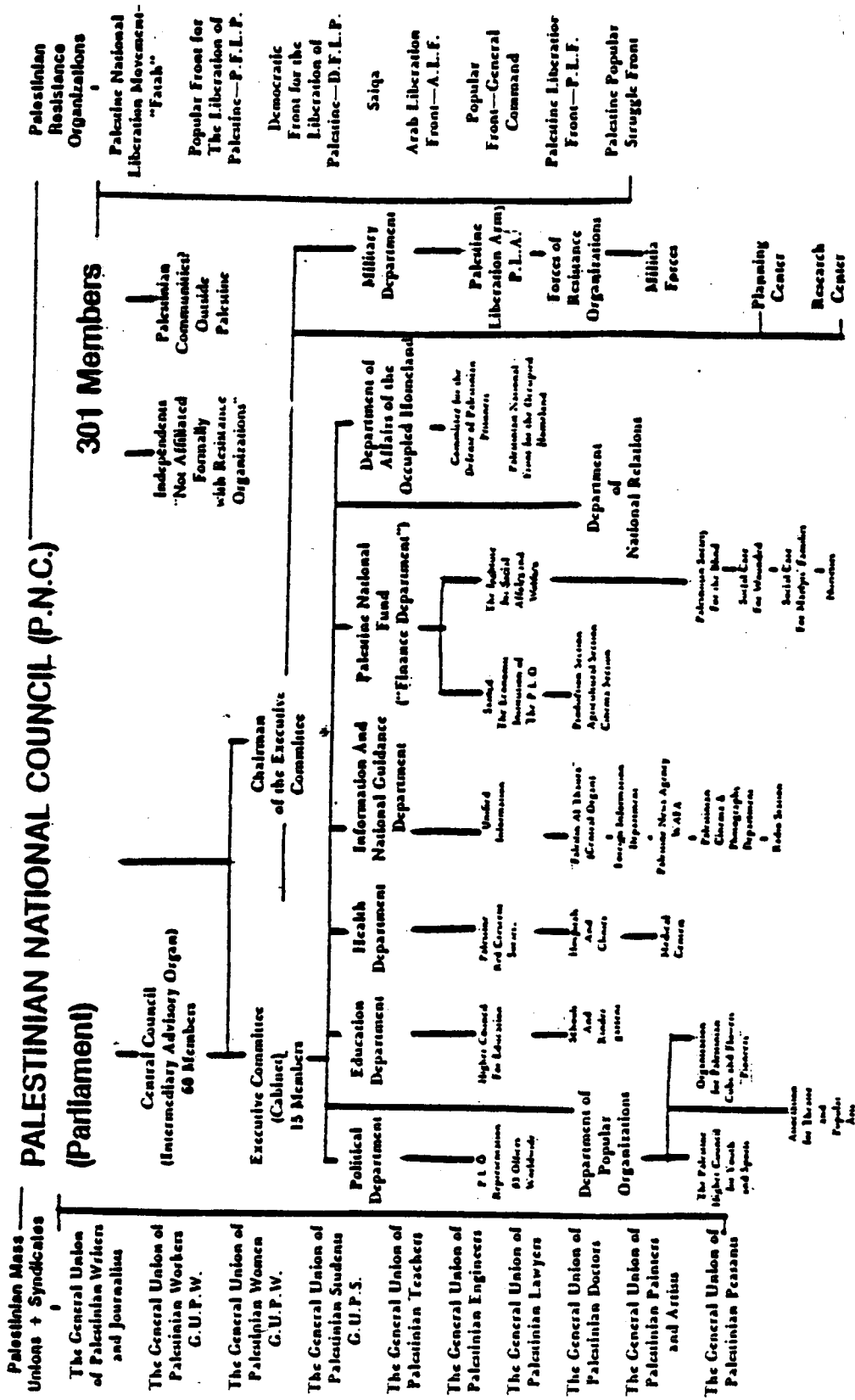
Le troisième rôle historique important joué par l'OLP est essentiellement politique et diplomatique. Au niveau national (palestinien), l'OLP a mobilisé le peuple palestinien lui-même en vue de la libération nationale, encouragé la participation politique des Palestiniens où qu'ils se trouvent et aidé à organiser la lutte politique des Palestiniens sous domination israélienne. En outre, le grand combat politique de l'OLP, en particulier entre 1967 et 1974, a consisté à prendre la première place non seulement pour définir les objectifs nationaux de la Palestine mais aussi pour arracher de haute lutte aux autres le droit de représenter les Palestiniens et de prendre en toute indépendance ses propres décisions. Il est aujourd'hui tout à fait évident que, dans les deux cas, l'OLP a remporté un large succès bien que sa suprématie et son indépendance soient à l'occasion remises en question par un pouvoir hostile. Ainsi, les Etats arabes, en reconnaissant l'OLP comme seul représentant légitime des Palestiniens, ont-ils fait savoir que l'OLP était devenue la seule autorité nationale des Palestiniens et l'autorité chargée de fixer les valeurs nationales. C'est après avoir été reconnue au Sommet de Rabat que l'OLP l'a été de la communauté internationale - excepté des Etats-Unis et d'un certain nombre de puissances d'Europe occidentale - comme représentant du peuple palestinien.

C'est ce consensus national, régional et international que l'Organisation des Nations Unies a ratifié lorsqu'elle a accordé à l'OLP le statut d'observateur et accepté le principe de sa participation à toutes les conférences des Nations Unies sur la question de Palestine sur un pied d'égalité totale avec les autres Etats intéressés par la question. Ainsi, lorsque l'Organisation des Nations Unies lance des initiatives internationales en faveur de la paix, elle a coutume de demander la participation de l'OLP en tant que représentant légitime des Palestiniens. Par l'intermédiaire de ses missions diplomatiques et centres d'information à l'étranger et à l'occasion de missions et de conférences spéciales, l'OLP a usé de sa légitimité politique afin de mobiliser un appui diplomatique pour sa politique en faveur de la libération nationale et de la paix. Ainsi, depuis 1969,

date à laquelle l'Organisation des Nations Unies a défini la lutte du peuple palestinien comme celle d'un peuple colonisé - à l'instar de la population africaine d'Afrique du Sud - et grâce aux efforts du mouvement des pays non alignés et du monde socialiste, l'OLP a réussi pour une très large part à gagner la sympathie et le soutien de la majorité des Etats et des peuples du monde. Cet appui est amplement démontré par les votes répétés de la majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies en faveur des droits des Palestiniens, de l'élargissement de l'appui politique, économique, militaire, éducatif et culturel que maints Etats - arabes, asiatiques et socialistes - apportent au peuple palestinien par l'intermédiaire de l'OLP. En somme, l'appui des pays afro-asiatiques et socialistes aux Palestiniens serait inconcevable sans le rôle décisif que l'OLP a joué sur le plan politique et diplomatique au cours des deux dernières décennies.

C'est précisément parce que l'OLP a assumé le rôle général d'Etat/gouvernement ainsi que des fonctions idéologiques, politiques et diplomatiques qu'elle conserve sa légitimité auprès de ceux qu'elle représente - les Palestiniens - qui la soutiennent fermement comme leur seul représentant authentique. Le refus que les Palestiniens opposent à toute idée d'association de n'importe quelle autre autorité à l'OLP, comme interlocuteur en vue de leur initiative de paix par la libération nationale, témoigne de leur volonté séculaire d'indépendance, d'identité nationale et de représentation. Pour finalement atteindre ces objectifs, l'OLP devra continuer à jouer toute une série de rôles sur les plans national, régional et international.

P.L.O. STRUCTURE



Adapted from
A.M.S.O., the Arab, IV, 3
1983

- B. Conférence internationale sur le Moyen-Orient et nécessité de tenir cette conférence; chances de faire prévaloir une issue favorable, efforts en ce sens et bénéfices à en attendre
1. M. Victor J. Gauci, observateur permanent de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies et Rapporteur du Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

Le résultat visible des travaux du Comité est connu de tous et se passe de commentaires. Je fais évidemment allusion aux 25 études environ élaborées sous la direction du Comité, largement diffusées dans le monde entier dans de nombreuses langues et mises aujourd'hui à votre disposition.

Je me réfère également aux votes favorables toujours plus nombreux recueillis par le Comité d'une Assemblée générale à l'autre, qui toutes ont appuyé ses travaux et approuvé ses recommandations. Il est intéressant de noter que le nombre de votes favorables est passé de 90 en 1975 à 127 en 1984, tandis que les votes contraires tombaient de 16 à 2 et les abstentions de 30 à 21 au cours de la même période. Cela représente en gros une augmentation de 40 p. 100 du nombre des Etats Membres favorables et une diminution de 50 p. 100 de celui des Etats Membres hostiles ou neutres sur cette question vitale.

A défaut même de tout autre apport, le Comité a donc fait un exposé détaillé des origines de la question de Palestine et de son contexte, dans un effort nécessaire, s'il a pris beaucoup de temps, pour présenter de l'ensemble de la question une image objective et complète. Son apport s'oppose au goût du sensationnel et au parti pris qu'expriment périodiquement des articles de presse publiés indépendamment les uns des autres.

De plus, devant toutes les instances ouvertes au Comité, nous avons affirmé avec vigueur le caractère politique de la question de Palestine, ainsi maintenue au premier plan de l'attention publique, et nous avons obtenu un appui sans cesse plus large à la juste cause qu'elle représente.

On est peut-être moins habitué à considérer l'oeuvre accomplie par le Comité depuis sa fondation, les difficultés que nous avons affrontées, les objectifs constants que nous avons cherché à atteindre et la position qui est aujourd'hui la nôtre. Tels sont les principaux points que je souhaite faire ressortir pour faciliter aujourd'hui parmi vous une meilleure compréhension de la question.

Un point d'une extrême importance souvent omis - ou, plus précisément, ignoré à dessein par nos détracteurs - réside dans le fait que le Comité lui-même a été créé à la suite de l'initiative diplomatique publiquement annoncée en 1974 devant l'Organisation des Nations Unies par Yasser Arafat, président de l'Organisation de libération de la Palestine. Les diplomates, qui ont la mémoire courte, ne conservent peut-être qu'un souvenir confus de cet instant historique; il mérite donc d'être aujourd'hui rappelé. L'OLP a alors ouvert une autre voie - en engageant une offensive diplomatique. L'Organisation des Nations Unies devait tout naturellement y répondre, encourager et renforcer la route de la diplomatie qui conduit à la paix.

Le premier point que certains voudraient tenter de mettre en doute porte sur la vocation toute particulière de l'Organisation des Nations Unies à servir de cadre à des négociations visant à résoudre la question de Palestine.

Il me paraît incontestable que l'Organisation des Nations Unies est manifestement appelée à traiter de cette question. La Société des Nations exerçait un mandat sur la Palestine. Dès ce moment même - au début des années 20 - le peuple palestinien avait déjà une vocation évidente à l'indépendance. Du fait de la disparition de la Société des Nations, la question de Palestine a été confiée à l'organisation qui lui a succédé, l'Organisation des Nations Unies, dès le jour même de sa création.

Peu de temps après, à l'issue d'un débat angoissant et souvent houleux, l'Organisation des Nations Unies a conféré en 1948 à l'Etat d'Israël une légitimité internationale à l'issue d'un scrutin partagé, mais elle a été incapable jusqu'à ce jour d'assurer la création d'un Etat palestinien, comme le stipulait la même résolution de l'Assemblée générale /résolution 181 (II)/. Le peuple palestinien continue à chercher aujourd'hui la place qui lui revient dans la famille des nations indépendantes.

En conséquence, la question de Palestine constitue une responsabilité permanente de l'Organisation et de ses Etats Membres, au moins de ceux qui sont effectivement attachés aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et qui respectent les décisions connexes prises par l'Organisation des Nations Unies, auxquelles ils ont également souscrit dans de nombreux cas.

Eviter l'examen de la question, comme certains préféreraient le faire, revient simplement à esquiver nos responsabilités.

Je ne connais pas de meilleur moyen de résoudre un problème que d'en étudier les causes sous-jacentes, de solliciter l'opinion de toutes les parties intéressées, de respecter et d'analyser les opinions exprimées antérieurement sur la question, de présenter des recommandations en faveur d'une solution et d'encourager ultérieurement son application en faisant connaître les recommandations et en insistant pour qu'elles soient effectivement mises en pratique.

Telle est, en très peu de mots, la ligne suivie par le Comité, qui représente les opinions recueillies aux quatre coins du monde et en fait la synthèse. Sa tâche n'a pas été facile; elle a pris beaucoup de temps, mais les membres du Comité ont agi librement et sans subir la pression de l'actualité immédiate. Les recommandations finales - formulées après une année complète d'études - ne se fondaient pas sur des épisodes isolés et survenus durant une période limitée, mais portaient sur la question embrassée dans sa totalité. Nous avons respecté toutes les décisions antérieures de l'Organisation des Nations Unies et nous nous sommes inspirés avant tout dans les recommandations finales de résolutions adoptées à l'unanimité.

Nous avons - et continuons à avoir - foi dans les perspectives de paix et dans la capacité de l'Organisation des Nations Unies à l'instaurer. Depuis le début de ses travaux jusqu'à ce jour, le Comité n'a agi que par consensus et demeure ouvert à la participation de tous les pays intéressés. Rappelons à titre

d'exemple que la République populaire de Chine et Sri Lanka sont entrés cette année même au Comité en qualité d'observateurs.

Nous avons à dessein pris soin de demeurer ouverts à tous, non seulement parce que nous avons jugé ce point essentiel, mais aussi parce que certains pays avaient à l'origine exprimé des réserves sur le mandat du Comité, le taxant de partialité parce qu'il ne tenait pas suffisamment compte de ce qui leur paraissait un élément fondamental de tout règlement au Moyen-Orient - selon eux, le droit de tout Etat de la région à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres, reconnues et garanties. Il s'agit là d'un droit sans aucun doute important, mais qui, bien entendu, ne s'applique pas exclusivement au Moyen-Orient.

De plus, selon ces mêmes pays, les recommandations du Comité ne sont pas en complet accord avec les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité qui, soulignent-ils, fournissent le point de départ généralement accepté d'une formule de règlement global au Moyen-Orient. Il en résulte selon eux que les recommandations pèchent par manque d'équilibre, soulignant les droits et les intérêts d'une partie et méconnaissant ceux des autres. Ils soutiennent en outre que les recommandations du Comité préjugent l'issue des négociations qui doivent se tenir directement entre les parties, en application des résolutions 242 (1965) et 338 (1973).

S'il n'est pas exact que les recommandations du Comité ne tiennent pas pleinement compte des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, il est parfaitement vrai qu'elles manquent d'équilibre. Mais seulement dans la mesure où elles s'efforcent de rétablir un équilibre dont on ne s'était pas préoccupé antérieurement. En d'autres termes, nous nous bornons maintenant à essayer de remettre d'aplomb les plateaux d'une balance dont l'équilibre avait été auparavant faussé et c'est en ce sens - mais seulement en ce sens - que les recommandations ne pouvaient être équilibrées et ne pouvaient davantage se limiter exclusivement aux dispositions de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, parce que la question de Palestine dépasse de beaucoup la portée d'un événement historique particulier.

Il est également vrai que les recommandations n'appellent pas l'ouverture de négociations directes entre les parties intéressées. Mais c'est là un appel qui a été répété pendant 30 ans sans entraîner un progrès quelconque - et le Comité ne conseille pas de demeurer dans l'impasse, mais souhaite encourager une évolution positive. Telle est précisément la raison pour laquelle les recommandations énoncent les termes généraux d'un règlement équitable - parce que nous sommes en faveur d'une solution durable, entérinée par la communauté internationale, fondée sur la justice, la sécurité et une paix garantie. Parce que nous voulons éliminer une fois pour toutes le facteur premier qui est à l'origine de la terreur, de la violence et d'un conflit généralisé dont les principales victimes sont souvent d'innocents réfugiés, des femmes, des enfants et des personnes âgées. Arabes et Israéliens souffrent également de cet état de choses déplorable. Le Comité entend rejeter cette tragédie dans le passé.

J'affirme que tout observateur objectif admettrait que dans les recommandations qu'il a adoptées par consensus en 1976, le Comité a respecté toutes les décisions antérieures des organes des Nations Unies relatives à la question de

Palestine envisagée dans le cadre général du Moyen-Orient; qu'il se prononce sans relâche pour une solution pacifique; que ses recommandations n'ignorent pas les préoccupations véritables et légitimes des Etats de la région, quels qu'ils soient; qu'il n'entre en conflit avec aucune sphère de responsabilité relevant d'un Etat quelconque ou de l'Organisation des Nations Unies en tant que telle et qu'en fin de compte il invite le Conseil de sécurité et ses membres permanents à jouer un rôle positif en tant que garants et promoteurs de la paix.

Le Comité a vu cette conviction renforcée par le public de la douzaine de séminaires et colloques que nous avons déjà organisée sur la question de Palestine - de nouveau dans toutes les régions du monde et devant différents auditoires.

A l'Organisation des Nations Unies, nous avons mis en relief avec une conviction croissante, année après année, les traits fondamentaux de nos recommandations. Précaution indispensable pour encourager et assurer l'objectivité de la communauté internationale, nous avons dès l'origine demandé au Conseil de sécurité de ne pas considérer nos recommandations comme allant de soi, mais de les prendre pour point de départ de son examen et d'agir ensuite sur la base de ses propres conclusions, conformément à ses responsabilités propres. Comme on l'a déjà noté, l'Assemblée générale a écouté nos explications et a fait siennes nos recommandations avec une conviction sans cesse croissante et en les soutenant toujours davantage.

Mais le Conseil de sécurité n'a pas encore pris position, malgré les instances périodiques du Comité et les preuves nouvelles des événements dont les territoires occupés illégalement sont le théâtre, preuves fournies par les autres organes de l'Organisation des Nations Unies - y compris des commissions "spéciales" créées par le Conseil lui-même - qui s'occupent de cette question.

La démarche que nous avons recommandée est sans aucun doute complexe, vaste et nécessairement très longue, mais beaucoup moins complexe que le problème lui-même. Ce problème, nous voudrions l'éclaircir et lui trouver une solution juste et pacifique; nous préfererions qu'il ne devienne pas plus compliqué, amer et destructeur qu'il n'est déjà. En recommandant des mesures positives, nous avons découvert qu'il nous est impossible de ne pas exprimer fréquemment de graves préoccupations, et souvent un blâme, touchant les mesures prises par Israël dans les territoires illégalement occupés, qui font obstacle à tout progrès et suscitent un ressentiment encore plus vif.

Nous avons constaté avec satisfaction que, sur les instances du Comité lui-même, ses recommandations ont été encore affinées à la Conférence internationale sur la question de Palestine, qui s'est tenue à Genève du 29 août au 7 septembre 1983.

C'était la première fois qu'une instance internationale aussi large se réunissait pour examiner la question palestinienne. Non moins de 117 Etats ont participé à la Conférence à part entière, tandis que 20 autres y siégeaient comme observateurs; de plus - pour la première fois - on y comptait environ 100 organisations non gouvernementales (ONG) et plusieurs éminentes personnalités, invitées spécialement pour cette occasion, ainsi que neuf institutions spécialisées des Nations Unies.

Il convient de souligner qu'un nombre important d'ONG venaient d'Israël, montrant ainsi par leur présence qu'il existe dans ce pays des groupes perspicaces et soucieux d'équité qui luttent aussi pour une paix juste et durable au Moyen-Orient.

On se souviendra que la Conférence internationale de Genève a adopté, de nouveau par consensus, une Déclaration et un Programme d'action. La Déclaration de Genève sur la Palestine a énuméré les principes directeurs essentiels qui devraient inspirer toute action internationale concertée visant à résoudre la question de Palestine.

Comme il fallait s'y attendre, ces principes énoncent en tout premier lieu le droit de l'OLP, représentant du peuple palestinien, à participer sur un pied d'égalité avec toutes les parties à chacune des activités, délibérations et conférences sur le Moyen-Orient, ainsi que le droit de tous les Etats de la région à vivre à l'intérieur de frontières reconnues par la communauté internationale dans la justice et la sécurité pour tous.

Le fait que le Comité accepte la nécessité d'un consensus sur les principes d'un règlement constitue une nouvelle preuve de la largeur d'esprit et de la volonté de dialogue qui se sont affirmées en vue d'oeuvrer résolument pour un avenir de paix et d'harmonie au bénéfice de tous les peuples de la région.

Afin de mettre en pratique ces principes directeurs, le Comité a jugé indispensable de convoquer une Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient en vue de négocier et de mettre au point une solution globale, juste et durable du conflit arabo-israélien, dont l'aspect essentiel résiderait dans le droit absolu du peuple palestinien de choisir ses options futures dans le cadre d'un exercice véritable du principe d'autodétermination, auquel il a manifestement autant droit, sans contestation possible, que tout autre peuple de la région ou de l'ensemble du monde.

Dans le cadre du rôle permanent de l'Organisation des Nations Unies, il convient de réunir la conférence internationale proposée sous les auspices de celle-ci, avec la participation sur un pied d'égalité de toutes les parties directement intéressées au conflit, y compris l'Organisation de libération de la Palestine en tant que représentant du peuple palestinien, ainsi que les Etats-Unis d'Amérique, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les autres Etats intéressés.

A cette fin, le Conseil de sécurité a déjà la capacité politique et les moyens procéduraux de prendre les dispositions institutionnelles appropriées. Je trouve plutôt surprenant - en fait troublant - que tant de vaines paroles soient actuellement dépensées touchant les méthodes visant à mettre au point un mécanisme de négociation, alors qu'il existe déjà. Il s'agit du Conseil de sécurité, dont le rôle premier est de promouvoir la paix, aux séances duquel toutes les parties au conflit peuvent déjà prendre place. C'est là en fait l'une des toutes premières suggestions faites par le Comité quand, voici près de 10 ans, il a présenté ses recommandations à l'Assemblée générale.

J'ai brièvement examiné nos activités passées, nos objectifs, les difficultés que nous avons rencontrées, les progrès réalisés. Pour en venir au présent, l'Assemblée générale a fait l'an dernier un accueil extraordinairement

favorable à l'appel en faveur de la convocation d'une Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Elle a invité toutes les parties au conflit arabo-israélien, dont l'Organisation de libération de la Palestine, à participer à la Conférence sur un pied d'égalité et avec des droits égaux. L'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général, en consultation avec le Conseil de sécurité, de prendre d'urgence des mesures préparatoires en vue de convoquer la Conférence.

Le Secrétaire général a engagé l'an dernier les consultations nécessaires; cependant, en raison de la réaction négative de deux pays et des hésitations de plusieurs autres, il n'a pas encore été possible de réunir cette conférence. Tout en regrettant les attitudes négatives, le Comité est néanmoins déterminé à poursuivre ses efforts pour assurer la convocation de la Conférence, car il est convaincu que sa tenue constituerait une étape essentielle vers le règlement de la question palestinienne.

Notre conviction repose sur le fait que les solutions proposées, comme la viabilité ultérieure de toute solution quelle qu'elle soit, supposent l'assentiment de la communauté internationale pour devenir réalité.

Une fois de plus, il convient de rappeler que des centaines d'organisations non gouvernementales, de représentants de syndicats, de journalistes et d'universitaires, qui plaident activement en faveur d'une réparation de l'injustice commise pour que le peuple palestinien ait la jouissance effective de ses droits, ont également appuyé la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient.

Les ONG ont décidé en 1984 de lancer une campagne de signatures parmi les peuples du monde entier en faveur de la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Cette campagne a été lancée le 29 novembre 1984 - Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien - et a duré un an, jusqu'au 29 novembre 1985.

Dans la poursuite de ses efforts en vue de réaliser des progrès, de maintenir la flamme de l'espoir, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a décidé de mettre tout en oeuvre pour convoquer sans délai la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient qui a été proposée et a placé cette question au centre de son programme de travail en 1985. En conséquence, dans tous les séminaires et colloques organisés cette année, un groupe de travail au moins traite exclusivement de cette question. Le programme de travail du Comité pour 1985 a également souligné l'importance d'envoyer des délégations du Comité dans un certain nombre de pays, en particulier ceux qui sont membres du Conseil de sécurité.

Comme il était prévu que des séminaires et des colloques sur la question palestinienne se tiendraient cette année en Asie, en Afrique et en Amérique latine, on y a trouvé une raison, lors de l'établissement du programme de voyages du Comité, d'envoyer des missions dans ces régions. En avril et mai de l'année en cours, des délégations ont visité la Chine, la Thaïlande et l'Inde. En juin, une autre délégation du Comité s'est rendue au Pérou et à la Trinité-et-Tobago. Le Comité prévoit d'envoyer en juillet et août des missions dans les pays d'Afrique et d'Europe de l'Est membres du Conseil de sécurité et de mener ainsi à bonne fin

le programme au cours de l'an prochain, encouragé par les nouveaux progrès qui seront sans doute réalisés lors de la prochaine session de l'Assemblée générale. Dans tous les cas, le Comité a déjà reçu un appui tant public que privé en faveur de la convocation de la Conférence. Mais nous savons que de redoutables obstacles devront être surmontés.

Pour l'essentiel, les activités du Comité ont consisté au cours de cette année à mettre en route la partie non réalisée de la solution qui avait été retenue en 1947. Le plan de partage n'avait pas alors bénéficié de l'appui unanime, mais l'un de ses volets avait été entièrement appliqué. Depuis cette date, bien des événements douloureux se sont déroulés dans la région. Ce qui ne s'est pas encore produit, c'est l'application des droits inaliénables du peuple palestinien à l'autodétermination, dont le droit international reconnaît la légitimité et que l'Organisation des Nations Unies soutient depuis près de 40 ans.

L'appui international à cet acte d'autodétermination du peuple palestinien, dont l'heure n'a que trop tardé, est désormais presque unanime et on reconnaît aussi qu'il constitue manifestement l'aspect essentiel d'une solution durable. Israël s'y est opposé par la force dans le passé et d'autres propositions ont été avancées, qui ne le prévoient malheureusement pas. Le Comité encourage actuellement le Conseil de sécurité à s'efforcer plus vigoureusement de mettre au point les préparatifs nécessaires pour la tenue de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Le Conseil a sans aucun doute de nombreux problèmes à traiter, mais la question de Palestine, qui est au centre du conflit arabo-israélien au Moyen-Orient, compte parmi les plus pressants. Une solution ne s'est faite que trop attendre et le règlement de la question de Palestine est désormais regardé comme l'une des principales conditions de la paix dans la région.

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a noté avec intérêt d'autres initiatives tendant à un règlement au Moyen-Orient; nous demeurons convaincus que la nôtre est la plus complète et recueille l'appui international le plus large. Elle est de plus placée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et en particulier du Conseil de sécurité. C'est dans ce contexte que le Comité a recommandé de procéder à une prise de contacts et à un rapprochement, puis de promouvoir une solution globale qui comporterait même ultérieurement, s'il le faut, des garanties de nature à en assurer le respect.

L'histoire de la Palestine est tragique. On a déjà dressé le bilan - déplorablement élevé - des vies détruites, des ressources gaspillées et des occasions perdues. C'est là un terrible rappel du potentiel latent de malheur et de destruction que comporte la question palestinienne; les répercussions s'étendraient au monde entier si - comme il apparaît en fin de compte inévitable - les superpuissances s'engagent à un certain moment aux côtés des parties belligérantes au cas où la tension atteindrait un point de rupture. C'est pourquoi il est d'autant plus nécessaire d'amener les deux superpuissances à oeuvrer pour une solution pacifique.

Il est surprenant que le problème de savoir si les deux superpuissances doivent ou non intervenir soit l'un de ceux qui n'ont pas été tranchés dans le cadre d'autres approches. La réponse est évidente et ne saurait être contestée. Il est curieux - en fait regrettable - que l'une des superpuissances affirme - presque comme s'il s'agissait d'un droit divin - qu'il lui appartient de déterminer exclusivement le cours des événements en Amérique centrale et néanmoins refuse à

l'autre le droit de jouer un rôle quelconque dans une question qui touche d'aussi près à ses intérêts vitaux - celle du Moyen-Orient. Il est clair que les deux superpuissances devraient intervenir avec des intentions claires et dans un esprit positif et qu'aucune ne devrait être délibérément exclue d'un processus de paix au Moyen-Orient si l'on veut qu'il aboutisse.

Le deuxième point en question porte sur le rôle de l'OLP. On ne saurait nier le principe selon lequel seul le peuple palestinien peut choisir ses propres représentants à moins de prendre le contre-pied de la logique et du droit international. L'OLP est l'unique organisation qui puisse négocier, conclure et honorer un accord acceptable - et par suite durable. Aucune signature palestinienne, sur quelque accord que ce soit, n'aura valeur d'engagement à moins que cet accord ne réponde manifestement aux aspirations palestiniennes et que la signature soit celle de ses représentants élus. De nombreuses tentatives ont déjà été faites et continuent à l'être pour trouver des Palestiniens qui n'aient pas l'appui de l'OLP. Elles ont toutes échoué dans le passé et le présent et sont vouées à l'échec dans l'avenir.

Toute tentative pour aller à l'encontre de ces deux points essentiels ne fait qu'esquiver les questions posées, que laisser le conflit s'exacerber et se compliquer encore davantage.

Comme je l'ai déjà affirmé, le Comité ne souhaite pas qu'il en soit ainsi. L'Organisation des Nations Unies a tout intérêt à l'établissement de la paix, ainsi que les pays directement touchés par le conflit et leurs voisins. Les propositions du Comité, affinées par la Conférence internationale de Genève, ont réuni un soutien international remarquable. Elles offrent donc la voie la plus aisée à suivre. Il est temps que tous reconnaissent les réalités politiques. Même si des négociations de paix peuvent comporter certains risques, ceux-ci ne sauraient être plus à craindre que la certitude d'un conflit comparable à ceux qui ont déjà ravagé le Moyen-Orient.

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien est donc sincèrement convaincu que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ne tarderont plus à répondre à l'appel lancé pour la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Nous continuons à encourager le Secrétaire général à poursuivre les courageux efforts qu'il a déjà entrepris. Nous avons besoin de tout le soutien que nous pouvons réunir dans les milieux influents des quelques pays qui restent à gagner, notamment ceux d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale. C'est ce qui explique la nécessité de tenir ce séminaire et son importance. Le moment ne pourrait être plus opportun. La même observation s'applique au colloque qui se tiendra dans l'avenir immédiat, cette semaine même. J'espère que ces deux manifestations se rejoindront dans leurs conclusions.

Une remarque finale. Israël occupe la rive occidentale et Gaza depuis juin 1967. Il s'agit d'une période presque aussi longue que celle qui s'est écoulée entre la création de l'Etat d'Israël en 1948 et la guerre des Six Jours en juin 1967. La tension qui règne au Moyen-Orient rappelle sans cesse à la communauté internationale l'urgente nécessité d'intensifier ses efforts en vue de résoudre le problème palestinien. Le Moyen-Orient est une bombe à retardement

susceptible de provoquer une explosion mondiale. Les approches retenues dans le passé ont lamentablement échoué et le besoin d'une nouvelle approche se fait désespérément sentir. Tous les éléments d'une solution pacifique sont réunis dans la formule de paix proposée par le Comité voici presque dix ans. Aidez-nous, nous vous en supplions, à instaurer la paix dans cette région tourmentée - une paix qui s'est trop longtemps faite attendre, une paix juste, fondée sur le règne de la raison et non sur la force militaire brute.

2. M. Naseer H. Aruri, professeur de sciences politiques,
Southeastern Massachusetts University, North Dartmouth,
Massachusetts, Etats-Unis

Raisons motivant la convocation d'une conférence de la paix

Les villes de Genève, Vienne, Paris, entre autres grandes métropoles, ont accueilli des conférences internationales de la paix organisées à la suite de conflits mondiaux. Le Congrès de Vienne s'est réuni après les grandes guerres napoléoniennes; une conférence de la paix a eu lieu à Versailles après la première guerre mondiale; de nombreuses conférences, notamment celles de Yalta, de Potsdam et de San Francisco, ont traité des problèmes découlant de la seconde guerre mondiale et Genève a été le lieu d'une conférence internationale de la paix concernant la Corée et l'Indonésie, d'une réunion au sommet où s'est manifesté l'esprit des "quatre grands" et qui a permis de régler la question de Berlin avant la convocation de la première Conférence de la paix sur le Moyen-Orient en 1973. En fait, toutes ces conférences de Genève ont siégé dans la même salle du Palais des Nations.

La tenue de nombreuses conférences internationales à l'époque moderne pour étudier les problèmes posés par des conflits mondiaux prouve qu'elles peuvent constituer un mode de règlement utile. La question palestinienne et ses ramifications, qualifiée généralement de "conflit arabo-israélien", est particulièrement adaptée à ce mode de règlement. Tout d'abord, ce sont les grandes puissances impérialistes qui ont créé ce problème pendant la période de l'entre-deux-guerres et, de concert avec d'autres puissances, l'ont perpétué et exacerbé à tel point au cours des quatre dernières décennies qu'il a atteint des proportions alarmantes. La communauté internationale a demandé la création de deux Etats en Palestine, ce qui a été fait dans un cas, mais non dans l'autre. L'exercice du droit à l'autodétermination par une communauté qui comprend essentiellement des colons dans un pays où ce droit continue d'être dénié à la population autochtone pose un problème dont la solution relève nécessairement de la responsabilité de la communauté internationale. Deuxièmement, ce conflit a pour cadre une région hautement stratégique mettant en jeu des intérêts vitaux pour les deux superpuissances. C'est pourquoi la population de la région, le tiers monde et les grandes puissances ont un objectif commun : empêcher qu'à l'époque nucléaire une guerre généralisée ne se déclare.

En fait, de nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies ont demandé que les grandes puissances et les pays du tiers monde conjuguent leurs efforts pour parvenir à un règlement. Même la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, qui a relégué à l'arrière-plan le droit national du peuple palestinien,

a reconnu un rôle central à la communauté internationale en priant le Secrétaire général de désigner un représentant spécial et de faire rapport au Conseil de sécurité sur les efforts déployés en vue d'aboutir à un règlement. La résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité du 22 octobre 1973 demandait que les négociations commencent entre les parties en cause sous des auspices appropriés en vue d'instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient. C'est ainsi qu'a été convoquée la Conférence de Genève de décembre 1973 qui s'est soldée par un échec.

Les obstacles

Le principal obstacle à la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient est dû à la tension qui s'exerce depuis 1967 entre deux grands courants d'opinion : le premier préconise un règlement fondé sur un plan échelonné adopté à la suite de négociations bilatérales directes entre les Etats intéressés; le deuxième est favorable à un règlement global sous les auspices du Conseil de sécurité et de ses membres permanents ou la tenue d'une conférence de la paix qui réunirait les grandes puissances et les parties au conflit. Les Etats-Unis et Israël sont en faveur de la première approche tandis que l'Union soviétique, le tiers monde et souvent l'Europe occidentale et les Etats arabes réclament une solution internationale. La première approche privilégie quasi systématiquement les relations bilatérales en excluant l'Organisation de libération de la Palestine. La deuxième approche reconnaît le rôle central de la question de Palestine et la nécessité de la participation de l'OLP en tant que représentant légitime du peuple palestinien. En outre, la première approche implique le recours à diverses manoeuvres visant à faire abstraction du principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force, tandis que la deuxième adhère scrupuleusement à ce principe énoncé dans la résolution 242 (1967). En somme, la deuxième approche permet davantage de tenir compte du consensus de la communauté internationale touchant les conditions essentielles à l'instauration de la paix au Moyen-Orient : le retrait d'Israël des territoires arabes occupés en 1967 et la reconnaissance du droit national du peuple palestinien.

L'histoire diplomatique du Moyen-Orient depuis 1967 prouve sans l'ombre d'un doute que les gouvernements américains qui se sont succédé ont d'une manière ou d'une autre fait obstacle à un règlement global et entravé la recherche d'une solution internationale. L'explication est très simple. En faisant de la région l'un des théâtres de la guerre froide et en considérant de plus en plus Israël comme un rempart contre le radicalisme - ce qui s'est traduit par l'instauration de relations toutes particulières et la conclusion d'une alliance stratégique - les Etats-Unis ont suivi une politique qui ne s'est jamais écartée des paramètres israéliens touchant un règlement politique. En assumant (et l'hypothèse est contestable) qu'Israël présente un intérêt stratégique puisqu'il est chargé d'étouffer dans l'oeuf toutes forces susceptibles de modifier le contexte politique, du nassérisme et du nationalisme palestinien au fondamentalisme chiite actuel, les Etats-Unis sont devenus partisans et collaborateurs au lieu d'assumer le rôle de médiateur impartial. Plus les responsables de la politique aux Etats-Unis ont été enclins à souscrire à ces vues, moins ce pays a été favorable à la convocation d'une conférence de la paix et à un règlement global et plus l'accent a été mis sur la tenue de négociations directes et sur des solutions partielles.

Au cours des 18 années écoulées, la politique des Etats-Unis a paru osciller entre ces deux tendances; en réalité, on a cru à tort que les Etats-Unis étaient favorables à une approche globale et au large appui de la communauté internationale. Pour mettre cet aspect en évidence, je diviserai cette période en cinq phases :

1. Entre juin 1967 et mars 1969, alors que des pressions internationales intenses s'exerçaient pour obtenir qu'Israël se retire des territoires arabes, les Etats-Unis ont déployé de grands efforts pour amener l'Egypte à conclure une paix séparée avec Israël. Le retrait d'Israël et l'arrêt des hostilités avec l'Egypte constituaient une situation de quiproquo. Ces efforts, dont l'objectif est demeuré au coeur de la politique des Etats-Unis, ont été temporairement suspendus lorsque les pressions se sont accentuées en juillet 1969 en faveur d'un règlement global.

2. Entre mars 1969 et octobre 1973, diverses tentatives ont été faites pour renforcer l'ONU et en faire de nouveau le cadre d'un règlement. L'ambassadeur Gunnar Jarring a essayé de s'acquitter du mandat qui lui avait été confié aux termes de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Les entretiens des "Quatre Grands", qui ont été proposés par la France en janvier 1969, avaient pour but de fournir un appui supplémentaire à la mission Jarring. La réaction d'Israël à une participation des "Quatre Grands" a été rapide et foncièrement hostile. Qashington a été mis en garde contre la fâcheuse éventualité d'un "règlement imposé" qui priverait Israël de la possibilité, en tant que vainqueur, d'imposer une paix aux vaincus. Bien que les Etats-Unis se soient montrés favorables à une rencontre des "Quatre Grands" en 1969, ils ont fait en sorte que ces entretiens ne puissent aboutir à la convocation d'une conférence internationale de la paix. En fait, les Etats-Unis se sont servis de ces entretiens pour proposer la "formule de Rhodes", forme de négociation directe que préférait Israël. Ce plaidoyer s'est trouvé renforcé lorsqu'Israël a rejeté le Plan Rogers de décembre 1969. Les éléments éventuels d'un règlement global énoncés dans le Plan Rogers ont été sacrifiés sur l'autel des liens particuliers unissant les Etats-Unis à Israël. La diplomatie manipulative des Etats-Unis a anéanti toutes chances qu'auraient pu avoir les entretiens des "Quatre Grands" de déboucher sur une conférence de la paix.

Charles de Gaulle pensait que les entretiens des "Quatre Grands" pourraient constituer un cadre approprié pour aboutir à un règlement politique qui serait ensuite garanti par une conférence réunissant les grandes puissances, mais Nixon et Kissinger étaient bien déterminés à en provoquer l'échec. Nixon révèle dans ses mémoires que la conclusion d'un accord au Moyen-Orient doit être inscrite au crédit des Etats-Unis et non à celui de l'ONU et Seymour Hersh démontre dans le livre consacré au rôle de Kissinger dans le gouvernement Nixon que la raison pour laquelle Nixon et Kissinger étaient opposés à un retrait d'Israël ordonné par l'ONU ou par les "Quatre Grands" tenait au fait qu'ils craignaient que ce retrait soit interprété comme étant une victoire pour l'URSS ou les radicaux arabes. Les mémoires de Moshe Dayan et d'Itshak Rabin corroborent les conclusions de Hersh selon lesquelles Nixon et Kissinger ont encouragé Israël à étendre la guerre d'usure et à attaquer les missiles anti-aériens soviétiques déployés après le bombardement israélien de 1970. Nixon et Kissinger ont continué à faire obstacle à un règlement global et à une solution internationale jusqu'à la guerre d'octobre 1973 qui marque le début d'une troisième phase.

3. Au cours de la période allant de la guerre d'octobre 1973 à l'entrée en fonctions du Président Carter en 1977, les efforts diplomatiques déployés par les Etats-Unis pour encourager la conclusion d'accords séparés n'englobant pas la question de Palestine et hors du cadre de l'ONU ont triomphé. La Conférence de Genève, tenue en décembre 1973 conformément à la résolution 338 (1973), a échoué comme prévu. Ne participaient pas à la Conférence, convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et présidée conjointement par les Etats-Unis et l'URSS, les trois autres membres permanents du Conseil de sécurité et les deux principales parties au conflit : la République arabe syrienne et l'OLP. L'absence de la République arabe syrienne était motivée par des accords politiques alors que l'OLP n'avait tout simplement pas été invitée.

De même que dans le cas des entretiens des "Quatre Grands", on ne s'attendait pas à ce que la Conférence de Genève débouche sur un règlement global de paix. Les manœuvres de Kissinger visaient à subordonner cet objectif aux propres objectifs de Washington dans la région. Les dispositions prises en toute hâte par Kissinger pour organiser une réunion n'impliquant pour Israël aucune forme d'engagement sur des questions de fond et le penchant de Sadate pour des solutions partielles ainsi que sa hâte à déplacer vers Genève la tente plantée au Kilomètre 101 ont fait échouer la Conférence et lui ont enlevé tout caractère international. Ladite Conférence a en fait servi d'écran à Kissinger pour la poursuite de sa diplomatie des petits pas. Il a pu ainsi négocier deux accords de désengagement des forces militaires entre l'Egypte et Israël en janvier 1974 et en septembre 1975. Dans sa déclaration liminaire à la Conférence le 21 décembre 1973, il s'est exprimé en ces termes :

"J'estime que le mandat de cette conférence devrait être de parvenir rapidement à un accord sur le désengagement des forces militaires ... des entretiens sérieux ont déjà eu lieu entre les représentants militaires d'Israël et de l'Egypte au Kilomètre 101."

Il est intéressant de noter que les pourparlers militaires engagés au Kilomètre 101 ont abouti à la conclusion d'un accord entre Israël et l'Egypte qui a été signé à Genève par le Premier Ministre de l'Egypte et non par le Chef d'Etat-major des troupes égyptiennes. Le Premier Ministre s'est ainsi engagé à mettre fin à l'état de belligérance alors qu'Israël occupait la majeure partie du Sinaï, les hauteurs du Golan et ce qui reste de la Palestine; il s'agissait donc d'un accord de paix séparé et non, comme le proclamait Kissinger, d'un pas sur la voie d'une solution globale.

Loin de favoriser une progression vers une solution globale, l'accord du Sinaï de septembre 1975 a été particulièrement préjudiciable à la cause de la paix. Tout d'abord, il a été conclu à la suite de la reprise de la diplomatie des petits pas de Kissinger, interrompue lorsque le Président Ford avait menacé de la réévaluer en avril 1975. Lorsqu'Israël et son "lobby" aux Etats-Unis se sont opposés au Président en mobilisant 76 sénateurs des Etats-Unis contre les recommandations tendant à poursuivre la recherche d'un règlement global à Genève, le Gouvernement américain a été contraint d'en revenir à des positions antérieures et une nouvelle impulsion a été imprimée en arrachant des concessions à la Maison blanche. En acceptant de se retirer d'une petite portion du territoire égyptien, Israël a obtenu des Etats-Unis d'importantes concessions, dont trois se

sont déjà avérées préjudiciables à la conclusion d'un règlement global sous des auspices internationales : a) l'engagement de ne pas traiter avec l'OLP revient pratiquement à considérer la question de Palestine comme une question territoriale liée à la sécurité plutôt que comme une question nationale impliquant l'exercice du droit à l'autodétermination; b) l'engagement de consulter Israël au sujet de tous entretiens qui auraient lieu à Genève revient pratiquement à conférer à Israël un droit de veto sur la politique des Etats-Unis au Moyen-Orient; c) la décision des Etats-Unis d'approuver la tenue de négociations bilatérales arabo-israéliennes revient à appuyer officiellement la politique d'Israël visant à diviser les Etats arabes et à maximiser ses objectifs au détriment des droits des Palestiniens.

La division du monde arabe est également la conséquence de la manipulation de la Conférence de Genève par Kissinger. La République arabe syrienne et la Jordanie ont dénoncé le 11 décembre 1975 la voie suivie par l'Egypte pour aboutir à une paix séparée. Il est singulier, toutefois, que ce désaccord ait pris fin le 25 octobre 1976 lorsque les intérêts des trois pays arabes les ont amenés à endiguer les forces nationalistes palestiniennes et libanaises au Liban. La décision du Président Assad de pardonner à Sadate d'avoir conclu une paix séparée s'est concrétisée dans un communiqué conjoint (18 décembre 1976) qui demandait la convocation d'une conférence à Genève en mars 1977 au plus tard.

4. La quatrième phase couvre l'interlude Carter, c'est-à-dire la campagne de neuf mois menée par le Président des Etats-Unis en faveur de la convocation d'une conférence de Genève et de la réalisation d'un règlement global. Certains des conseillers les plus écoutés du Gouvernement Carter ont participé à la rédaction du rapport Brookings de 1975 qui préconisait une solution globale fondée sur le retrait d'Israël et l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple palestinien. L'approche suivie par Carter de janvier à novembre 1977 était fondée sur les principaux éléments du rapport Brookings, lorsque Anouar Sadate s'est rendu à Jérusalem et a fait dévier les projets de Genève vers Camp David. Lors d'une conférence de presse en septembre, Carter a déclaré qu'il ne saurait y avoir de règlement au Moyen-Orient tant que les Palestiniens ne seraient pas représentés de manière adéquate à Genève et il a fait observer que l'OLP représentait une proportion très importante du peuple palestinien.

L'offensive menée en 1977 par le Président Carter a atteint son point culminant le 1er octobre 1977 lors de la publication du communiqué conjoint des Etats-Unis et de l'URSS demandant que la question fasse l'objet d'un règlement global à Genève. La mention des "droits légitimes" du peuple palestinien et ses incidences en ce qui concerne une reprise du rôle soviétique ont suscité l'opposition du "lobby" israélien aux Etats-Unis, des forces politiques de la droite et des gouvernements de Menachem Begin et d'Anouar Sadate. Il n'a fallu que quatre jours pour que la déclaration du 1er octobre soit pratiquement réduite à néant. Le document de travail Dayan-Carter du 5 octobre 1977 a porté un coup décisif à la convocation éventuelle de la Conférence de Genève et la visite de Sadate à Jérusalem a anéanti tout espoir. L'interlude Carter a pris fin et les accords de Camp David ont été depuis lors au coeur de la scène diplomatique au Moyen-Orient.

5. Au cours de la cinquième phase qui va des accords de Camp David en 1978 à l'époque actuelle, on a pratiquement abandonné l'idée de convoquer une conférence internationale de la paix tandis que l'on s'est de plus en plus attaché à la

poursuite d'accords séparés sous les auspices des Etats-Unis. Cette phase est également caractérisée par la consolidation de l'alliance stratégique conclue entre les Etats-Unis et Israël; le feu vert a ainsi été donné à l'invasion du Liban par Israël.

Ni le Plan arabe (Plan Fahd) d'août 1981, ni le Plan Brezhnev d'octobre 1981 n'ont modifié la position des Etats-Unis à l'égard d'une solution internationale. Le Plan Fahd, appuyé par le Royaume-Uni et la France, envisageait un rôle pour le Conseil de sécurité de l'ONU. Le Plan Brezhnev préconisait la convocation d'une conférence internationale de la paix incluant les pays d'Europe occidentale, d'Afrique du Nord et d'Asie du Sud. Un an plus tard, les Etats-Unis ont proposé le Plan Reagan (1er septembre 1982) excluant à nouveau l'ONU, l'Union soviétique, la République arabe syrienne et l'OLP. Le Plan arabe de Fahd et le Plan de Brezhnev datés respectivement des 9 et 15 septembre 1982 prévoyaient un règlement qui serait garanti par le Conseil de sécurité ou les grandes puissances. Ni l'un ni l'autre n'a été appliqué.

Les Etats-Unis n'ont pas laissé la communauté internationale agir sur la base d'un consensus global bien établi et n'ont pu parvenir non plus à faire appliquer leurs propres solutions séparatistes et ont ainsi maintenu la paralysie diplomatique qu'ils avaient eux-mêmes provoquée.

L'opposition des Etats-Unis à un règlement global sous les auspices de l'ONU demeure inchangée alors que la Jordanie et l'OLP semblent avoir rempli les conditions américaines de règlement. La première réaction du Secrétaire d'Etat, M. Shultz, à l'accord d'Amman du 11 février 1985 a été de se demander s'il déboucherait sur des entretiens directs entre Israël et une délégation jordano-palestinienne et si les Arabes insisteraient pour obtenir la convocation d'une grande conférence internationale.

Voyons quel serait le statut d'une conférence internationale dans le cadre du plan d'Amman. Le titre I de l'accord-cadre stipule que les négociations se dérouleront sous l'égide d'une conférence internationale avec la participation des cinq Membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et de toutes les autres parties au conflit, y compris l'OLP, le seul représentant légitime du peuple palestinien.

La Jordanie et l'OLP ne s'attendent certainement pas à un revirement soudain de la part de Washington et de Tel Aviv qui sont opposés de longue date à une solution internationale et ne changeront vraisemblablement pas d'avis. Toutefois, les éléments dont on dispose prouvent que l'engagement pris par la Jordanie et l'Egypte en faveur de la convocation d'une conférence internationale n'est pas réellement sérieux, mais vise plutôt à donner le change en ce qui concerne la tenue de négociations directes. Ni Hussein ni Mubarak ne veulent être accusés de jouer les Sadate. En outre, en raison du large consensus arabe, la proposition ne saurait manquer d'être mentionnée, même si elle n'est pas envisagée sérieusement.

Bien que le roi Hussein ait mis l'accent sur cette proposition dans sa déclaration liminaire lors de la dix-septième session du Conseil national palestinien en octobre dernier, le Ministre des affaires étrangères de la Jordanie a déclaré que tout en appuyant cette proposition, le Gouvernement jordanien n'avait aucune objection à ce que l'on réexamine à nouveau les dispositions du plan Reagan.

Le Ministre des affaires étrangères d'Egypte a dit par ailleurs qu'une conférence internationale ne constituait pas la seule instance pour la poursuite des négociations de paix et que la tenue d'une telle conférence n'était pas incompatible avec les accords de Camp David. Le Président Mubarak a déclaré dans sa proposition du 24 février 1985 qu'une conférence internationale pourrait être la dernière étape et consisterait en fait à approuver le règlement auquel on serait parvenu. Le roi Hussein s'est fait l'écho de ces propos lorsqu'il a dit : "Le cadre d'une conférence internationale nous permettrait de négocier."

Il n'est donc guère surprenant que Washington semble chercher une formule permettant de sauver les apparences qui inciterait la communauté internationale à ratifier en quelque sorte un accord qui pourrait être conclu dans le cadre de négociations directes entre Israël et la Jordanie, avec la participation des Palestiniens - procédure consistant pour le Secrétaire d'Etat, M. Shultz, à rechercher "un contexte international favorable".

Quant à l'inclusion éventuelle de l'Union soviétique dans un tel contexte, le Département d'Etat fixe maintenant des conditions qui sont impossibles à remplir. Elles sont notamment les suivantes :

1. Rétablir intégralement les relations diplomatiques avec Israël.
2. Cesser la propagande antisémite.
3. Améliorer les conditions d'existence des Juifs soviétiques et accorder un plus grand nombre de visas d'émigration.
4. L'Union soviétique devra exercer des pressions sur ses "clients" pour qu'ils réduisent les fournitures d'armes à la République islamique d'Iran.
5. L'Union soviétique devra cesser de fournir des armes aux factions libanaises.
6. L'Union soviétique devra cesser de faire obstacle aux initiatives visant à étendre le processus de paix dans la région.

Cette innovation surprenante dans la diplomatie des Etats-Unis au Moyen-Orient ne peut que retarder encore davantage tout progrès éventuel vers une solution durable. Elle aurait pour effet non seulement de rendre permanente l'exclusion de facto de l'Union soviétique du contexte diplomatique au Moyen-Orient mais aussi de préparer le terrain à un nouveau conflit.

Ce tour d'horizon montre bien que les entreprises diplomatiques des Etats-Unis - qu'il s'agisse du Plan Rogers, de la diplomatie des petits pas, de Camp David et du Plan Reagan - n'ont eu aucun résultat positif. Qui plus est, ces plans ont créé une façade diplomatique qui a permis à Israël de diviser, de conquérir des territoires et de méconnaître délibérément le consensus mondial. La mascarade diplomatique qui en résulte, connue sous l'euphémisme "processus de paix", a en fait relégué à l'arrière-plan la proposition relative à la convocation d'une conférence internationale de la paix. Ce n'est que lorsqu'on accordera l'importance voulue à cette proposition que l'espoir de parvenir à une paix juste et durable deviendra réel.

3. Le rôle central du droit dans la Conférence internationale
de la paix sur le Moyen-Orient

Par Mme Sally V. Mallison et M. W. Thomas Mallison*

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. Introduction	58
II. Les modes d'établissement du droit international	58
III. L'élaboration du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes par la communauté des Etats	60
A. Evolution historique	60
B. Les dispositions de la Charte des Nations Unies	60
1. Reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes	60
2. Limitations au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes .	62
C. Le développement du droit de la Charte	63
IV. Mise en oeuvre de l'autodétermination du peuple palestinien	65
A. Autodétermination selon le droit international	65
B. Reconnaissance des Palestiniens en tant que nation	66
C. Résolutions de l'Assemblée générale appliquant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes au peuple palestinien	67
D. Zone géographique à laquelle s'applique l'autodétermination palestinienne	67
V. Conditions nécessaires pour que la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient puisse instaurer la paix et la justice	68
Notes	71

* M. W. T. Mallison est professeur de droit et Directeur du Programme de droit international et comparé à l'Université George Washington, Washington, D.C. Mme S. V. Mallison est chargée de recherche dans le cadre de ce programme.

I. Introduction

Dans la résolution 38/58 C du 13 décembre 1983 relative à la question de Palestine 1/, l'Assemblée générale a pris acte avec satisfaction du Rapport de la Conférence internationale sur la question de Palestine 2/, tenue à Genève du 29 août au 7 septembre 1983, et a fait sienne la "Déclaration de Genève sur la Palestine", adoptée par consensus à cette conférence. Dans son allocution de clôture de la Conférence, sa Secrétaire générale, Mme Lucille Mair, a déclaré :

"A mon avis, le fait que ces deux documents contiennent un tel nombre de références à l'application du droit international constitue un autre jalon, inébranlable, vers le règlement d'une question dans laquelle le droit international a si longtemps été négligé."

La résolution 38/58 C de l'Assemblée générale va dans le même sens en mettant également l'accent sur le droit et la justice comme moyens de régler la question de Palestine. S'inspirant des recommandations de la Conférence internationale sur la question de Palestine, elle fait sienne l'idée de convoquer une Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient conformément, notamment, aux principes directeurs suivants :

a) La réalisation des droits légitimes inaliénables du peuple palestinien, y compris son droit au retour, son droit à l'autodétermination et son droit de créer son propre Etat indépendant en Palestine;

b) Le droit à l'existence de tous les Etats de la région, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues, dans la justice et la sécurité pour tous, ce qui présuppose, comme conditions sine qua non, la reconnaissance et la réalisation des droits légitimes inaliénables du peuple palestinien, tels qu'ils sont énoncés à l'alinéa a) ci-dessus.

Les principes directeurs définis par l'Assemblée générale se fondent sur la reconnaissance du rôle irremplaçable du droit pour assurer au maximum la justice et la sécurité tant aux Israéliens qu'aux Palestiniens. Etant donné l'érosion alarmante des valeurs humaines et matérielles imputable au recours à la force militaire en marge de l'ordre juridique mondial, le droit est certes la base d'une solution équitable, mais il offre aussi la seule solution concrète.

II. Les modes d'établissement du droit international

La coutume est le mode le plus ancien d'établissement du droit international, par rapport aux traités 3/. En 1625, lorsque Grotius écrivit son traité classique De Jure Belli ac Pacis, la coutume constituait pratiquement le seul mode d'établissement du droit international. Si les conventions ou traités sont créés par accord exprès des Etats, le droit coutumier repose sur un accord tacite. L'article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice ne vise qu'à énoncer les sources du droit appliquées par la Cour, mais beaucoup y voient une description des sources existant de façon générale en droit international. Le paragraphe 1 de

L'article énumère les traités, la coutume et les principes généraux comme sources principales. Il définit "la coutume internationale comme la preuve d'une pratique générale, acceptée comme étant le droit". Ce libellé soigneusement pesé ne requiert pas la preuve d'une pratique universelle. Historiquement, le processus coutumier d'établissement du droit montre que les règles considérées comme juridiquement établies se fondent sur l'assentiment d'une forte majorité d'Etats. Il n'est pas jugé nécessaire d'obtenir un assentiment universel. Les principes généraux sont définis comme "les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées". Ici, ce qui est requis n'est pas la conjonction d'une pratique étatique et de l'assentiment des Etats comme en droit coutumier, mais plutôt la conjugaison d'une explicitation ou d'une formulation par les Etats assortie d'un assentiment.

Bien qu'une grande partie du droit international soit fondée sur une pratique étatique préexistante, la communauté des Etats a juridiquement la capacité et le pouvoir de formuler des règles ou des principes de droit à l'occasion d'une conférence multilatérale, même en l'absence d'une pratique préexistante. La Charte des Nations Unies est un traité multilatéral par lequel des Etats ont créé l'Organisation des Nations Unies en tant que participant de fait distinct et sujet juridique de droit international 4/. Les principes énoncés dans la Charte ont force obligatoire pour tous les Etats qui l'ont acceptée en tant que traité et sont devenus Membres de l'Organisation. Les dispositions de la Charte sont applicables dans le cadre du processus décisionnel contemporain en droit international. Après la ratification et l'entrée en vigueur de la Charte, les Etats conservent leur compétence normative préexistante. Le Conseil de sécurité (dans le domaine exclusif de la paix et de la sécurité internationales) et l'Assemblée générale (en ce qui concerne un large éventail de sujets) sont les organes chargés de faciliter l'élaboration du droit. D'éminents auteurs spécialistes du droit international voient le fondement de la pratique étatique pour l'établissement du droit coutumier dans les actes collectifs des Etats comme dans leurs actes individuels 5/. L'Assemblée générale est la réunion des Etats de la communauté mondiale Membres de l'Organisation. Elle tient directement ses pouvoirs des Etats Membres qui ont une compétence juridique identique pour élaborer et formuler le droit international, que ce soit dans le cadre de l'Assemblée générale ou en dehors. L'avantage, au sein de l'Assemblée, est que cette activité peut s'exercer plus rapidement et plus efficacement que dans un cadre moins institutionnalisé. Dès les premières années d'existence de l'Organisation des Nations Unies, les Etats de la communauté mondiale se sont en fait servis de l'Assemblée générale comme d'un instrument permettant d'exprimer un consensus sur des questions majeures de droit international par des majorités largement supérieures aux deux tiers requis par la Charte pour les questions importantes. Le problème de la répartition précise de compétence entre les pouvoirs dérivés de la Charte et ceux conférés directement par les Etats Membres relève de la théorie juridique. Le point essentiel est que, faisant fond sur ces deux sources de compétence, la grande majorité des Etats Membres ont adopté cette pratique d'exprimer leur consensus sur des questions juridiques par l'intermédiaire de l'Assemblée générale. L'ampleur de l'utilisation et des citations des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité qui, par leurs termes, ont un effet normatif, indique suffisamment que les questions visées constituent pour le moins une preuve non négligeable de l'existence de règles ou de principes particuliers de droit international.

Certains affirment parfois à tort, en s'appuyant sur le mot "recommandations" figurant à l'Article 18 de la Charte, que l'Assemblée générale ne peut faire que des recommandations. Il faut néanmoins reconnaître que les résolutions de l'Assemblée générale sur des questions importantes, qui sont adoptées à une majorité au moins égale à celle des deux tiers, sont systématiquement répétées pendant un certain temps et ont un effet normatif, qu'elles se fondent sur les pouvoirs de l'Assemblée générale définis dans la Charte ou sur les pouvoirs normatifs existants de la communauté des Etats, ou encore sur les deux.

III. L'élaboration du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes par la communauté des Etats

Le pouvoir de la communauté des Etats d'élaborer des textes législatifs et de légiférer est illustré par l'exemple du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

A. Evolution historique

La pratique de l'autodétermination a précédé l'établissement juridique de ce droit. La révolution américaine, puis les révolutions latino-américaines dirigées contre le colonialisme européen sont à cet égard d'éminents exemples historiques. C'est le Président Woodrow Wilson qui, le premier, a défini l'autodétermination comme une norme à appliquer au règlement de la première guerre mondiale, en l'incluant dans ses 14 points. Le point XII est ainsi énoncé :

"... les autres nationalités / non turques, ce qui inclut le peuple palestinien / qui vivent actuellement sous le régime de cet Empire / ottoman / doivent ... jouir d'une sécurité certaine d'existence et pouvoir se développer sans obstacles; leur autonomie doit leur être donnée."

M. Kissinger a fait une description exacte de la situation telle qu'elle existait lors du règlement de paix :

"En 1919, ce n'est pas tant l'impact de la guerre que celui de la paix qui provoquera la désintégration de l'Empire austro-hongrois, car sa perennité sera devenue incompatible avec l'autodétermination nationale, principe légitimant du nouvel ordre international." 6/

La notion d'autodétermination est consacrée par les dispositions relatives aux Mandats dans le Pacte de la Société des Nations 7/. Tous les peuples qui furent placés sous Mandat de la Société des Nations ont exercé leur droit à disposer d'eux-mêmes, à l'exception des Palestiniens et des Namibiens (habitants du Sud-Ouest africain).

B. Les dispositions de la Charte des Nations Unies

1. Reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

La Charte des Nations Unies va au-delà du Pacte de la Société des Nations en reconnaissant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Un des principaux buts

des Nations Unies, défini à l'Article premier de la Charte, est le développement de relations amicales fondées sur le respect du "principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes...". Il importe de se rendre compte que, selon cette définition, l'égalité de droits et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sont l'apanage "des peuples". C'est là une différence majeure avec la théorie juridique largement admise auparavant selon laquelle le droit international ne confère de droits qu'aux Etats et aux gouvernements, non aux peuples.

Il est généralement et à juste titre reconnu que le Bill of Rights (les dix premiers amendements) de la Constitution des Etats-Unis consacrent un jugement de valeur fondamental qui se traduit par la confiance dans l'être humain et une défiance radicale envers les gouvernements. De même, la Charte des Nations Unies comprend certains jugements de valeur fondamentaux. L'un des plus importants, qui ressort tant de la lettre que de l'esprit de la Charte, est la foi dans la capacité et le droit des individus à décider politiquement de leur destin en exerçant leur droit à l'autodétermination. Le corollaire est un rejet du colonialisme, qu'il se manifeste par une contrainte non déguisée ou déguisée.

Les détracteurs du droit des autres peuples à disposer d'eux-mêmes soutiennent parfois que la Charte ne pose l'autodétermination que comme un principe, non un droit. Cette thèse n'est pas convaincante en raison de l'insistance répétée de la Charte sur cette notion et de la pratique suivie par la communauté mondiale pour l'appliquer. D'ailleurs, le texte français, minutieusement rédigé et qui fait foi au même titre que le texte anglais, parle "du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes..." 8/. En employant le mot "droit" pour traduire "self-determination", le texte français supprime toute ambiguïté. L'Article 55 de la Charte revient sur l'importance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le paragraphe b) de l'Article 73 relatif aux territoires dont les populations ne s'administrent pas elles-mêmes prévoit que les Membres des Nations Unies qui assument la responsabilité d'administrer ces territoires sont tenus :

"De développer leur capacité de s'administrer elles-mêmes, de tenir compte des aspirations politiques des populations et de les aider dans le développement progressif de leurs libres institutions politiques..."

Le Chapitre XII de la Charte (Articles 75 à 85) donne à l'Assemblée générale une autorité juridique générale sur le système international de tutelle. La Cour internationale de Justice a précisé ce point, à propos du cas particulier du Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain, dans son avis consultatif de 1950 sur le Statut international du Sud-Ouest africain :

"La Cour arrive à la conclusion que l'Assemblée générale des Nations Unies est fondée en droit à exercer les fonctions de surveillance qu'exerçait précédemment la Société des Nations en ce qui concerne l'administration du Territoire et que l'Union sud-africaine a l'obligation de se prêter à la surveillance de l'Assemblée générale et de lui soumettre des rapports annuels." 9/

Il s'ensuit que l'Assemblée générale détient une autorité générale sur les mandats institués en vertu du Pacte de la Société des Nations, y compris le pouvoir d'accorder l'autodétermination et d'y apporter des limitations.

2. Limitations au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Les Nations Unies soutiennent également la cause des droits de l'homme d'une manière excluant la discrimination, comme il ressort clairement de l'Article 55 de la Charte, qui dispose, aux paragraphes pertinents :

"En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, les Nations Unies favoriseront :

...

c. Le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion."

L'Article 56, par lequel tous les Membres s'engagent à réaliser les buts énoncés à l'Article 55, est considéré comme donnant aux dispositions de l'Article 55 valeur de droit. Dans la logique de ces dispositions de la Charte, l'Assemblée générale est invitée à fixer des normes fondamentales relatives aux droits de l'homme qui sont autant de limitations imposées aux Etats créés sous son autorité.

Ces impératifs juridiques sont spécifiés dans la résolution sur le partage de la Palestine - résolution 181 (II) de l'Assemblée générale, adoptée dans les règles le 29 novembre 1947 à la majorité des deux tiers, comme l'exige la Charte pour les questions importantes. Cette résolution prévoit un mode inhabituel d'autodétermination par la création de deux Etats indépendants en Palestine, dits "l'Etat juif" et "l'Etat arabe". Un régime international particulier est prévu pour la ville de Jérusalem, qui n'appartient à aucun des deux Etats. En raison de l'érosion généralisée des valeurs humaines et matérielles imputable à la terreur sioniste institutionnalisée et à la violence des représailles palestiniennes, il était urgent d'invoquer et d'appliquer les normes de la Charte relatives aux droits de l'homme. La résolution sur le partage comporte des dispositions relatives aux droits de l'homme qui limitent le pouvoir souverain de créer chacun des deux Etats en établissant un système réciproque de droits et d'obligations dans lequel l'exercice du droit de créer un Etat passe par l'obligation de garantir les droits de l'homme. Une des dispositions les plus importantes de la résolution sur le partage dans le domaine des droits de l'homme est l'Article 10, alinéa d) de la section B de la première partie, qui énonce :

"L'Assemblée constituante de chaque Etat élaborera une constitution démocratique pour cet Etat et choisira un gouvernement provisoire qui succédera au Conseil provisoire de gouvernement désigné par la Commission. Les constitutions des Etats devront comprendre les clauses énoncées aux chapitres premier et 2 de la Déclaration prévue à la section C ci-dessous et, entre autres, des dispositions :

...

d) Garantissant à toutes personnes, sans discrimination, des droits égaux en matière civile, politique, économique et religieuse et la jouissance

des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté de culte, de langue, de parole et de publication, d'instruction, de réunion et d'association."

Ces dispositions de sauvegarde des droits de l'homme sont explicites et aucune interprétation exacte de la résolution sur le partage ne saurait les ignorer. Elles ne sont pas surprenantes eu égard aux clauses protectrices des droits de l'homme de la Charte des Nations Unies. Outre les dispositions fondamentales de la Charte que constituent les Articles 55 et 56, le paragraphe 3 de l'Article 1 définit comme un des buts essentiels des Nations Unies le développement et l'encouragement du "respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion".

Pour ce qui est de l'Etat d'Israël, l'absence de constitution et l'existence des lois fondamentales sionistes contreviennent aux dispositions relatives aux droits de l'homme, tant de la Charte que de la résolution sur le partage. C'est ainsi que la Loi du retour ^{10/} autorise toute personne reconnue selon la loi israélienne comme membre du "peuple juif" (défini entre autres par des critères généalogiques) à immigrer et acquérir immédiatement la citoyenneté, mais dénie tout droit de retour à un réfugié palestinien né dans le pays.

De plus, la Charte comporte une autre limitation à l'autodétermination en ce qu'elle interdit de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre "l'intégrité territoriale" des Etats ^{11/}. Il ressort des travaux préparatoires que, dans le cadre du Comité chargé d'examiner le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce principe était considéré comme impliquant "pour les peuples, le droit de s'administrer eux-mêmes, mais non pas le droit de sécession" ^{12/}. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne saurait être interprété comme conférant à tout groupe qui estime avoir des caractéristiques nationales un droit général de sécession ^{13/}. Si la notion d'autodétermination avait été aussi mal interprétée, elle n'aurait pas reçu l'appui dont elle bénéficie actuellement de la part de la communauté des Etats ni la place prééminente qu'elle occupe dans la Charte.

C. Le développement du droit de la Charte

La résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, intitulée "Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux" marque un jalon dans le développement du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Aux deux premiers paragraphes de son dispositif, il est affirmé :

"1. La sujétion des peuples à une subjugation, à une domination et à une exploitation étrangères constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme, est contraire à la Charte des Nations Unies et compromet la cause de la paix et de la coopération mondiales.

2. Tous les peuples ont le droit de libre détermination; en vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel."

Lors du vote, cette résolution a obtenu 90 voix contre zéro, avec 9 abstentions. Eu égard à l'absence d'opposition, cette résolution est censée refléter le point

de vue juridique officiel de l'ensemble des pays alors Membres de l'Organisation des Nations Unies et, vu les progrès de l'application du principe depuis 1960, il va de soi que les membres actuels appuient sans réserve les vues exprimées dans la résolution de 1960. Les applications ultérieures du principe, tel qu'il est consacré dans la résolution 1514 (XV), à l'Algérie, à l'Angola, au Zimbabwe (Rhodésie) et ailleurs traduisent la conviction de l'Assemblée générale qu'il existe un droit des peuples à disposer d'eux-mêmes établi en droit 14/, et toutes les décisions prises par les Nations Unies depuis 1960 sont dans la ligne de cette pratique fondamentale.

La résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 24 octobre 1970, intitulée "Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies" développe plus avant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'autorité de cette résolution tient à quatre causes principales 15/. Tout d'abord, cette résolution se fonde sur la Charte, de sorte que les Etats nations sont tenus aux principes qu'elle énonce du fait de leur adhésion à la Charte. Deuxièmement, elle a été élaborée et adoptée par consensus et il ressort des débats qu'un certain nombre de gouvernements lui reconnaissent une valeur obligatoire en droit international, son adoption à l'unanimité lui donnant valeur de droit en vertu de l'article 31 1) c) du Statut de la Cour internationale de Justice relatif aux "principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées" ou en tant qu'"accord ultérieur intervenu entre les parties au sujet de l'interprétation du traité ou de l'application de ses dispositions", conformément à l'article 31 3) a) de la Convention de Vienne sur le droit des traités 16/. La troisième source d'autorité de la résolution 2625 (XXV) est qu'elle a été conçue comme une affirmation de droit, non comme une déclaration de principe ou d'aspirations. Le titre lui-même et le dernier paragraphe où il est dit que "les principes de la Charte qui sont inscrits dans la présente Déclaration constituent des principes fondamentaux du droit international" sont un autre indice de l'intention des Etats Membres de donner à cette résolution le caractère d'une déclaration contraignante de droit international.

La Déclaration vise un certain nombre de principes juridiques. Sous le titre "Le principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes", le premier paragraphe énonce :

"En vertu du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, principe consacré dans la Charte des Nations Unies, tous les peuples ont le droit de déterminer leur statut politique, en toute liberté et sans ingérence extérieure, et de poursuivre leur développement économique, social et culturel, et tout Etat a le devoir de respecter ce droit conformément aux dispositions de la Charte."

L'association entre l'"égalité de droits" et le "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", tant dans la Charte que dans la Déclaration, signifie que les peuples qui ne sont pas encore parvenus à l'autodétermination y sont habilités au même titre que ceux qui ont déjà exercé ce droit.

Il existe une quatrième cause importante qui établit l'autorité juridique prééminente, tant de la Déclaration de 1960 sur la décolonisation que de la Déclaration de 1970 sur le droit international et les relations amicales. Elle

tient à ce que leurs dispositions de fond relatives à la libre détermination et à l'indépendance sont appliquées dans la pratique des Etats. Cette pratique se manifeste par l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, qui a fait plus que tripler le nombre de ses membres. La pratique des Etats constitue précisément le fondement indispensable de l'élaboration du droit coutumier, observé pendant des siècles avant la création des Nations Unies 17/. Il est en conséquence probable que si la formulation juridique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne s'était pas développée au-delà de l'énoncé de la Charte, la pratique des Etats aurait fait de ce principe une doctrine de droit coutumier, sans aucune des résolutions de 1960 ou de 1970. En la présente occurrence, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est le droit à cause de la Charte, de l'explicitation de la Charte par les résolutions ultérieures, et du consentement et de la pratique des Etats qui en ont fait une composante du droit coutumier.

Les détracteurs du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes opposent couramment le droit de la Charte, y compris les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, au droit traditionnel en vigueur avant 1945 18/. Les résolutions de l'Assemblée générale concernant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui ont été adoptées par consensus ou à d'importantes majorités ont été particulièrement la cible des critiques qui leur reprochent leurs motivations politiques 19/. Une des principales faiblesses de cette argumentation est que le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a été élaboré et appliqué par précisément les modes d'acceptation et les pratiques caractéristiques de l'établissement des normes dans le droit traditionnel antérieur à 1945. L'établissement du droit coutumier international s'est toujours fondé sur le consensus politique d'une importante majorité des Etats. Comme l'a écrit le Pr Rosalyn Higgins : "Le droit international coutumier est donc peut-être la forme la plus 'politique' du droit international, celle qui reflète le consensus de la grande majorité des Etats" 20/. C'est une décision politique de ce type qui a permis d'abolir le trafic des esclaves au XIXe siècle.

IV. Mise en oeuvre de l'autodétermination du peuple palestinien

A. Autodétermination selon le droit international

Ceux qui critiquent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes tel qu'il est énoncé dans la Charte et dans les résolutions de 1960 et 1970 font remarquer que ces formulations sont imprécises et qu'il n'y a en particulier pas de définition précise du terme "eux-mêmes" qui s'applique à une nation pouvant prétendre à disposer d'elle-même. A ce sujet, le Pr Julius Stone a écrit :

"Si les références à l'autodétermination qui figurent dans la Charte et dans les déclarations de l'Assemblée générale ont vraiment établi un principe juridique (différent du principe politique), le critère juridique permettant de caractériser un peuple ayant droit de disposer de lui-même reste du domaine de la spéculation." 21/

Il semble que si le Pr Stone rencontre des difficultés, c'est parce qu'il confond les doctrines juridiques fondamentales de la Charte et les résolutions de 1960 et

1970 sur la décolonisation et l'autodétermination avec les instruments juridiques qui en découlent précisant l'identité des peuples concernés par l'autodétermination. Chercher des précisions dans les formulations générales constitutionnelles et chercher des précisions dans la constitution d'un Etat relèvent de la même erreur. Les principes généraux des doctrines constitutionnelles sont concrétisés par l'application qu'en font les lois et les tribunaux.

Avant d'appliquer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il faut d'abord répondre au moins à deux questions importantes. Non seulement, il faut déterminer quel est le "peuple" auquel s'applique le terme "eux-mêmes", mais il faut aussi décider ce qu'est le territoire sur lequel le droit à l'autodétermination doit s'exercer.

B. Reconnaissance des Palestiniens en tant que nation

Le mandat de la Société des Nations pour la Palestine du 24 juillet 1922 22/ considérait la Palestine comme une entité nationale qui devait être amenée à l'indépendance en bloc. La disposition concernant l'établissement d'un foyer national pour le peuple juif ne change en rien les bases juridiques du mandat 23/. Pendant toute la durée du mandat, le Gouvernement britannique a reconnu que les Palestiniens formaient un peuple distinct de celui constitué par les immigrants européens sionistes car il a négocié avec leurs dirigeants et publié, à la demande des Palestiniens, le Livre blanc de 1939 qui limitait l'immigration sioniste. L'Organisation des Nations Unies, dans les dispositions de la résolution sur le partage de la Palestine du 29 novembre 1947 autorisant les Palestiniens à y établir "l'Etat arabe" a, une nouvelle fois, reconnu de jure leur statut de peuple ayant des droits nationaux. De 1947, année de la résolution, jusqu'en 1969, les Nations Unies se sont occupées des Palestiniens en tant qu'individus réduits au rôle de facto de réfugiés ou de victimes de guerre. Les actions des Nations Unies visaient à faire appliquer, individuellement, le droit au retour des Palestiniens et à faire respecter les droits de l'homme fondamentaux des victimes de guerre selon le droit humanitaire des conflits armés. Le droit individuel au retour, établi de longue date en droit coutumier 24/ a été reconnu comme étant applicable aux Palestiniens par la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale du 11 décembre 1948 et réaffirmé à maintes reprises dans les résolutions ultérieures sur la question. Il n'y a eu néanmoins que très peu de Palestiniens qui ont été autorisés à exercer ce droit.

En 1969, l'Assemblée générale a de nouveau reconnu les Palestiniens en tant que peuple formant une entité dotée des droits énoncés dans la Charte des Nations Unies. Dans le premier alinéa du préambule de sa résolution 2535 B (XXIV) du 10 décembre 1969, l'Assemblée générale reconnaît que "le problème des réfugiés arabes de Palestine provient du fait que leurs droits inaliénables tels qu'ils sont énoncés dans la Charte et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, leur sont déniés...". Dans le paragraphe 1 du dispositif, elle réaffirme les droits inaliénables du peuple de Palestine, lui donnant à nouveau le statut de peuple formant une entité nationale, ce qui a été constamment réaffirmé dans les résolutions ultérieures traitant de ce sujet.

C. Résolutions de l'Assemblée générale appliquant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes au peuple palestinien

La première reconnaissance directe par l'Assemblée générale du droit national du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'indépendance se trouve dans la disposition du Plan de partage de la Palestine autorisant l'établissement de "l'Etat arabe". Une seconde reconnaissance vient de la résolution 2649 (XXV) du 30 novembre 1970 dans laquelle l'Assemblée générale se déclare préoccupée par le fait que de nombreux peuples se voient encore refuser le droit à l'autodétermination en raison d'une domination étrangère puis condamne les gouvernements qui "refusent le droit à l'autodétermination aux peuples auxquels on a reconnu ce droit, notamment les peuples d'Afrique australe et de Palestine". Cette importante résolution signifie, du point de vue juridique, que les résolutions antérieures établissant le droit fondamental à l'autodétermination, c'est-à-dire les résolutions 1514 (XV) et 2624 (XXV) examinées plus haut, sont applicables en l'espèce au peuple palestinien.

Les nombreuses résolutions ultérieures de l'Assemblée générale sur le sujet qui ont été adoptées à des majorités écrasantes, réaffirment le droit national des Palestiniens à l'autodétermination et confirment donc la faculté d'exercer le droit consacré par le mandat de la Société des Nations pour la Palestine et par la résolution sur le partage de la Palestine.

La résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale du 22 novembre 1974 réaffirme le droit au retour reconnu par le droit coutumier. Cette résolution est aussi primordiale en ce sens qu'elle réaffirme aussi le droit du peuple palestinien à l'autodétermination énoncé antérieurement et rappelé fréquemment par la suite. Le cinquième alinéa de son préambule reconnaît que "le peuple palestinien doit jouir du droit à l'autodétermination conformément à la Charte des Nations Unies". Le paragraphe 1 du dispositif dispose que l'Assemblée générale :

"Réaffirme les droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine, y compris :

- a) Le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure;
- b) Le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationales."

Le paragraphe 5 du dispositif indique comment ces droits peuvent être recouverts. On y précise que l'Assemblée générale :

"Reconnaît en outre le droit du peuple palestinien de recouvrer ses droits par tous les moyens conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies."

D. Zone géographique à laquelle s'applique l'autodétermination palestinienne

Les seules frontières légales que l'Etat d'Israël aient jamais eues sont celles décrites dans la résolution sur le partage de la Palestine pour délimiter l'"Etat juif". A la suite des conventions d'armistice de 1949, qui ne fixaient

pas de frontière légale à l'Etat d'Israël, le territoire de cet Etat était délimité par des frontières de fait jusqu'en juin 1967. La résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967 énonce dans le paragraphe 1 du dispositif le principe du "retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit". Puisqu'on n'y parle pas du retrait de ces forces des territoires situés au-delà des frontières définies par la résolution sur le partage occupés alors par Israël, cette résolution équivaut à une reconnaissance des frontières d'avant juin 1967. Le paragraphe 1 du dispositif mentionne, par ailleurs, le principe de "l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues". Selon lord Caradon, le principal auteur de la résolution 242, le principe qui domine cette résolution est celui de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force et plus précisément que le retrait d'Israël des territoires palestiniens et arabes doit se faire jusqu'aux frontières d'avant juin 1967 sous réserve de légères rectifications qui seront décidées de préférence par une commission impartiale chargée de fixer les frontières 25/.

Il est évident que les droits de deux nations différentes à disposer d'elles-mêmes ne peuvent s'exercer simultanément sur le même territoire. Puisque la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale a établi le principe de l'existence de deux Etats dans la région et que les résolutions ultérieures ne se sont pas écartées de cette notion, il n'est manifestement pas dans l'intention de l'Assemblée générale d'autoriser l'autodétermination palestinienne à l'intérieur de l'Etat d'Israël. La résolution 3236 (XXIX) cadre avec cette optique et ne remet pas en cause les frontières légales de l'Etat d'Israël. Le droit du peuple palestinien à disposer de lui-même doit être exercé "en Palestine" hors des frontières d'avant 1967 de l'Etat d'Israël.

V. Conditions nécessaires pour que la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient puisse instaurer la paix et la justice

Il existe deux conditions préalables au succès de la Conférence de la paix : le respect du droit international et des moyens efficaces pour le sanctionner.

L'établissement de l'ordre public est un devoir à la base de tout système juridique, qu'il soit national ou international. L'ordre public national exige que la communauté combatte efficacement les manifestations de violence des particuliers. Par analogie, l'ordre légal international exige que la communauté puisse réellement empêcher des agresseurs éventuels d'avoir recours à la violence et à la contrainte. Le Secrétaire général de l'ONU a écrit en 1982 :

"L'objectif le plus urgent est de réhabiliter le principe d'une action collective pour la paix et la sécurité, qui figure dans la Charte, afin que l'ONU soit mieux à même de s'acquitter de sa tâche essentielle." 26/

L'ordre juridique mondial doit, pour le moins, protéger les peuples et les Etats de toute contrainte et agression. C'est ce que préconise la Charte des Nations Unies en exigeant que les différends internationaux soient réglés par des moyens pacifiques 27/ et en interdisant de "recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat,

soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies" 28/. La Charte contient également une disposition supplémentaire qui autorise l'emploi de la force seulement en cas de légitime défense 29/. Il est clair que les Palestiniens qui ont été les victimes de la terreur organisée des sionistes depuis l'époque de la Déclaration Balfour et qui sont les victimes de la terreur érigée en institution d'Etat du Gouvernement israélien depuis 1948 n'ont tiré aucun avantage de l'ordre juridique des Nations Unies. De la même manière, les Israéliens qui ont été les victimes des violences par lesquelles ont réagi les Palestiniens n'ont aucunement bénéficié de la protection du système 30/. Le respect de l'ordre juridique ferait naître immédiatement un nouvel espoir en Israël même chez les patriotes israéliens éclairés qui ont demandé avec insistance à leur gouvernement de participer à un règlement pacifique fondé sur le droit et la justice 31/. Régler le problème palestinien donne à la communauté internationale agissant par l'intermédiaire des Nations Unies l'occasion unique d'assurer aux Palestiniens comme aux Israéliens leur sécurité individuelle et nationale. A notre époque où l'on fabrique des armes de destruction massive, si l'ordre juridique n'est pas instauré, on risque d'assister à une montée du terrorisme d'Etat et de groupes faisant des victimes parmi les civils, de voir se multiplier les conflits armés destructeurs au Moyen-Orient 32/ et même de voir grandir la menace d'une conflagration qui détruirait le monde entier.

Il est indispensable d'instituer des sanctions pour faire appliquer les décisions prises par la communauté internationale avec l'assentiment de tous à propos de la Palestine par l'intermédiaire des organismes compétents des Nations Unies. Aucune communauté organisée, nationale ou internationale, ne peut instaurer un ordre juridique si elle n'a ni les moyens ni la volonté d'utiliser la force et la contrainte nécessaires pour y parvenir. L'essentiel est que la contrainte soit exercée par le truchement d'une communauté consciente de ses responsabilités et non pas par un Etat militariste et expansionniste. J. W. Fulbright avait visé juste quand il écrivait "La distinction principale n'est pas entre contrainte et acceptation volontaire mais entre l'usage de la force dans les conditions requises par la loi ... et la contrainte arbitraire du fort sur le faible" 33/.

Comme argument contre l'instauration recommandée de sanctions efficaces, on pourra avancer celui qu'a souvent présenté le Gouvernement des Etats-Unis, lequel est opposé à tout "règlement imposé". Il faut prendre cet argument à la fois dans son sens explicite et dans son sens implicite. Il signifie clairement qu'on s'élève contre un règlement imposé par la communauté internationale dans les formes légales, mais il sous-entend bien que l'on ferme les yeux devant le règlement imposé actuellement par l'appareil militaire du Gouvernement israélien, armé et soutenu par les Etats-Unis. Dans cette optique, les appels répétés du Gouvernement des Etats-Unis pour la tenue de négociations directes et assorties d'aucune condition préalable doivent être considérés avec une bonne dose de scepticisme. Il est intéressant de noter que les Etats-Unis ne soutiennent cette position que pour le conflit israélo-palestinien. Ils oublient le règlement qui a été imposé avec le plus grand succès au Japon dans les années qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale. Ils omettent également de mentionner le règlement imposé en Europe à la fin de cette même guerre. Enfin, on ne peut continuer de citer des règlements historiques sans parler de la paix imposée à la France au Congrès de Vienne en 1815 34/. La justice n'en était pas absente

puisque le règlement qui prévoyait, entre autres, la protection des intérêts nationaux légitimes de la France a été moins contraignant qu'il n'aurait pu être. Justice et contrainte doivent toujours figurer dans les règlements pacifiques, et à une justice moindre doit correspondre une contrainte plus forte. Dans l'arrangement militaire imposé actuellement à la Palestine, l'absence d'une justice élémentaire provoque le recours croissant et largement répandu à la contrainte.

Le droit des Palestiniens à l'autodétermination est fermement établi en droit. Fait révélateur, le Gouvernement des Etats-Unis, malgré son opposition politique actuelle au consensus juridique international, a appuyé et reconnu par deux fois le droit des Palestiniens. Bien que ne faisant pas partie de la Société des Nations, les Etats-Unis ont approuvé le texte du mandat sur la Palestine dans la Convention anglo-américaine sur la Palestine de 1924 ^{35/} qui reprenait le texte du mandat. La deuxième reconnaissance a eu lieu quand sous la direction des Etats-Unis, la résolution sur le partage de la Palestine a été adoptée reconnaissant le droit des Palestiniens à l'autodétermination. La tâche première de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient est d'assurer la réalisation du droit juridiquement établi du peuple palestinien à l'autodétermination.

La Conférence internationale des Nations Unies sur la question de Palestine qui s'est tenue à Genève en 1983 ^{36/} a fait la preuve du consensus qui existe en droit dans la communauté internationale. Malgré les efforts acharnés déployés par l'Etat d'Israël et les Etats-Unis pour s'opposer à la Conférence, 137 Etats y ont participé (20 en tant qu'observateurs) de même que les principaux mouvements de libération nationale et d'importantes organisations non gouvernementales. Quand le principe de la Déclaration de Genève sur la Palestine ^{37/} faite à l'issue de cette conférence sera appliqué, on sera à même de promouvoir les intérêts nationaux authentiques des Israéliens comme des Palestiniens.

Lorsque la légalité sera instaurée et respectée, rien ne portera atteinte aux droits nationaux des Israéliens, notamment à leur droit à l'autodétermination, à l'indépendance nationale, et notamment aux résolutions pertinentes des Nations Unies ^{38/}. Or parmi les droits des Israéliens ne figurent pas, entre autres, celui de dénier l'autodétermination et l'indépendance au peuple palestinien ni celui, prétendu, de fixer les frontières israéliennes par la conquête militaire et les annexions illégales. Des droits et limitations analogues s'appliqueront à l'Etat palestinien. Autoriser deux Etats implique nécessairement que chacun ne peut exercer ses droits nationaux que dans la mesure où il ne porte pas atteinte aux droits nationaux de l'autre.

On ne pourra régler le problème palestinien tant qu'on n'appliquera pas des sanctions efficaces. Tout laisse à penser que l'imposition de sanctions économiques contre Israël pourrait réussir puisque ce pays connaît une crise économique persistante due en grande partie à la militarisation de la politique étrangère et de la société. Au cas peu probable où ces sanctions échoueraient, la Charte des Nations Unies permet de recourir à des sanctions militaires. On peut recourir également à ces sanctions pour assurer que l'Etat palestinien respecte la légalité.

Il importe de rappeler que des sanctions doivent être conçues et appliquées selon un processus global, débutant par des mesures de persuasion et continuant par des mesures de contrainte de plus en plus rigoureuses, plutôt que sous la forme d'un certain nombre de démarches isolées et indépendantes 39/. Le pouvoir d'appliquer des sanctions relève en premier lieu du Conseil de sécurité 40/; or son action peut être bloquée par le veto d'un seul membre permanent 41/. Tant que le Conseil de sécurité ne remplira, à l'égard d'un différend ou d'une situation quelconque, les fonctions qui lui sont attribuées par la Charte, l'Assemblée générale ne peut pas agir. Par contre, elle peut le faire quand le Conseil est bloqué par le vote négatif d'une grande puissance sur une question essentielle 42/.

Le Gouvernement des Etats-Unis devrait être amené de préférence rapidement à soutenir de nouveau les principes et les actions en faveur de l'autodétermination de tous les groupes nationaux juridiquement habilités à ce faire, notamment de celle du peuple palestinien, quand il verra que les autres Etats Membres des Nations Unies n'hésitent pas à prendre l'initiative dans la recherche d'un règlement pacifique en droit 43/. Si la participation des Etats-Unis à une action coercitive est acquise, comme l'avait été celle du Président Eisenhower en 1957, il sera possible d'assurer la réalisation du droit du peuple palestinien à un Etat souverain qui lui est propre et d'apporter la paix et la justice aux Palestiniens comme aux Israéliens.

Notes

1/ Il a été procédé à un vote enregistré sur cette résolution et les résultats du vote ont été les suivants : 124 voix pour, 4 voix contre (Australie, Canada, Israël et Etats-Unis), avec 15 abstentions.

2/ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.83.I.21.

3/ La présente section se fonde sur l'ouvrage de W. T. Mallison et S. V. Mallison : The Palestine Problem in International Law and World Order, chapitre 3 (Londres, Longman Group, 1985).

4/ Avis consultatif sur la Réparation des dommages subis au service des Nations Unies, (C.I.J. Recueil (1949), 174.

5/ R. Higgins, The Development of International Law Through the Political Organs of the United Nations 2 (1963). Voir aussi la très remarquable opinion dissidente du juge Tanaka dans les ouvrages intitulés Ethiopie contre Afrique du Sud et Libéria contre Afrique du Sud, (1966) C.I.J. Recueil, 248, p. 291 et 293.

6/ H. A. Kissinger, A World Restored: Metternich, Castlereagh and the Problems of Peace, 1812-1822, p. 145 (Sentry, éd., sans date); traduit en français sous le titre : Le chemin de la paix (Denoël), p. 187.

7/ Article 22 1).

8/ Article 1 2).

9/ Avis consultatif du 11 juillet 1950, CIJ Recueil 1950, 128, p. 137. Voir aussi CIJ Recueil 1955, 67, p. 76, et CIJ Recueil 1971, 16, p. 43.

10/ 4 Israel Laws (traduction autorisée) 144 (1950), texte modifié.

11/ Article 2 4).

12/ 6 Document de la Conférence des Nations Unies pour l'Organisation internationale, 298, procès-verbal sommaire de la 6ème séance du Comité I/1, document 343 I/1/16 (15 mai 1945).

13/ Voir J. A. Perkins, The Prudent Peace: Law as Foreign Policy 75 (1981).

14/ Résolution 1573 (XV) de l'Assemblée générale sur la question algérienne; résolution 1603 (XV) de l'Assemblée générale sur la situation en Angola; résolution 1747 (XVI) de l'Assemblée générale sur la question du Zimbabwe (Rhodésie).

15/ Les trois premières de ces causes sont énoncées dans l'ouvrage de référence 13 ci-dessus, p. 66.

16/ Document des Nations Unies A/CONF.39/27, 8 Int'l Legal Mats. 679 (1969).

17/ Dans la célèbre affaire The Paquete Habana, 175 U.S. 677 (1900), la Cour suprême des Etats-Unis a fondé ses conclusions concernant l'immunité de capture des navires de pêche côtiers sur le consensus de la communauté des Etats tel qu'il ressort de la pratique suivie depuis l'époque d'Henry IV.

18/ La doctrine sioniste dénie tout caractère juridique au principe d'autodétermination. Voir par exemple Blum, "Reflections on the Changing Concept of Self-Determination", 10 Israel L. Rev. 509 (1975) qui affirme p. 511 :

"En conséquence, toute tentative tendant à transformer l'autodétermination en un droit juridiquement reconnu revient à tenter de légitimer une révolution et à l'absorber dans le système juridique existant."

Voir aussi M. Pomerance, Self-Determination in Law and Practice: The New Doctrine in the United Nations, passim (1982).

19/ Voir par exemple J. Stone, Israel and Palestine: Assault on the Law of Nations, passim (1981).

20/ Higgins, note 5 supra, p. 1.

21/ "Hopes and Loopholes in the 1979 Definition of Aggression", 71 Am. J. Int'l L., p. 224, 235 (1977).

22/ Le texte du mandat du 24 juillet 1922 figure dans le rapport à l'Assemblée générale de la Commission spéciale d'enquête pour la Palestine, Documents officiels de la deuxième session de l'Assemblée générale, Supplément No 11, p. 61 à 74. Document des Nations Unies A/364/Add.1 (9 septembre 1947).

23/ "The Churchill White Paper" du 1er juillet 1922, Cmd. 1700, dans la série de documents présentés à l'Assemblée générale des Nations Unies relatifs à l'établissement d'un foyer national pour le peuple juif. Agence juive pour la Palestine (Tulin, Éd. 1947).

24/ Supra, note 3, chap. 4.

25/ Lord Caradon, dans Caradon, Goldberg, El-Zayyat and Eban, U.N. Security Council Resolution 242, p. 1 à 13 (Georgetown University, 1981). En ce qui concerne les pouvoirs du Conseil de sécurité, voir J. Crawford, The Creation of States in International Law, p. 328 et 329 (1979).

26/ J. Pérez de Cuéllar, Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, par. 6 (1982).

27/ Article 2, paragraphe 3.

28/ Article 2, paragraphe 4.

29/ Article 51.

30/ La terreur israélienne érigée au rang de politique d'Etat et la réaction qu'elle a suscitée chez les Palestiniens sont analysées dans Hirst, The Gun and the Clive Branch: The Roots of Violence in the Middle East, passim (1977). Un ouvrage qui fait autorité en matière de terrorisme d'Etat est celui de L. Rokach, Israel's Sacred Terrorism: A Study Based on Moshe Sharett's Personal Diary and Other Documents (Association of Arab-American University Graduates, 1980).

31/ Voir par exemple The Other Israel (Newsletter of the Israeli Council for Israeli-Palestinian Peace, P.O. Box 956, Tel-Aviv, Israel, 61008).

32/ Une analyse juridique de l'attaque-invasion de 1982 au Liban et du rôle du Gouvernement des Etats-Unis figure dans S. V. Mallison et W. T. Mallison, Armed Conflict in Lebanon, 1982: Humanitarian Law in a Real World Setting (American Educational Trust, Washington, D.C., 2nd ed., 1985).

33/ The Crippled Giant, 108 (Vintage Books, 1972).

34/ Supra, note 6, passim.

35/ 44 U.S. Stat. 2184 (1924).

36/ Supra, note 2, et texte qui l'accompagne.

37/ Voir l'appendice.

38/ M. H. Heller, A Palestinian State: The Implications for Israel (Harvard, 1983). La thèse de cet ouvrage (préparé sous les auspices du Center for Strategic Studies of Tel Aviv University) est que, en supposant qu'il est de l'intérêt des Israéliens d'assurer la paix et la sécurité, c'est la création d'un Etat palestinien qui servira cet intérêt mieux que n'importe quelle autre solution.

39/ Les performances passées et le potentiel actuel de sanctions de cet ordre instituées par la communauté internationale sont analysés dans M. S. McDougal et F. P. Feliciano, Law and Minimum World Public Order, chap. 4 (1961).

40/ Charte des Nations Unies, Chap. 7 (Art. 39 à 51).

41/ Idem, Art. 27, par. 3.

42/ Idem, Art. 12, par. 1.

43/ S. P. Tillman, dans son ouvrage intitulé The United States in the Middle East: Interests and Obstacles (1982), démontre que les intérêts nationaux américains reposent sur un règlement pacifique en droit.

4. Allocution de M. Igor Petrovitch Belyaev, membre du Comité soviétique de solidarité avec les peuples d'Afrique et d'Asie et correspondant de la revue Literaturnaya Gazeta, spécialisé dans les affaires du Moyen-Orient

Il n'est guère étonnant que notre discussion porte sur les problèmes du Moyen-Orient : il faut dire que trois guerres se déroulent simultanément dans une région qui n'avait jamais rien connu de tel dans l'après-guerre.

Il y a d'abord la guerre menée par Israël contre les Libanais et les Palestiniens au Liban, pays d'où l'armée israélienne refuse de se retirer. Par ailleurs, on ne saurait qualifier de durable le calme qui règne le long des frontières des autres pays arabes jouxtant Israël - la Jordanie, l'Egypte, et la République arabe syrienne. Il est vrai qu'actuellement il n'y a pas d'hostilités sur le terrain. Mais, de nombreux observateurs politiques, dont certains ont du crédit à l'Organisation des Nations Unies, continuent de souligner le caractère explosif de la situation. J'irais même jusqu'à dire que la menace d'une nouvelle guerre pèse à présent en permanence sur la région!

Depuis bientôt cinq ans la République islamique d'Iran et d'Iraq sont en guerre, et ce conflit déstabilise gravement la région du golfe Persique. La troisième guerre est celle dont est victime l'Afghanistan.

Est-il besoin de souligner que trois guerres faisant simultanément rage au Proche et au Moyen-Orient mettent gravement en danger la paix et la sécurité de tous les pays et les peuples? Il ne faut pas oublier que par deux fois - à cause des conflits qui embrasèrent le Moyen-Orient en 1967 et en 1973 - le monde s'est trouvé au bord du gouffre; un conflit mondial aurait pu éclater. Dans les années qui suivirent, par leurs agissements dans la région les Etats-Unis et Israël ont plus d'une fois failli précipiter le monde dans un tel conflit. Poursuivons notre réflexion : trois guerres au Proche et au Moyen-Orient constituent une menace directe et grave pour l'Occident (les Etats-Unis d'Amérique, les pays d'Europe occidentale et le Japon) qui a besoin du pétrole iranien et arabe.

L'Union soviétique a, elle aussi, des intérêts vitaux au Moyen-Orient. En juin 1982, au début de l'invasion du Liban par Israël, le Gouvernement soviétique a adressé cette mise en garde à Israël :

"Ceux qui sont actuellement responsables de la politique israélienne ne devraient pas oublier que le Moyen-Orient est une région située à proximité des frontières méridionales de l'Union soviétique et que les événements qui s'y déroulent ne peuvent que toucher les intérêts de l'URSS. C'est là un avertissement que nous lançons à Israël."

Quels sont ces intérêts? Il est d'abord vital que le Moyen-Orient devienne une zone de paix. En quoi cela est-il important pour l'Union soviétique? Pour répondre convenablement à cette question, il convient de rappeler que s'il y a une chose à laquelle les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale tiennent particulièrement, c'est le maintien de l'ordre à proximité de leurs frontières. Ils n'y tolèrent aucune activité subversive; cela est tout à fait compréhensible, mais ne saurait justifier la politique de terreur suivie par les Etats-Unis

vis-à-vis de Cuba, du Nicaragua et d'autres pays. En un mot les guerres du Moyen-Orient touchent de près notre sécurité.

L'Union soviétique ne voudrait pas que les pays du Moyen-Orient soient entraînés dans la course aux armements, et servent de base à des missiles de moyenne portée. De nombreux faits attestent que, sous la pression des Etats-Unis, certains pays de la région semblent prêts à accepter l'installation de missiles Pershing et Cruise sur leur territoire. C'est surtout en Israël et en Turquie qu'il en est question. Les autres pays de la région devraient méditer longuement sur les desseins des Etats-Unis à cet égard et se demander contre qui sont dirigés les missiles américains et en particulier ceux installés à Comiso (Sicile) car, de toute évidence, ces missiles visent l'Union soviétique et les pays arabes.

Un événement important s'est produit récemment au Moyen-Orient. Je veux parler du retrait forcé des troupes d'occupation israéliennes du Liban. Il y a certes beaucoup à dire sur la prétendue "zone de sécurité" le long de la frontière méridionale de ce pays arabe. Sous prétexte qu'il est vital de conserver la possibilité de faire régner "le calme" le long de la frontière israélo-libanaise (un calme que pourtant rien n'était venu perturber avant le 6 janvier 1982!), Israël veut s'approprier coûte que coûte une partie du Liban ou s'arroger le droit "de retourner" dans ce pays quand bon lui semble. Je présume que les généraux et les hommes politiques israéliens persistent à vouloir résoudre les problèmes israélo-arabes par la force des armes au mépris des intérêts des Etats arabes voisins, des normes du droit international, ainsi que des règles universelles qui régissent les relations entre les pays et les peuples. L'action d'Israël au Liban ne saurait être, en effet, considérée comme conforme au droit. Elle a été illégale dès le commencement.

Nous avons assisté à l'effondrement de la conception selon laquelle Israël est "toujours victorieux" et ses offensives contre les Arabes sont toujours foudroyantes. La preuve en est que l'invasion du Liban a donné lieu à la "plus longue guerre jamais menée par Israël", une guerre qui s'est soldée par la disparition de Begin de la scène politique, la réprobation générale de la ligne suivie par Sharon et le retrait des Marines américains et des troupes des principales puissances de l'OTAN (France, Italie et Royaume-Uni) de ce pays arabe.

Quels sont les enseignements de la "plus longue guerre" israélienne. Il y a tout d'abord les souffrances et les pertes sur le front, puis le fait qu'Israël est confronté à la crise économique la plus aiguë de son histoire, une crise que six guerres israélo-arabes ont portée à ses extrêmes limites, toutes choses qui obligeront les généraux et les hommes politiques israéliens à peser soigneusement le pour et le contre avant de se lancer dans une nouvelle guerre contre les Arabes. Il y a actuellement en Israël d'importantes forces politiques opposées à la guerre, et parmi ces forces les partisans d'un règlement négocié de la question du Moyen-Orient sont aujourd'hui plus nombreux. Malheureusement, Israël ne dispose pas d'un homme de la stature de de Gaulle, capable d'assurer l'entière responsabilité d'un règlement véritablement juste des problèmes israélo-arabes, et en premier lieu du problème palestinien, et de l'instauration d'une paix durable au Moyen-Orient. Comment pourrait-il en être autrement alors que des politiciens aventuristes tels que Shamir et Sharon ont un rôle décisif dans le pays? On a l'impression que la question d'un règlement au Moyen-Orient est abordée ici selon

une conception surannée datant de l'époque où la guerre était considérée comme une bénédiction et où l'on ne faisait aucun cas de la justice, de l'époque où le vainqueur dictait toujours ses conditions au vaincu; or, en l'occurrence, selon le raisonnement mécanique de Perez et de Shamir, Israël demeure le vainqueur. Mais les réalités politiques de la région ont de toute évidence changé. Penser que l'on peut résoudre la question du Moyen-Orient au moyen d'une série d'accords séparés qui ne profitent qu'à Israël et aux Etats-Unis conformément aux principes arrêtés à Camp David, c'est souscrire à une conception politique erronée qui ne correspond pas aux réalités militaires et politiques issues de la défaite de l'armée israélienne au Liban.

Les événements auxquels nous avons assisté ces derniers mois nous permettent d'aller au fond des choses : les Etats-Unis et Israël s'emploient actuellement, avec l'aide de certains dirigeants arabes, à relancer les Accords de Camp David. Refusant de s'engager dans une action collective, ils veulent tout ramener à des accords séparés qui se feraient au détriment des Palestiniens et des Arabes et dont Israël et les Etats-Unis seraient les seuls bénéficiaires, au mépris des intérêts de toutes les parties concernées que ce soit directement ou indirectement.

A la suite de l'accord d'Amman du 11 février 1985, qui a permis de convenir des actions communes devant être menées par la Jordanie et les dirigeants actuels de l'OLP, différents plans de règlement séparé du problème palestinien ont été avancés. Dans un premier temps, une délégation jordano-palestinienne serait constituée. Cette délégation entamerait ensuite des négociations avec les représentants des Etats-Unis puis aurait, dans le cadre d'une troisième phase, des pourparlers avec Israël dans lesquels les Etats-Unis joueraient un rôle de médiateur. Une fois que les participants auxdits pourparlers se seront mis d'accord, on aboutirait à un certain consensus, ce qui constituerait la quatrième phase de l'opération.

Bien avant le début des pourparlers entre la délégation jordano-palestinienne et Israël, les Etats-Unis reconnaîtraient, dit-on, les droits nationaux des Palestiniens. Et si les entretiens entre la délégation jordano-palestinienne et Israël sous la médiation de Ronald Reagan et de Shultz aboutissaient, les problèmes palestiniens seraient réglés dans le cadre des frontières du Royaume hachémite de Jordanie. La création d'un Etat palestinien indépendant n'est même pas à l'ordre du jour!

Mais pour consacrer un nouvel accord séparé et lui conférer le caractère d'un instrument "accepté" par tous les Arabes et l'ensemble de la communauté internationale, et empêcher qu'il ne soit abrogé, comme le fut l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983, les auteurs ont prévu une sorte de "garantie internationale" sous laquelle tout le processus serait placé et qui est censée conférer une certaine crédibilité au nouvel accord séparé. Le Premier Ministre israélien a dit que cette "garantie" serait fournie par une "conférence de paix", à laquelle, bien entendu, les Etats-Unis participeraient, mais dont seraient exclus les autres membres permanents du Conseil de sécurité.

Comme l'ont laissé entendre les journaux vers le milieu du mois de juin dernier, lesdits pourparlers "directs" devraient avoir lieu dans les deux prochaines mois. Et bien que l'Organisation de libération de la Palestine soit le seul représentant légitime du peuple palestinien, sa participation à ces entretiens est entièrement

wxclue. Les Palestiniens seront représentés par des "représentants" sans statut, dont certains vivent aux Etats-Unis (leurs noms ont déjà été mentionnés).

Bien entendu, c'est aux Palestiniens eux-mêmes qu'il appartient de dire qui doit participer aux discussions et résoudre leurs problèmes et de quelle manière. Le problème palestinien est après tout leur problème. En réalité, avant même le commencement des pourparlers, il est tout à fait évident qu'il ne sera fait aucun cas de leurs aspirations nationales. Selon Peres, un rôle important doit être attribué aux Etats-Unis d'Amérique durant les prochaines négociations. Il a d'autre part laissé entendre d'emblée qu'il ne saurait être question de la création d'un Etat palestinien indépendant et du retour d'Israël aux frontières du 5 juin 1967.

Où veut-on en venir? Que cherche-t-on à imposer à ceux qui prendront part au prochain accord séparé?

1. L'objectif visé est de dissocier le problème palestinien d'un règlement global au Moyen-Orient et d'empêcher sa juste solution. La question de la création d'un Etat palestinien et de la restitution de tous les territoires arabes pris par Israël après le 5 juin 1967 sera écartée d'emblée, comme l'a prouvé la piteuse expérience de Camp David, qui a débouché sur la guerre menée au Liban contre les Libanais et les Palestiniens, qui est la "plus longue guerre" d'Israël; un autre "Camp David" causerait encore plus de préjudices, aux Arabes, à Israël, mais aussi aux Etats-Unis. Il n'y a qu'à rappeler la fuite humiliante des Marines américains.

2. Toutes les décisions de l'ONU sur le problème palestinien - y compris la célèbre résolution relative au partage du territoire sous mandat de la Palestine en deux Etats, un Etat arabe et un Etat juif, adoptée le 29 novembre 1947 par l'Assemblée générale des Nations Unies - deviendraient du même coup caduques.

Le caractère pernicieux d'une solution séparée du problème palestinien tombe sous les sens. D'abord parce qu'une telle solution ne saurait être fragmentaire; une démarche consistant à examiner tout à tout le problème de l'Egypte, celui des Palestiniens et les autres problèmes est incontestablement vouée à l'échec. Toutes ces questions doivent être réglées dans le cadre d'une action collective où le problème du Moyen-Orient serait considéré comme indivis et global.

Je comprends parfaitement l'actuel plan des Etats-Unis. Officiellement la partie américaine est toujours tenue par les décisions de l'Organisation des Nations Unies sur le problème palestinien, Jérusalem Est, les hauteurs du Golan et la bande de Gaza. Les Etats-Unis n'ont pas encore transféré leur ambassade dans la ville occupée de Jérusalem, manifestant par là leur respect des décisions de l'ONU relatives à la "ville sainte". Ils n'ont pas non plus approuvé la décision de la Knesset d'annexer le Golan. En cet été 1985, le président Reagan et ses plus proches conseillers sur les questions du Moyen-Orient veulent que les Arabes eux-mêmes, agissant dans le cadre des dispositions des accords de Camp David ayant trait au problème palestinien, entament de soi-disant pourparlers "directs" (entre une délégation jordano-palestinienne et Israël), prennent des mesures franchement séparatistes et dégagent les Etats-Unis de leurs obligations vis-à-vis d'eux alors que ces derniers ont conclu en 1981 une "alliance stratégique" avec

Israël. Comme dit un proverbe russe bien connu : "On s'emploie à ménager la chèvre ... et le loup!" Encore faut-il savoir qui sont les loups et qui sont les chèvres. Quelle qu'elle soit, la situation profite aux Etats-Unis d'Amérique et à Israël. C'est pourquoi ces deux pays ne sont pas opposés à des pourparlers "directs" auxquels participeraient les Arabes épousant les vues des milieux politiques américains et israéliens.

L'Union soviétique préconise un règlement général des problèmes du Moyen-Orient. Un tel règlement devrait être en accord avec les intérêts vitaux des pays et des peuples de la région et les impératifs de la sécurité internationale. Nous sommes résolument opposés à tout accord séparé quelle qu'en soit la forme et quelle que soit la partie qui en prend l'initiative.

Pour qu'il aboutisse, un règlement de la question du Moyen-Orient doit être conçu pour durer, et recueillir les suffrages de toutes les parties concernées. Telle est la première condition. La deuxième réside dans le fait que l'aspiration à une paix durable dans la région ne peut être satisfaite que par les biais d'efforts collectifs. Il faut que le règlement soit complet et qu'il exclue tout malentendu pouvant causer son échec.

Conformément aux aspirations dont on vient de faire état, l'Union soviétique appuie la proposition de convoquer une conférence internationale sur le Moyen-Orient. En juillet 1984, elle a présenté une série de principes pour un règlement au Moyen-Orient et proposé des modalités concrètes pour y parvenir. Ces propositions demeurent d'actualité. Quelle est la position globale de l'Union soviétique?

Le principe de l'inadmissibilité de la main mise sur des territoires étrangers par l'agression doit être strictement respecté. Seuls les ennemis de la paix au Moyen-Orient refusent d'y souscrire.

Il faut que les Arabes se voient restituer tous les territoires occupés par Israël depuis 1967 - les hauteurs de Golan, la rive occidentale du Jourdain, la bande de Gaza et les territoires libanais.

On entend souvent dire qu'à la suite du partage de la Palestine en 1948, l'Etat d'Israël se serait trouvé "dans une situation dangereuse", où sa sécurité territoriale n'était plus assurée, et qu'il faut par conséquent doter cet Etat de "frontières sûres" internationalement reconnues, des frontières sans lesquelles Israël ne peut exister.

Examinons de plus près cette thèse que je trouve illogique. En 1973 Israël occupait de vastes territoires arabes (égyptiens, palestiniens et syriens); ses troupes étaient installées sur la rive orientale du canal de Suez, la rive occidentale du Jourdain, les hauteurs du Golan et la bande de Gaza. Ceci ne l'a pas empêché de déclencher une nouvelle guerre au mois d'octobre de la même année. Ladite guerre a constitué la première épreuve militaire et politique sérieuse pour Israël; depuis lors toutes les guerres menées par Israël contre les Arabes se sont soldées par des déconvenues. En mars 1978, les troupes israéliennes effectuèrent un retrait précipité du Liban qu'elles avaient envahi. La "plus longue guerre" d'Israël a connu la même issue non sans avoir causé d'incalculables souffrances aux Israéliens. Et rien ne garantit qu'une septième guerre, à supposer qu'elle ait lieu, connaîtra un meilleur sort que l'invasion du Liban.

C'est dire que ce n'est pas en occupant les territoires qu'on instaurera la paix au Moyen-Orient mais plutôt en normalisant les relations avec les Arabes. L'objectivité exige aussi de reconnaître qu'il est dans l'intérêt d'Israël d'abord et de ceux qui les soutiennent de renoncer à l'occupation de territoires étrangers.

Ce principe universel et juste, qui est reconnu par la majorité des membres des Nations Unies, peut et doit être appliqué aux colonies israéliennes implantées après 1967 dans les territoires arabes occupés. Elles doivent être démantelées. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est le gouvernement Begin lui-même qui a montré la voie à suivre en la matière, bien que l'"annexion sournoise" financée par les contribuables américains se poursuit toujours. On se souvient que lorsqu'Israël a dû se retirer définitivement du Sinaï, la colonie israélienne de Yamit a cessé d'exister. Et c'est l'armée israélienne qui l'a démantelée! Pourquoi ne pas appliquer ce précédent à toutes les autres colonies? Cette annexion sournoise que constitue l'implantation de colonies dans les territoires arabes occupés ne doit bénéficier d'aucun soutien.

Revenons à présent au problème palestinien. L'Union soviétique préconise le rétablissement inconditionnel des Palestiniens dans leurs droits nationaux qu'on ne saurait réduire à des droits "humanitaires" comme le voudraient les Etats-Unis qui s'efforcent de substituer de tels droits aux intérêts vitaux de tout un peuple - dont le seul représentant légitime est l'Organisation de libération de la Palestine - et à son droit à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant sur le territoire palestinien. Les Palestiniens doivent être libérés de l'occupation israélienne sur la rive occidentale du Jourdain et dans la bande de Gaza, conformément à la décision adoptée lors du Sommet arabe de Fès et aux vœux des Palestiniens eux-mêmes. Israël serait le premier à bénéficier de ce processus. L'Union soviétique considère que la rive occidentale du Jourdain et la bande de Gaza devraient être placées par Israël sous le contrôle des Nations Unies pour une période de transition ne dépassant pas quelques mois.

S'agissant de la solution du problème palestinien, il est une autre considération importante de l'Union soviétique dont il convient de tenir compte. Une fois créé, l'Etat palestinien décidera en toute indépendance de la nature de ses relations avec les Etats voisins, y compris de la possibilité de constituer une confédération. Les propositions soviétiques relatives au règlement du problème du Moyen-Orient ne préjugent pas la question de savoir quand et avec qui les Palestiniens pourraient constituer une confédération. Il appartient aux Palestiniens eux-mêmes de régler cette question.

Le problème des réfugiés palestiniens demeure aigu, et devrait être résolu plus rapidement. La tentative faite par le gouvernement de Begin durant la première semaine de l'invasion du Liban pour les "refouler" vers la République arabe syrienne et la Jordanie a échoué. Une telle "solution" est immorale et va à l'encontre du droit international. Conformément aux décisions de l'Organisation des Nations Unies, tous les réfugiés palestiniens devraient avoir la possibilité de regagner leurs foyers ou être convenablement dédommagés de la perte de leurs terres. On sait que, pour pouvoir être admis, en 1949, à l'Organisation des Nations Unies, Israël a reconnu le droit des réfugiés palestiniens au retour (ses représentants ont signé en décembre 1948 le célèbre

Protocole de Lausanne). Par conséquent, Israël devrait respecter intégralement ses engagements.

Quant à Jérusalem Est, qui a été occupé par Israël en juin 1967 et qui abrite l'un des principaux lieux saints de l'Islam, il devrait être restitué aux Arabes. Tous les croyants doivent jouir d'une totale liberté d'accès aux sanctuaires des trois religions que sont le Christianisme, l'Islam et le Judaïsme.

Le droit de tous les pays de la région de vivre et de se développer dans la sécurité et l'indépendance devrait être mis en application et garanti; une pleine réciprocité devrait bien entendu être assurée en la matière. Il est impossible de garantir une sécurité totale à un peuple tout en déniait celle des autres; tel est le principe universel auquel chacun doit adhérer dans la recherche d'une solution au problème du Moyen-Orient.

D'autres conditions devront être remplies si l'on veut résoudre cette question : il faudra notamment mettre fin à l'état de guerre entre les pays arabes et Israël, reconnaître le principe de l'inviolabilité des frontières d'Israël avec les Etats arabes et assurer le respect mutuel de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des pays participant directement au règlement, toutes ces conditions devant être assorties de garanties internationales. L'Union soviétique considère que les membres permanents du Conseil de sécurité et l'ensemble du Conseil - dont la composition est, comme on le sait, périodiquement modifiée - pourraient être considérés comme garants internationaux. L'Union soviétique est pour sa part prête à fournir de telles garanties.

Quel est le chemin le plus court vers un règlement global et juste de la question du Moyen-Orient? Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, rien ne peut suppléer une action collective de toutes les parties intéressées; ce processus ne sera pas de tout repos mais des négociations menées dans le cadre d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient ne manqueront pas d'être fructueuses. Ladite conférence est parfois désignée sous le nom de Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Son but est en dernière analyse de rechercher des solutions mutuellement acceptables de tous les aspects de la question au Moyen-Orient dans une optique globale qui revêt en l'occurrence une grande importance. Les entretiens directs qui s'y dérouleraient déboucheraient sur la signature d'un traité ou d'un système de traités portant sur toutes les dimensions et les éléments d'un règlement, sans exception.

Pourraient participer à la conférence tous les pays arabes ayant une frontière commune avec Israël - la République arabe syrienne, la Jordanie, l'Egypte, le Liban - et Israël lui-même. A cet égard, il convient de souligner qu'en tant que seul représentant légitime du peuple palestinien, l'Organisation de libération de la Palestine doit manifestement participer à la Conférence, sur un pied d'égalité avec les autres parties. C'est là une condition sine qua non du succès de la Conférence.

Prendraient également part à la Conférence l'URSS et les Etats-Unis auxquels les circonstances régnant dans la région ont conféré un rôle particulièrement important et qui furent les coprésidents de la précédente Conférence sur le Moyen-Orient.

Y participeraient également certains pays du Moyen-Orient et des régions voisines à même de contribuer à la solution du problème.

A l'instar de la Conférence de Genève, la Conférence internationale sur le Moyen-Orient devrait se tenir sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

Dans les circonstances actuelles, une conférence internationale sur le Moyen-Orient pourrait :

1. Déboucher sur une paix durable dans la région dont bénéficieraient tous les pays du Moyen-Orient, y compris ceux du golfe Persique, ainsi que l'Union soviétique, les Etats-Unis d'Amérique, l'Europe occidentale et le Japon, et faciliter l'acheminement du pétrole du Moyen-Orient vers les marchés mondiaux.

2. Garantir l'existence de l'Etat d'Israël, conformément aux vœux de ses dirigeants, une existence que six guerres avec les Arabes ont gravement ébranlée. Cette conclusion n'a rien de subjectif : de nombreux hommes politiques et démographes israéliens sérieux sont convaincus de sa justesse.

3. Garantir le développement des relations économiques et commerciales entre les Etats arabes, Israël et toutes les nations du monde, ce dont l'Union soviétique et l'Occident ne manqueront pas de bénéficier; les Etats-Unis, l'Europe occidentale et le Japon ont, en la matière, autant d'intérêt que les Etats socialistes.

Faute d'instaurer la paix au Moyen-Orient, l'espoir de voir le calme régner dans la région restera tributaire de facteurs et de circonstances aléatoires. A qui profite cette situation? Certainement pas à l'Union soviétique, pas plus d'ailleurs qu'aux Etats-Unis, encore que certains hommes politiques américains misent sur la poursuite de la guerre et la persistance des dissensions dans le monde arabe. En disant cela, ce sont bien entendu les intérêts bien compris de la nation américaine que nous avons à l'esprit.

4. Faciliter, grâce à l'examen des problèmes de la région dans les groupes de travail (commissions), la conclusion d'accords pouvant satisfaire toutes les parties intéressées; un tel objectif ne peut être réalisé que par la négociation.

5. Favoriser, en cas de succès :

- a) L'arrêt de l'affrontement permanent entre Israël et les pays arabes qui a des effets dévastateurs sur les deux parties belligérantes. Il serait possible de conclure un accord sur une cessation graduelle et équitable des livraisons d'armes aux pays du Moyen-Orient;

- b) L'élimination du danger de voir le conflit régional arabo-israélien dégénérer en un conflit mondial. La paix serait consolidée dans le monde, et le Moyen-Orient deviendrait une aide de coopération et d'efforts concertés pour le renforcement de la sécurité internationale dans l'intérêt de toutes les parties concernées;

c) L'accroissement du rayonnement de l'Organisation des Nations Unies et l'intensification des efforts de la communauté internationale en faveur d'une paix universelle;

d) Le déclin du terrorisme et du racisme, qui aiderait à résoudre le problème de l'Afrique australe et d'autres problèmes aigus se posant à l'échelle internationale;

e) L'examen de la question de l'arrêt de la prolifération des armes nucléaires au Moyen-Orient et à travers le monde. C'est là d'ailleurs un aspect qui vaut la peine d'être médité. Bien entendu, l'Union soviétique et les Etats-Unis, ainsi que l'Europe occidentale et le Japon en seraient les bénéficiaires. Une telle évolution aurait, j'en suis convaincu, une incidence favorable sur les relations internationales;

f) Il est impossible d'imaginer aujourd'hui tous les effets positifs que le succès d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient aurait sur la situation politique et militaire dans le monde. L'important c'est d'entamer le processus, de s'engager dans la recherche d'une solution aux problèmes les plus complexes et les plus aigus que connaît le monde. D'aucuns devraient méditer sur la situation actuelle dans la région et sur ce qui se produit lorsque, comme dans le cas du Liban, voit le jour une résistance armée à l'envahisseur; la situation pourrait facilement se retourner contre Israël;

g) Des efforts concertés soviéto-américains pour l'instauration de la paix au Moyen-Orient constitueraient un précédent positif dans la perspective et la recherche d'un consensus sur d'autres problèmes internationaux complexes et urgents. L'humanité entière y trouverait son compte. Je suis convaincu qu'une telle orientation est possible. Il suffit de rappeler le célèbre communiqué publié par les Etats-Unis et l'URSS le 1er octobre 1977 et annulé en raison des pressions d'Israël sur le gouvernement du président Carter. Puisqu'il existe un précédent, pourquoi ne pas s'en servir?

XI. DECLARATIONS DE REPRESENTANTS D'ORGANISMES DES NATIONS UNIES

A. Déclaration de M. Jonathan Sibitwe Lichilane, représentant du Conseil des Nations Unies pour la Namibie

Au nom du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, je tiens à vous exprimer, Monsieur le Président, ainsi qu'aux autres membres du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, les remerciements du Conseil pour avoir organisé ce séminaire.

La décision de l'Assemblée générale en application de laquelle se tient le Séminaire confirme clairement que la communauté internationale s'engage plus fermement en faveur de la juste cause du peuple palestinien et de la réalisation de ses droits inaliénables. Malgré les efforts persistants déployés par notre Organisation au cours des trois dernières décennies dans la recherche d'une solution pacifique et juste pour toutes les nations et tous les peuples de la région, les progrès réalisés jusqu'ici demeurent en deçà de nos objectifs.

Les Nations Unies ont affirmé à maintes reprises qu'un règlement juste et durable du conflit du Moyen-Orient passait nécessairement par le retrait d'Israël des territoires occupés, y compris Jérusalem, et par le respect des droits inaliénables du peuple palestinien. Cela inclut le droit à l'autodétermination et le droit de créer un Etat sous la direction de l'Organisation de libération de la Palestine.

Le Conseil pour la Namibie estime qu'on ne peut trouver une solution juste à la question de Palestine - conditio sine qua non d'une paix durable au Moyen-Orient - sans la participation du peuple palestinien et de son seul représentant authentique, l'Organisation de libération de la Palestine.

C'est pourquoi il est regrettable que les efforts inlassables déployés par la communauté internationale pour parvenir à une solution pacifique du problème palestinien n'aient pas encore donné de résultats positifs par suite de l'attitude de défi adoptée par Israël.

La politique annexionniste de ce pays se passe de commentaires. En 1967, il a conquis la partie restante de la Palestine, plaçant un million et demi de Palestiniens sous un régime répressif d'occupation et d'administration militaires. Mise à part l'annexion de la partie orientale de Jérusalem en juillet 1980, Israël a promulgué en 1981 la loi étendant sa juridiction aux hauteurs syriennes du Golan. C'était un acte flagrant d'agression aux termes de l'Article 39 de la Charte des Nations Unies et de la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale. Par ailleurs, Israël continue d'appliquer dans les territoires occupés des mesures qui contreviennent à la quatrième Convention de Genève de 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, au mépris des résolutions et décisions des Nations Unies.

Il ne fait pas de doute que ces actes éhontés n'ont d'autre effet que d'aggraver une situation déjà difficile, compromettant encore davantage les chances d'un règlement de paix négocié du conflit du Moyen-Orient.

La question de Palestine, comme la question de Namibie, ne cesse de tourmenter la conscience de la communauté internationale. Le Conseil pour la Namibie estime qu'il est grandement temps de lancer des programmes d'action vigoureuse et novatrice pour résoudre ces problèmes sans délai. Comme la question de Namibie, la question palestinienne figure à l'ordre du jour de l'Assemblée générale depuis la création de l'Organisation des Nations Unies; la solution demeure cependant hors d'atteinte. Pendant ce temps, les souffrances de la population et les troubles dans les régions concernées ne cessent de croître.

En Namibie, le régime raciste d'Afrique du Sud continue de perpétrer des actes de brutalité contre la population, s'obstinant à la contraindre à la soumission et à l'acceptation de cette occupation illégale du territoire et à lui imposer son effroyable politique d'apartheid. Les efforts déployés par la communauté internationale pour inverser cette tendance continuent de se heurter à l'intransigeance arrogante du régime raciste d'Afrique du Sud.

En ce qui concerne la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, il est clair que la responsabilité de l'impasse actuelle pèse sur l'Afrique du Sud qui a systématiquement fait obstacle à tous les efforts entrepris pour trouver une solution en vue de l'application de cette résolution - seule base acceptable à une transition pacifique vers l'indépendance de la Namibie.

Il y a trois semaines, le Conseil de sécurité a examiné la situation en Namibie, à la demande du Groupe des Etats africains et du Mouvement des pays non alignés. Plus de 70 orateurs, y compris des ministres des affaires étrangères et d'autres hauts fonctionnaires, ont participé au débat. Le Conseil de sécurité a décidé de charger le Secrétaire général de reprendre immédiatement contact avec l'Afrique du Sud en vue de l'application du plan des Nations Unies pour l'accession de la Namibie à l'indépendance, tel qu'il est énoncé dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

L'Afrique du Sud, tout comme Israël, doit commencer à comprendre que la voie que l'un et l'autre ont choisi de suivre dans leur conduite des relations internationales compromet le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous exigeons que l'Afrique du Sud et Israël ajustent leur comportement en fonction des normes universellement admises par la communauté internationale. Ils sont isolés et condamnés pour leur mépris persistant de l'opinion mondiale. S'ils ne reconnaissent pas leurs intérêts supérieurs et s'obstinent à refuser de se conformer à l'appel des Nations Unies, des moyens efficaces devront être trouvés pour les y contraindre.

B. Déclaration de M. Ahmad Farouk Arnouss (République arabe syrienne),
rapporteur du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce
qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de
l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Au nom du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, je tiens à remercier le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien d'avoir organisé cet important séminaire sur les droits inaliénables du peuple palestinien. Le Comité spécial attache une grande importance à la mobilisation de l'opinion internationale en faveur de la réalisation des objectifs des Nations Unies touchant la question de l'autodétermination de tous les peuples se trouvant sous domination étrangère et coloniale. Nous savons bien que l'opinion publique mondiale est une arme puissante dans la lutte contre l'injustice, l'oppression et la domination étrangère et coloniale. Aussi est-ce pour moi une grande satisfaction de m'associer, au nom du Comité des Vingt-Quatre, à cet effort visant à éclairer et à mobiliser l'opinion internationale sur la question de Palestine devant l'assemblée influente et largement représentative ici présente.

La décision de l'Assemblée générale en application de laquelle ce séminaire est organisé affirme clairement l'engagement accru de la communauté internationale en faveur de la juste cause du peuple palestinien et de la réalisation de ses droits inaliénables. Malgré les efforts persistants déployés par notre Organisation au cours des 40 dernières années dans la recherche d'une solution pacifique juste et durable pour tous les peuples de la région, les progrès réalisés jusqu'ici restent en deçà de nos objectifs.

Comme nous le savons, la situation dans la région est une situation de crise qui risque de dégénérer en un conflit qui mettrait sérieusement en danger la paix et la sécurité internationales. Dans le présent contexte, il est particulièrement indiqué de rappeler que l'Assemblée générale a lancé à maintes reprises un appel pour que le peuple palestinien puisse exercer pleinement et rapidement son droit à l'autodétermination, à l'indépendance nationale et à la création de son propre Etat souverain et indépendant en Palestine, conformément aux résolutions des Nations Unies relatives à la question de Palestine, ainsi que leur droit de regagner leurs foyers et leurs biens dont ils ont été expulsés et évincés.

Même si la question palestinienne est considérée comme un problème extrêmement complexe, difficile et dangereux, la communauté internationale ne doit pas se laisser décourager ni en aucun cas invoquer ce prétexte pour l'empêcher de poursuivre sa recherche d'une solution juste à ce problème avec un acharnement accru. Il nous faut au contraire nous engager plus fermement, avec un sens aigu de l'urgence de la question, en faveur de la réalisation de cet objectif énoncé dans un certain nombre de résolutions pertinentes des Nations Unies.

C'est dans cet esprit que la communauté internationale est appelée aujourd'hui à apporter une contribution positive et importante et, partant, à faire en sorte qu'aucune mesure ne soit prise qui puisse aggraver la situation au risque de rendre encore plus difficile un règlement juste.

Avant de conclure, je tiens à rendre hommage au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien pour le travail important qu'il a effectué sous la direction compétente et avisée de l'Ambassadeur Sarré du Sénégal.

Je tiens aussi, Monsieur le Président, à vous exprimer ma profonde reconnaissance ainsi qu'à tous les membres du Comité pour avoir associé le Comité spécial des Vingt-Quatre à cette importante initiative.

J'ai bon espoir que ce séminaire nous rapprochera un peu plus des objectifs que l'Organisation s'est fixés à l'égard du peuple palestinien. Je vous adresse, Monsieur le Président, ainsi qu'à tous les participants, mes meilleurs vœux de succès dans vos délibérations.

C. Déclaration de Son Excellence M. Guennadi I. Cudovenko
(République socialiste soviétique d'Ukraine), Président
par intérim du Comité spécial contre l'apartheid

Je tiens, au nom du Comité spécial contre l'apartheid et en mon nom propre, à vous exprimer, à vous et aux membres du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, mes remerciements pour m'avoir invité à participer à la présente réunion.

Le Comité spécial tient à vous rendre hommage pour les efforts que vous déployez pour soutenir la lutte légitime du peuple palestinien et vous assure de sa coopération indéfectible.

La communauté internationale a été récemment témoin d'événements qui ont infligé de nouvelles souffrances au peuple palestinien. Ces événements confirment les peuples épris de paix du monde entier dans leur opinion selon laquelle il est impossible d'assurer un règlement global du conflit du Moyen-Orient sans trouver une solution décisive au problème clef, à savoir la question palestinienne. Cette solution que l'on attend depuis longtemps doit permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits inaliénables, y compris le droit à l'auto-détermination, le droit de retourner en Palestine et d'y créer son propre Etat indépendant. Il ne pourra y parvenir tant qu'Israël occupera la Palestine et d'autres territoires arabes. Par ailleurs, l'implantation de colonies de peuplement israéliennes dans ces territoires contrevient au droit international et à de nombreuses résolutions adoptées par les Nations Unies, ainsi que par des organisations régionales, mondiales, gouvernementales et non gouvernementales.

Les Nations Unies et le monde entier reconnaissent que seuls des efforts collectifs permettront d'apporter une solution au problème palestinien et que la seule instance appropriée à cette fin est la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient que l'on envisage d'organiser avec la participation de toutes les parties concernées, y compris l'OLP, l'URSS et les Etats-Unis.

Le Gouvernement israélien cherche comme par le passé à briser la volonté du peuple palestinien de se libérer. Les mesures israéliennes, comme celles du régime raciste d'Afrique du Sud, ont été appliquées avec cruauté et au mépris des droits de l'homme du peuple palestinien. Les pratiques israéliennes ont conduit à des pertes en vies humaines et visent à intimider systématiquement le peuple opprimé de Palestine. On dénote toujours un comportement raciste dans la manière dont Israël traite de la question.

En déniaient au peuple palestinien ses droits inaliénables, Israël pensait pouvoir surmonter les problèmes en recourant à l'oppression et à l'intimidation dans les territoires occupés, ainsi qu'en multipliant les agressions contre les Etats arabes. Cependant, l'aspiration des peuples à la liberté ne saurait être vaincue par la force et l'intimidation.

Les politiques et pratiques israéliennes font peser une menace sur la paix et la sécurité internationales. Outre ses mesures d'oppression et ses actes d'agression notoires, Israël a intensifié sa collaboration avec le régime raciste

d'Afrique du Sud dans tous les domaines et, en particulier, dans les domaines militaire et nucléaire.

Chaque année, le Comité spécial présente un rapport spécial à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité sur les derniers événements concernant les relations entre Israël et l'Afrique du Sud. Ce rapport met nettement en évidence le danger de l'alliance entre ces deux régimes. L'aide apportée par Israël à l'appareil militaire sud-africain ainsi qu'à la militarisation nucléaire de ce pays entrave sérieusement les efforts des Nations Unies visant à éliminer l'apartheid du continent africain.

Notre inquiétude devant la collaboration entre ces deux régimes vient du fait que cette alliance est contraire aux intérêts des peuples africains et arabes. L'Assemblée générale a maintes fois condamné cette alliance diabolique et demandé qu'il y soit mis un terme.

L'Afrique du Sud, la Namibie et la Palestine sont des questions qui figurent à l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies pour ainsi dire depuis sa création. La Namibie et la Palestine sont deux territoires pour lesquels la communauté internationale a assumé une mission sacrée il y a plus de 60 ans, en vertu du mandat de la Société des Nations et pourtant leurs peuples ne sont pas encore libres. Le peuple d'Afrique du Sud est opprimé depuis plus de 70 ans par la domination raciste qui a suivi la domination coloniale.

Les Nations Unies et la communauté internationale ont l'inéluctable responsabilité d'assurer la liberté et l'indépendance des peuples de Namibie, d'Afrique du Sud et de Palestine. En conséquence, tous les gouvernements doivent se prononcer sans ambiguïté en faveur de la lutte légitime de ces peuples. Tous les gouvernements doivent également s'abstenir de toute relation avec les régimes d'Afrique du Sud et d'Israël jusqu'à ce que les peuples de Namibie, d'Afrique du Sud et de Palestine soient à même d'exercer leurs droits inaliénables et notamment leur droit à une autodétermination véritable.

Au nom du Comité spécial, je souhaite que votre réunion soit couronnée de succès et je tiens à affirmer notre engagement à défendre résolument les droits inaliénables du peuple palestinien.

XII. LISTE DES PARTICIPANTS ET DES OBSERVATEURS

Délégation du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

Membres

Afghanistan
Chypre
Cuba
Guyana
Inde
Indonésie
Malte
République démocratique allemande
République socialiste soviétique d'Ukraine
Roumanie
Tunisie
Turquie
Yougoslavie

Observateurs

Chine
Egypte
Emirats arabes unis
Jordanie
Ligue des Etats arabes
Maroc
Organisation de la Conférence islamique
Organisation de libération de la Palestine
République arabe syrienne

Personnalités invitées

Pr Ibrahim Abu-Lughod (Palestinien)
Pr Naseer Aruri (Etats-Unis d'Amérique)
M. Igor Petrovich Belyaev (Union des Républiques socialistes soviétiques)
Son Excellence M. Victor J. Gauci (Malte)
Pr W. Thomas Mallison (Etats-Unis d'Amérique)

Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies

Argentine
Haïti
Kampuchea démocratique
Thaïlande
Union des Républiques socialistes soviétiques
Uruguay

Organes de l'Organisation des Nations Unies

Conseil des Nations Unies pour la Namibie
Comité spécial contre l'apartheid
Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application
de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples
coloniaux

Institutions spécialisées des Nations Unies

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Organisation mondiale de la santé
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Organismes des Nations Unies

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
Programme des Nations Unies pour l'environnement
Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Organisations intergouvernementales

Organisation de l'unité africaine

Mouvements de libération nationale

African National Congress d'Afrique du Sud

Organisations non gouvernementales (observateurs)

America-Israel Council for Israeli-Palestinian Peace
Congrès du monde islamique
Association of Arab-American University Graduates
Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté
Church of Humanism
Americans for Middle East Understanding
Najda: Women Concerned About the Middle East
Middle East Fellowship of the Presbytery of Southern California
University Center/International Studies, University of Pittsburg
Drew University
